

Ingérence démocratique en Afrique

AU Togo, un général au pouvoir depuis vingt-cinq ans, conquis par la rue depuis trois ans, vient de se faire réélire avec 96,5 % des suffrages. En Centrafrique, un autre général, faute d'être réélu, vient de tenir en haleine les autorités françaises chargées de la politique africaine pendant deux jours, en menaçant de ne pas reconnaître le verdict des urnes. Dans les deux cas, la France, qui avait lourdement engagé sa responsabilité, s'est vue rappeler que les régimes africains fondés sur la force n'entendaient pas se laisser déboulonner sans réagir.

Après avoir soutenu pendant trois décennies d'anciens dirigeants devenus chefs d'Etat, Paris avait négocié un virage en juin 1990, avec le fameux discours de La Boule du président François Mitterrand, qui encourageait un mouvement de démocratisation déjà amorcé sur le continent. Paris prenait le train en marche. Mais en précisant rapidement que chaque pays devait aller à son rythme.

TEL est le credo des nouvelles autorités chargées de la politique africaine, qui refusent l'excès et la précipitation. Le ministre de la coopération, Michel Rousset, a néanmoins fait preuve, en quelques mois, d'une détermination qu'on ne connaît pas à ses précédentes fonctions, en prenant énergiquement en mains les dossiers centrafricain et togolais. Un pacte qui a réussi à Bangui et échoué à Lomé.

En Centrafrique, face à la décision ferme et rapide de Paris de suspendre sa coopération, le président André Kolingba est revenu sur son intention de perturber le processus électoral. La stratégie de M. Rousset a été payante, mais le défi était risqué : en imposant des élections partielles de la défaite de M. Kolingba, en impliquant les troupes françaises stationnées dans le pays, qui ont assuré la logistique du scrutin, la France avait pris le risque de devoir intervenir en cas de troubles. L'hypothèse n'a jamais fait l'objet d'un moindre commentaire. Mais elle restait sous-jacente aussi longtemps que la procédure électorale ne sera pas achevée.

LE Centrafrique est l'un des pays où la France aura le plus joué, à travers ses interventions militaires, le rôle de «gendarme de l'Afrique» qu'on lui a si souvent reproché. Ce jeu-là est terminé. Aujourd'hui, l'ingérence se veut démocratique.

En voulant remettre promptement le Togo sur les rails, par le biais d'élections, le gouvernement français a fait preuve d'une précipitation qui se retourne aujourd'hui contre lui. Artisan d'un accord qui devait permettre l'organisation rapide d'un scrutin libre et transparent, il s'est laissé piéger par deux partenaires peu fiables. Le camp du président togolais n'a pas respecté les critères démocratiques du scrutin ; l'opposition en a tiré argument pour appeler au boycott, en remettant en cause un accord avec le pouvoir en place.

Quelles que soient les responsabilités des uns et des autres - et de la France, qui a refusé le report du scrutin -, le résultat est là : les détracteurs du général Gnassingbé Eyadéma sont persuadés que Paris a couru en faveur de son maintien au pouvoir. C'est sans doute exagérer l'influence prêtée à la France. Mais, l'ingérence démocratique ayant pris le pas sur l'interventionnisme militaire, c'est aussi le signe de l'indissolubilité des liens entre Paris et ses anciennes colonies africaines.

Lire nos informations page 4

MO147 - 0831 0 - 7.00 F



Les Israéliens et l'OLP estiment avoir fait un pas « historique » sur le chemin de la paix

Le « plan Pérès » suscite la colère de la droite et des colons juifs

Avant la reprise des négociations israélo-arabes, mardi 31 août, à Washington, des représentants de Jérusalem et de l'OLP ont qualifié d'« historiques » les progrès auxquels ont conduit les contacts plus ou moins secrets menés entre Israël et l'organisation

palestinienne, ces dernières semaines, par Shimon Pérès. Cette fois, une reconnaissance mutuelle, en bonne et due forme, paraît proche. Alors que la droite israélienne se mobilise contre cette évolution et que les Palestiniens opposés au processus protestent également, le gou-

vernement de M. Rabin devait se réunir lundi pour entériner un projet de déclaration de principe. Celle-ci permettrait de débloquent les pourparlers sur l'autonomie des territoires occupés et de discuter concrètement de l'option dite Gaza-Jéricho d'abord.

Reconnaissance de fait

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Tournant historique » pour Yasser Arafat, « percée décisive » selon les ministres les moins grandiloquents du gouvernement israélien. Rien n'est encore signé, tout peut encore dérailler. Mais, au-delà des divergences d'interprétation et du flou qui entoure les termes de l'accord préalable auquel l'Etat juif et l'OLP sont discrètement parvenus, une étape capitale sur le chemin de la paix vient d'être franchie.

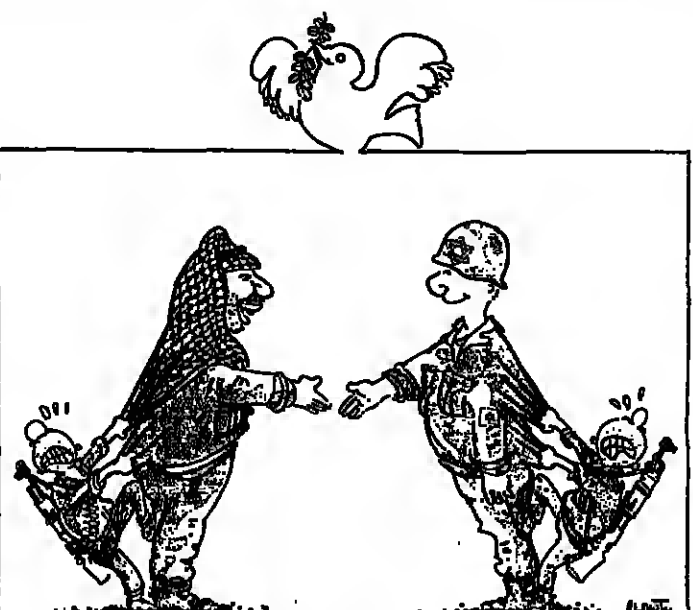
Pour la première fois depuis sa création il y a trente ans, l'OLP négocie ouvertement avec un Etat qui, jusqu'alors, lui déniait toute représentativité, tout volontarisme de paix. Quel qu'il arrive désormais,

et même si le compromis ébauché par les deux parties devait capoter lors de la discussion de ses détails et de sa mise en œuvre au cours des prochaines semaines à Washington ou ailleurs, il resterait cet acquis : Israël, par l'intermédiaire de Shimon Pérès, chef de la diplomatie et numéro deux du pouvoir exécutif, discute avec « l'organisation terroriste » qui le hantait et alourdissait sa réputation depuis si longtemps.

Le journal de la droite, *Maariv*, ne s'y trompait pas, qui écrivait, dimanche matin, pour le déplorer, que « le dialogue entre Israël et l'OLP est révolutionnaire en soi ».

PATRICE CLAUDE

Lire la suite et nos informations page 7



Bosnie : retour à Genève

Les dirigeants des trois communautés de Bosnie-Herzégovine, da façon que les Musulmans aient un Etat économiquement viable ainsi qu'un accès à la mer. En valant à Sarajevo, dimanche, le ministre français de la défense, François Léotard, a déclaré que l'application du plan - qui, selon M. Stoltenberg, nécessitera la déploiement de quelque 40 000 « casques bleus » supplémentaires - aurait des conséquences positives sur la situation de la ville. La veille, il avait exprimé des doutes quant à la viabilité d'un plan de paix qui aboutirait à l'éclatement d'un Etat en trois ou quatre morceaux.

du partage de la Bosnie-Herzégovine, da façon que les Musulmans aient un Etat économiquement viable ainsi qu'un accès à la mer. En valant à Sarajevo, dimanche, le ministre français de la défense, François Léotard, a déclaré que l'application du plan - qui, selon M. Stoltenberg, nécessitera la déploiement de quelque 40 000 « casques bleus » supplémentaires - aurait des conséquences positives sur la situation de la ville. La veille, il avait exprimé des doutes quant à la viabilité d'un plan de paix qui aboutirait à l'éclatement d'un Etat en trois ou quatre morceaux.

Lire page 3 les articles de FLORENCE HARTMANN et de JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le traquenard du droit d'asile

En réclamant une révision de la Constitution par référendum, une partie de la majorité pousse M. Balladur à l'épreuve de force avec M. Mitterrand

par Thierry Bréhier

La querelle juridique fait déjà rage. L'affrontement politique pourrait commencer cette semaine, et c'est le premier ministre qui a la responsabilité d'en donner, ou non, le signal : si Edouard Balladur décide d'engager une procédure de révision constitutionnelle pour adapter la loi fondamentale française à la lecture qu'il fait des accords européens sur le droit d'asile, la cohabitation « douce », qui règne depuis la large victoire de la droite aux élections de mars dernier, cédera la place à une cohabitation conflictuelle.

Elle pourrait aller jusqu'à un heurt brutal entre les deux hommes qui, par la volonté des

électeurs, se partagent le pouvoir exécutif. Pour faire le choix de déclencher ou non les hostilités, le premier ministre ne pourra pas s'abriter derrière des considérations techniques. Contrairement à ce qu'avancent Charles Pasqua et ses porte-parole, la décision du Conseil constitutionnel du 13 août ne rend pas concrètement inapplicables les accords de Schengen, déjà ratifiés par la France, ni ceux de Dublin, dont la procédure de ratification n'a pas encore commencé, accords qui prévoient la coordination des traitements de demandes d'asile au niveau européen.

Nulle part les gardiens de la Constitution n'ont dit que tous les réfugiés qui réclament l'asile poli-

tique devaient bénéficier du droit de séjourner en France en attendant que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ne se prononce sur leur cas ; ils ont même formellement avalisé des dispositions contraires ; ce n'est que la loi de 1953, créant cet office, qui indique que ceux qui s'adressent à lui doivent pouvoir défendre personnellement leur dossier.

Nulle part le Conseil n'a dit que les réfugiés provenant d'un autre pays de la Communauté européenne ne pourraient pas être renvoyés vers leur premier pays d'accueil, qui - en vertu de Schengen et de Dublin - doit traiter leur demande.

Lire la suite page 8

Robert Merle
FORTUNE DE FRANCE
L'Enfant-Roi

TOMAS

Grands succès de l'été
« Précipitez-vous sur *L'Enfant-Roi* ! Le cœur du peuple de Paris y bat pendant que les grands intriguent »
ANNETTE COLIN-SIMARD
« Cumulant la rigueur de l'historien et la verve du romancier, Robert Merle relève le défi de Michélet : il ressuscite l'Histoire »
BRUNO DE CESSOLLE
Editions de Fallois
PARIS

Edimbourg, ville-spectacle

La capitale écossaise se targue de posséder le plus grand festival du monde

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial
C'est écrit noir sur blanc dans toutes les brochures de la ville et dans les programmes des festivités : « Edimbourg possède le plus grand festival artistique du monde ». Le meilleur ? Le plus prestigieux ? Le plus novateur ? Simplement le plus grec. Pour préciser le genre, on annonce : « Le chaos jour et nuit », une frénésie de spectacles, musique, danse, théâtre, cinéma, performances, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

A Edimbourg, il n'y a pas un mais six festivals qui coexistent, se bousculent, s'entrechoquent durant le seul mois d'août, fei-

sant passer plusieurs millions de personnes dans la capitale écossaise, qui compte habituellement 450 000 habitants. La fièvre se déclare le 6 août avec le Festival de jazz et le Military Tattoo, parade militaire traditionnelle avec kilt, cornemuses et grosses caisses sur food de château médiéval. La fièvre monte le 15 du mois, lorsque débute en même temps les Festivals du livre, du cinéma, le prestigieux Festival international (musique, théâtre, danse, arts) et le Fringe (équivalent du « off » d'Avignon, ce bien plus étouffé).

MICHEL GUERRIN

Lire la suite page 12

A L'ÉTRANGER : Maroc, SDH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 150 PTE ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,60 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

هكمان لعل

Propos recueillis par
ROGER-POL DROIT

Musulmans, Serbes et Croates ayant donné des réponses divergentes au plan Owen-Stoltenberg

Les négociations sur la Bosnie-Herzégovine doivent reprendre à Genève

Seuls, les Serbes ont accepté inconditionnellement le plan de partage de la Bosnie-Herzégovine proposé par les médiateurs internationaux, David Owen et Thorvald Stoltenberg pour l'ONU. Les Musulmans se sont contentés de dire «peut-être», à condition que des modifications y soient apportées. Les Croates, enfin, se sont réfugiés derrière un prudent «oui, si les autres sont d'accord». Les délibérations des représentants des trois communautés bosniaques, qui se sont tenues au même moment en des lieux distincts (chacun dans son fief), vont maintenant être relayées par

une nouvelle série de négociations à Genève, qui devaient débuter, mardi 31 août, au Palais des Nations. Toutefois, les Serbes bosniaques ont averti à plusieurs reprises qu'un «oui» conditionnel de la part des Musulmans reviendrait, à leurs yeux, à un rejet pur et simple. Or, un tel refus, ont-ils souligné, les amènerait à revoir leur position. Le leader serbe bosniaque, Radovan Karadzic, a ainsi déclaré dimanche que le déléguat bosniaque ferait une «terrible erreur» si elle insistait pour tenter d'apporter des changements radicaux au projet de découpage. «Les Musulmans demandent à la table

de conférence ce qu'ils ont perdu sur le champ de bataille», a-t-il dit, ajoutant que son «Parlement» ne pouvait aller plus loin en matière de concessions territoriales ni accepter les exigences de modification de la carte formulées par les Musulmans et les Croates.

Pour leur part, les Croates bosniaques, qui ont proclamé leur République, avec Mostar pour capitale – dont ils cherchent à évincer les Musulmans, – se sont dits «prêts à accepter le plan [de paix de Genève] si les parties serbe et musulmane l'approuvent». Le «Parlement» croate de Bosnie

demande cependant que des «corrections» soient apportées aux frontières des futures entités ethniques (aërbe, musulmane, croate) proposées à Genève. Il exige notamment que soit assurée aux Croates bosniaques une continuité territoriale dans le nord-est de la Bosnie et que des zones de Bosnie centrale leur soient attribuées au détriment des Musulmans. Les projets de cartes élaborés à Genève «laissent hors du territoire croate proposé la quasi-totalité du potentiel économique, de communication, sanitaire et culturel de la République [croate]», estime le «Parlement».

Le Parlement bosniaque demande des modifications

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

«Inacceptable, mais...». Après deux jours de réunion, le Parlement bosniaque, plutôt favorable à un «non» au plan de partage de la Bosnie-Herzégovine, a finalement donné, dimanche 29 août, une réponse légèrement «corrigée» par la présidence bosniaque. Comme l'avait préconisé le président Alija Izetbegovic, c'est un «oui, mais».

Samedi soir, lors de la session à huis clos du Parlement, le président bosniaque, qui avait dû écouter une longue litane de rappels de principes ainsi qu'une suite de discours contre la division ethnique du pays, a perdu patience. Il est monté à la tribune pour répliquer à un juriste, rapporte le quotidien de Sarajevo, *Ostobojnja*. «Vous croyez que nous ne connaissons pas ces principes, que nous pouvons ordonner les chars de Mladic (le chef des forces serbes) avec des principes de droit», aurait-il dit. Peu après, les députés ont levé la séance, laissant le soin à la présidence de rédiger le texte final. Bieco que cela ne soit pas explicitement mentionné dans le communiqué, les députés ont dû accepter le principe de division de la Bosnie en une Union de trois Républiques, même s'ils ont refusé de signer ce qu'ils jugent, comme le président Izetbegovic, être, une «capitulation».

Le Parlement exige que l'Union et la future mini-République bosniaque soient viables, afin que la division ne soit pas un simple prétexte à une absorption pure et simple dans une «Grande Croatie» et une «Grande Serbie». «Nous ne pouvons signer un accord qui menacerait la survie de l'Etat bosniaque», explique-t-on.

Les conclusions du Parlement semblent le fruit d'un compromis entre les «durs», qui, au nom des

principes, prônaient le rejet du plan et les «modérés», qui plaident, au nom du réalisme, pour une quasi-acceptation. Le communiqué final, mis au point par la Présidence, comporte un nombre réduit, en regard aux revendications de départ de l'Assemblée, de «demandes» plutôt générales, qui ont été ramenées à sept. Outre l'arrêt immédiat des combats et l'ouverture de routes pour les convois humanitaires, le Parlement demande des «assurances que la Bosnie [la future Union des trois Républiques] continue d'exister comme Etat, comme sujet de droit international, avec les éléments-clés qui permettront de faire fonctionner l'Union comme un Etat».

Divergences au sein de la direction

Mais ces «éléments-clés», comme la monnaie commune exigée par beaucoup de députés, ne sont pas mentionnés. Le Parlement «demande» aussi des «corrections à la carte», sans toutefois parler d'autre chose que d'un «accès à la mer pour la future République de Bosnie», issue de la division de l'ex-Bosnie. La Bosnie orientale, ouvertement revendiquée par le président Izetbegovic, n'est pas non plus spécifiquement mentionnée. Les députés exigent encore qu'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU donne «des garanties réelles», c'est-à-dire, précisent-ils, des assurances des Etats-Unis et de l'OTAN, qu'un éventuel accord soit appliqué et respecté. Sous la pression des Etats-Unis, qui semblent avoir donné des garanties de sécurité à un futur mini-Etat bosniaque, le président Izetbegovic avait été négocié, début août à Genève, un partage qu'il avait longtemps refusé.

Tentatives d'arracher d'ultimes concessions? Refus poli ou accepta-

tion à demi-mot? La réponse ambiguë du Parlement, présentée comme «unanime», dissimule mal des divergences au sein de la direction bosniaque, soumise aux signaux contradictoires et changeants de la communauté internationale, notamment des Etats-Unis.

L'un des rares orateurs de l'Assemblée à avoir plaidé pour une «décision raisonnable» – un académicien de Sarajevo – avait souligné que «les médiateurs, la communauté internationale mais aussi le peuple bosniaque, attendent de nous une décision, une conclusion, une signature, un oui ou un non». Jugant qu'il y avait peu de changement à espérer, l'académicien avait dit que d'éventuelles demandes de modifications du plan «devaient être minimales pour avoir une chance d'être acceptées». Sa voix était isolée, au milieu d'un concert de discours de principes, de dénonciations du plan «qui récompense l'agresseur et la purification ethnique», de proclamations des frontières historiques et éternelles de la Bosnie, d'appels à la mobilisation générale.

Voulant éviter la capitulation contre la paix, le «oui, mais» à la division de la Bosnie, arraché par la présidence, paraît déjà beaucoup aux partisans de l'Etat unitaire. Mais il n'évitera peut-être pas la poursuite, voire une intensification de la guerre, que beaucoup – les militaires bosniaques les premiers – jugent inévitable. «Nous avons les principes de notre côté, ils [les Serbes et les Croates] ont la réalité», avait déclaré le président Izetbegovic à l'ouverture de la session, avant d'ajouter : «Ils ont les armes, nous avons le peuple. Nous sommes dans une situation très difficile, mais eux aussi. Nous n'avons pas perdu la guerre, ils ne l'ont pas gagnée».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Visite de François Léotard à Sarajevo

Le ministre français de la défense, François Léotard, qui rendait visite, dimanche 29 août, aux 2 100 «casques bleus» français à Sarajevo, a souhaité que la future carte de la Bosnie-Herzégovine discutée aux négociations de Genève soit «viable», y compris pour ne pas «exposer inutilement» la vie des soldats de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU).

Se déclarant en «accord total» avec le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, M. Léotard a toutefois demandé que, «les diplomates réfléchissent» au plan de découpage de la Bosnie «en termes militaires».

«Il faut que la carte, et c'est là où mon inquiétude est grande, qui sera proposée par les trois parties soit viable, que les zones soient économiquement viables, que les corridors puissent être véritablement protégés. (...) C'est très difficile».

Un billet de 1 milliard de dinars (3 dollars) mis en circulation en Serbie et en Monténégro. – La Banque nationale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) doit mettre, lundi 30 août, en circulation un billet de 1 milliard de dinars, dont la valeur sera inférieure à 3 dollars, selon le quotidien *Borba*. Alors que l'économie yougoslave est en totale décomposition, et notamment le système monétaire, l'inflation pourrait atteindre à la fin de l'année le cap de 61 milliards pour cent, estime la revue *Ekonomsko Politiko* publiée à Belgrade. – (AFP)

Des «casques bleus» espagnols retenus à Mostar

Cinquante-deux «casques bleus» espagnols qui avaient escorté un convoi humanitaire à Mostar, en Herzégovine occidentale, sont retenus dans le secteur musulman de cette ville, dont les Croates bosniaques veulent faire la capitale de leur «République» et où ils assiègent les forces musulmanes. Le convoi, retenu un temps par la population musulmane affamée, a pu, lui, quitter Mostar.

Par ailleurs, huit avions militaires qui devaient parachuter, pour la sixième nuit consécutive, des vivres sur Mostar ont interrompu leur mission pour «raisons de sécurité», a indiqué lundi un porte-parole de l'armée allemande. Les six C-130 américains, un Transall français et un Transall allemand ont rebroussé chemin près de la côte croate sans avoir parachuté leurs vivres. Ils sont rentrés sans incident à la base américaine de Francfort. Un porte-parole de l'armée allemande s'est refusé à toute précision sur les causes de l'interruption de la mission. – (AFP)

Les Serbes ont massivement accepté le projet de découpage

PALE (Bosnie)

de notre envoyée spéciale

«Notre victoire est de beaucoup supérieure à toutes les souffrances que nous avons endurées» : le leader serbe bosniaque Radovan Karadzic ne cachait pas sa joie après que son «Parlement» eut «accepté inconditionnellement le plan de paix de Genève, découplant la Bosnie-Herzégovine en trois Républiques constituées sur une base ethnique et «voies» au sein d'une Confédération aux liens lâches. Un tel projet consacre, en effet, aux yeux des partisans de M. Karadzic l'existence d'un Etat serbe en Bosnie.

A l'issue de trois jours de débats difficiles, au cours desquels la carte du découpage de la Bosnie prévoyant l'abandon par les Serbes de 20 % des territoires qu'ils ont conquis a été vivement critiquée, les députés serbes bosniaques ont fini, samedi 28 août au soir, par ratifier le plan Owen-Stoltenberg en faveur duquel s'était prononcé Radovan Karadzic. Sur les 72 députés présents, 55 ont voté pour, 14 contre et 3 se sont abstenus. Commentant cette décision, la télévision des Serbes de Bosnie a estimé que la «République serbe», antiproclamée sur plus de 70 % des territoires conquis et «purifiés» de la Bosnie-Herzégovine, «était désormais un Etat dont la communauté internationale ne pouvait plus contester l'existence».

Applaudissements et accolades

C'est sur des «Vive la République serbe!» suivis d'applaudissements et d'accolades que les députés ont quitté Jahorion, le site olympique situé près de Pale, fief des Serbes bosniaques qui surplombe Sarajevo assiégée. Pourtant, le projet a rencontré de fortes oppositions, exprimées par les représentants des régions qui devront être restituées et encouragées par le général Ratko Mladic, le commandant des forces serbes bosniaques, qui a mis en garde les députés contre les risques que le découpage comporte pour la future République serbe. Le chef de l'armée a fait valoir que la restitution de territoires rendait vulnérable la défense de cette République. Samedi en début de soirée, le Parlement semblait donc s'acheminer vers un «oui» conditionnel, que

M. Karadzic voulait en principe éviter. L'annonce que le Parlement musulman, qui siégeait au même moment à Sarajevo, restait très réticent face au plan de Genève et qu'il optait pour un «oui» assorti de nombreuses conditions a entraîné un revirement au sein du Parlement serbe bosniaque.

En optant pour le «oui» inconditionnel, les Serbes de Bosnie espèrent améliorer leur position à la table des négociations et s'opposer plus facilement aux modifications réclamées par la partie musulmane. «Poser des conditions ou plan de Genève équivaut à un rejet», a d'ailleurs averti Radovan Karadzic, précisant qu'il s'agissait pour les Musulmans de «leur toute dernière chance» d'arrêter le conflit.

Après une éventuelle ratification du plan de paix, les Serbes entendent parvenir, par des accords bilatéraux, à des aménagements territoriaux. Ceux-ci pourraient notamment porter sur des territoires qu'ils doivent céder aux Musulmans et aux Croates, à savoir la région montagneuse d'Orjen, dans le nord du pays, ainsi que le plateau stratégique de Kupres, qu'ils aimeraient bien conserver et compenser par d'autres territoires moins importants pour eux. M. Karadzic a, enfin, été chargé de négocier une sortie sur la mer et la levée des sanctions infligées à la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) pour son implication dans la guerre en Bosnie.

FLORENCE HARTMANN

Un commissaire européen dénonce la «stratégie de la capitulation» menée par le négociateur de la CEE

AMSTERDAM

de notre correspondant

Hans Van den Broek, ancien chef de la diplomatie des Pays-Bas et, depuis janvier, commissaire européen chargé des relations extérieures, vient d'opérer une rentrée spectaculaire en accordant à deux publications néerlandaises, l'*Uitendacle* et le quotidien *NRC Handelsblad*, des entretiens virulents sur le rôle des Douze et de lord Owen en particulier, dans la crise yougoslave.

M. Van den Broek était ministre des affaires étrangères lors de la dernière présidence néerlandaise de la Communauté, au second semestre de 1991, et fut à ce titre le premier président de la Conférence sur la Yougoslavie. Aujourd'hui, il dresse un bilan calamiteux de l'attitude des Douze : «Nous n'avons jamais été prêts à rejoindre le geste à la parole». A ses yeux, les Européens n'ont jamais fait autre chose, en dehors de leur mobilisation humanitaire, que de se payer de mots. Tout d'abord, en «reconnaissant la Croatie sans vouloir lui donner des garanties de sécurité», ensuite, en n'ayant pas «la volonté politique d'intervenir contre l'agresseur [serbe]», enfin, en tolérant que la Serbie «utilise la table des négociations pour renforcer ses positions sur le terrain».

M. Van den Broek réserve ses flèches les plus acérées au médiateur européen, lord Owen : «S'exprimant de façon dénigrante sur l'opinion militaire, il a opté pour «une stratégie de la capitulation» qui a abouti à un projet de règlement de la guerre en Bosnie «légitimant la violence».

Ces critiques ne sont pas exemptes de contradictions d'un entretien à l'autre. Daos l'uec d'elles, le commissaire de la CEE reproche à lord Owen d'avoir «publiquement douté de l'«unanimité des Douze» alors que, dans l'autre, il dénonce lui-même le caractère artificiel de cette «prétendue unanimité (...) qui veut surtout dire que l'on se met d'accord pour déclarer ensemble quelque chose en quoi les Etats membres, individuellement, ne croient presque pas».

Quant à l'option militaire, M. Van den Broek estime qu'elle relevait de l'illusion, allant jusqu'à douter que l'attitude des Européens eût été différente «même si une armée européenne commune avait été mise sur pied à Maastricht». «La crédibilité d'une menace européenne est totalement brisée», déclare-t-il encore, en déplorant que lord Owen n'ait pas assez fait pression sur le président serbe Milosevic.

CHRISTIAN CHARTIER

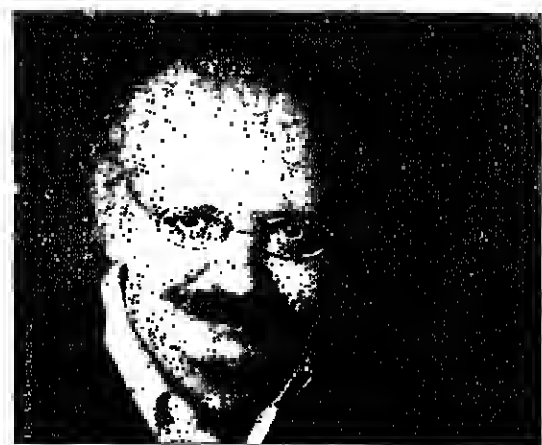
AZERBAIDJAN

Forte participation au référendum sur la destitution de M. Elchibey

Les Azéris se sont prononcés par référendum, dimanche 29 août, sur la destitution définitive du président azerbaïdjanais, Aboulfaz Elchibey, en fuite depuis la prise de pouvoir à Bakou par les insurgés militaires en juin. Selon les chiffres officiels, 80 % des quatre millions d'électeurs ont déposé leur bulletin dans l'urne et la participation aurait été plus élevée dans les grandes villes. Des porte-parole du Front populaire, le mouvement politique dirigé par M. Elchibey, ont déclaré que la consultation était truquée mais aucun observateur n'a décelé de fraude. Les résultats définitifs n'étaient pas attendus avant le 31 août. – (AFP, Reuters)

RECTIFICATIF. – C'est Iouri Andropov, le chef du KGB, et non le ministre des affaires étrangères, Andreï Gromyko, qui, au cours de la réunion du bureau politique du PC soviétique du 10 décembre 1981, a développé l'argument selon lequel l'URSS, pour éviter des sanctions occidentales, devrait s'abstenir de toute intervention en Pologne, même au cas où Solidarité y prendrait le pouvoir. Les propos que nous avons attribués par erreur à Andreï Gromyko (le Monde daté 29-30 août) – «Nous devons nous soucier de notre pays, du renforcement de l'URSS» – ont en fait été prononcés par Iouri Andropov. Intervenant immédiatement après, Andreï Gromyko abonda cependant dans le même sens, et indiqua qu'il fallait faire savoir au général Jaruzelski qu'il ne peut être question d'introduire des troupes.

ERIK ORSENNA



EDITIONS DU SEUIL

مكتبة الشفاء

AFRIQUE

ALGÉRIE : devant l'ampleur des difficultés

Redha Malek tarde à former son gouvernement

Plus laborieuse que prévu, les consultations entreprises, depuis un semaine, par le nouveau premier ministre, Redha Malek, pour former son gouvernement, n'avaient toujours pas abouti, dimanche 29 août. L'ampleur de la tâche qui attend la nouvelle équipe, autant que les graves incertitudes qui pèsent sur l'avenir politique du pays, expliquent aisément ce retard.

ALGER

de notre correspondant

Le futur gouvernement devra-t-il au-delà du mandat officiel du Haut Comité d'Etat (HCE), qui s'achève le 31 décembre? Si oui, on voit mal à quoi auraient servi les efforts de cette présidence collégiale (dont fait partie M. Malek) en faveur du « dialogue » avec les partis, les syndicats et les associations. L'idée d'une conférence nationale, censée confirmer la volonté de consensus, ébauchée à travers l'« avant-projet de plate-forme nationale » du 21 juin, perdrait beaucoup de son sens. A l'inverse, le projet de référendum, destiné à légitimer cette démarche par le sceau d'un vote populaire, serait rendu caduc.

Mettre ce plan de gouvernement « fait pour durer » reviendrait à court-circuiter le semblant de débat politique, péniblement amorcé depuis un an et, par voie de conséquence, à jeter le discrédit sur le HCE. Cette hypothèse est des plus improbables. Mais, d'un autre côté, comment imaginer que l'on puisse proposer à de futurs ministres un « contrat de travail » d'à peine quatre mois?

La solution se trouve sans doute à mi-chemin. Soudain de « quarante jours » avec le précédent gouvernement de Abdelkader Bedjaoui, M. Malek pourrait décider d'écarter, en douceur, certains des hommes les plus liés à la gestion de son prédécesseur, comme les ministres de la communication et des affaires religieuses. Parallèlement, quelques postes-clés, comme le ministère de l'économie, celui des affaires étrangères et celui de l'intérieur, devraient être confiés à des personnalités soutenant d'emblée les options fortes du nouveau gouver-

nement. Ce choix d'un « nouveau dur» laisserait la place à d'éventuels remaniements « périphériques », dont des partis de l'opposition, à l'occasion de la conférence nationale, pourraient peut-être profiter. A condition, bien sûr, que le jeu politique en vaille la chandelle et qu'un minimum de confiance prévaille entre les partenaires.

Parmi les priorités du futur gouvernement, « l'encourage » du premier ministre, cité par le quotidien *El Moudjahid*, met en avant « la relance de la machine économique », le renforcement de « l'ordre » et de « la sécurité » et l'ouverture de « canaux de communication avec les institutions sociales et l'union en général ». C'est sans doute sur le premier point que M. Malek est le plus attendu par les financiers occidentaux. L'échéance du 21 septembre, date de la réunion annuelle, à Washington, des experts du Fonds monétaire international, aura valeur de test.

Contrairement à M. Abdesslam, qui a mené, pendant plus d'un an, une véritable stratégie d'affrontement vis-à-vis des organismes financiers internationaux, M. Malek est crédité de davantage de souplesse. Les exigences du FMI qui passent notamment par une dévaluation du dinar, devraient faire l'objet de discussions serrées. L'avenir économique de l'Algérie, dont 75 % des ressources à l'exportation sont réinvesties « éternellement » par le remboursement de sa dette, dépend, pour une part importante, de sa capacité à mobiliser les crédits et à mieux maîtriser les importations. En la matière, la gestion de M. Abdesslam aura été tragique.

Le « comité ad hoc » qu'il avait mis en place, et qui était censé contrôler l'accès des entreprises algériennes aux devises, a provoqué une lenteur bureaucratique et manque de compétence à l'égard des résultats inverses aux effets escomptés, aggravant l'asphyxie de manière dramatique. Le taux d'exploitation des capacités industrielles, qui n'estimait à environ 40 %, avant l'arrivée de M. Abdesslam au pouvoir, aurait chuté, depuis, à 30 %, voire à 20 %. Quant à la politique d'ouverture aux capitaux étrangers, officiellement affichée, elle n'a jamais été véritablement encouragée. Ainsi, l'avant-projet de code d'investis-

ment, publié au mois de juin, n'a toujours pas été promulgué.

De l'évolution du prix du pétrole dépendra aussi la nécessité - ou pas - d'un réajustement de la dette extérieure à propos duquel M. Malek s'est prudemment borné à dire qu'il n'était pas « formellement à l'ordre du jour ». Rien n'indique qu'il ne pourrait pas l'être « plus tard, si les conditions l'exigent », a aussitôt remarqué le quotidien indépendant *El Watan*, qui voit, dans cette formule sibylline, « un signal de taille » à l'égard des Occidentaux. Le son du futur grand argentier fournira un nouvel indice quant à la marge de manœuvre de M. Malek, plus connu pour ses talents de diplomate que pour ses compétences en matière économique.

« Réconciliateurs » et « éradicateurs »

Bénéficiant d'un préjugé relativement favorable à l'étranger, le nouveau chef du gouvernement ne suscite, à ce jour, dans la classe politique algérienne, qu'un enthousiasme très retenu. La situation de guerre larvée, qui prévaut depuis plus d'un an, reste la préoccupation majeure. Selon un décompte non officiel, publié par l'Agence France Presse, plus de deux cents personnes ont été tuées, lors d'agressions ou d'attentats, depuis le début du mois de juillet. Au total, on estime à plus de deux mille le nombre des tués, depuis l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, le 9 février 1992.

Si personne ne condamne la désignation de M. Malek, personne ne semble prêt, pour autant, à parier gros sur son succès. « Ce qui rend fort un pouvoir, c'est sa légitimité. Et la seule légitimité, c'est par les élections qu'un acquiesce. Il faut passer de l'homme providentiel à l'homme légitime », commente le chef du Parti du renouveau algérien (PRA), Noureddine Smouh. A son avis, la résolution de la crise passe par l'organisation d'une élection présidentielle, seule à même de casser la « bipolarisation meurtrière entre le pouvoir et l'ex-FIS » (Front islamique du salut).

« Quelles que soient les retombées d'un accord avec le FMI, le problème politique restera entier : celui de la légitimité du pouvoir »,

affirme, en écho, le secrétaire général intérimaire du Front des forces socialistes (FFS), Seddik Dabbali. « Ce qui manque aux Algériens, c'est un projet alternatif au projet intégriste et au système qui l'a produit. Pour nous, un gouvernement de transition doit être un gouvernement-commanda, qui ne laisse aucune chance à la compromission avec les forces de la régression », souligne, en revanche, le secrétaire national du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mustapha Bacha.

Aucun état-major politique ne semble attendre de miracle du nouveau gouvernement, qu'il se range dans le camp des « réconciliateurs » (partisans du dialogue avec les islamistes), comme le FLN d'Abdelhamid Mehri, le FFS d'Ali Ahmed, le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD) de feu Kaddi Merbah, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) d'Ahmed Beo Bella et les partis islamiques dits modérés comme l'UOIF et l'UOIF, ou dans celui des « éradicateurs », comme le RCD de Saïd Sadi et le parti Etaladi (ex-parti communiste) de Hocchémi Cherif. Dans les quartiers populaires, le scepticisme est encore plus fort : « Parmi les trois millions d'électeurs qui ont voté pour le FIS, en 1991, une partie en a assez de la violence, assure un observateur. Mais tous sont désespérés. Et pour eux, un nouveau gouvernement, c'est juste une pilule, un calmant, qu'on voudrait leur faire avaler... »

CATHERINE SIMON

□ Six islamistes, trois membres des forces de l'ordre et trois civils tués. - De source officielle, on a appris que trois militants islamistes ont été tués, samedi 28 août, par les forces de l'ordre à Mostaganem, dans l'ouest du pays, tandis qu'un geodarme et trois civils, dont l'imam d'une mosquée, étaient assassinés à Alger. Blida, Ain Dfalg, Tlemcen. Un militaire avait été assassiné, vendredi 27 août, par une vieille, dans le quartier algérois d'El Harrach. Trois islamistes avaient été tués par les forces de l'ordre, mercredi, à Saoula, au sud de la capitale. - (AFP.)

CENTRAFRIQUE : sous la pression de la France

Le président Kolingba se résout à accepter sa défaite électorale

En annonçant la suspension de la coopération avec Bangui, dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 août, la France a coupé court aux intentions du général Kolingba de retarder le processus électoral. Après avoir tenu en haleine, pendant quarante-huit heures, les autorités françaises, le président sortant a annoncé qu'il se soumettrait au verdict des urnes, qui le donne perdant.

Un « message » reçu

Ce fut une affaire rondement menée. Depuis Paris, dans la matinée de samedi, le ministre de la coopération, Michel Roussin, joignit le général André Kolingba par téléphone après avoir eu vent de l'intention du président sortant de publier deux ordonnances modifiant le code électoral et la composition de la Cour suprême. « Je lui ai passé un message assez fort », raconte M. Roussin.

Peine perdue : en fin de soirée, la télévision centrafricaine annonçait la signature de ces ordonnances, qui remettaient en cause la publication des résultats des élections présidentielle et législatives du 22 août. Des résultats accablants pour le président sortant, arrivé en quatrième position (avec environ 13 % des suffrages) derrière Ange Patassé (38 %), David Dako (21 %) et Abel Goumba (20 %), selon des chiffres presque défectueux.

« Ces mesures constituent un véritable coup d'Etat que la France ne peut que dénoncer, indiquait trois heures plus tard un communiqué du Quai d'Orsay. Dans un premier temps, le gouvernement français a décidé de suspendre sa coopération avec la République centrafricaine. » « Je ne pensais pas avoir les moyens de palabrer, de continuer à négocier, et il était impossible que la France accepte une interruption du processus électoral », explique M. Roussin.

Paris avait en effet porté à bout de bras le processus électoral, après l'avoir suscité. Sans la pression financière de la France, ces élections - consécutives à un premier scrutin annulé en octobre 1992 - auraient eu lieu au plus tôt en octobre. Et sans le soutien logistique des forces françaises stationnées à Bangui et à Bouar, le matériel électoral n'aurait pas été distribué dans les temps.

Une suspension immédiate

La suspension de la coopération civile et militaire française a eu pour effet d'être d'urgence à 6 heures du matin. Les 25 coopérants militaires français détachés auprès de la garde présidentielle n'ont pas rejoint leur service. « Ce que le général Kolingba a pu percevoir tout de suite, c'est qu'il n'avait plus son médecin, son pilote d'hélicoptère, ses hommes chargés des transmissions... tout s'est arrêté », constate le ministre français.

Mais c'est certainement la suspension de l'aide civile qui a fait réfléchir le président sortant. Soutenu par Paris depuis sa mise en place en 1981, le régime n'a jamais vécu que sous perfusion française. En 1992, Bangui a reçu de Paris 337 millions de francs (175 millions de francs du ministère de la coopération, qui entretenait sur place 278 coopérants, et 162 millions de la Caisse française de développement, ex-Caisse centrale de coopération économique).

Depuis l'annulation des élections d'octobre 1992, toutes les aides financières étrangères en Centrafrique sont gelées. Les 30 millions de francs envoyés par

Paris cette année - une « carotte » - ne l'ont été que lorsque le processus électoral a été engagé. Ils ont permis au général Kolingba de payer une partie des arriérés de soldes de la garde présidentielle, de l'armée, de la police et des journalistes d'Etat (ce grève), mais pas le reste des quelque 20 000 fonctionnaires, dont les retards de salaires remontaient maintenant à huit mois.

Aussi la réaction de Paris n'a-t-elle pas laissé indifférent le président et son entourage. A l'aube, le ministre de la communication, André-Tibéri Tito, affirmait que les fameuses ordonnances avaient pour objectif « la transparence et l'efficacité » et qu'elles ne servaient pas « de prétexte à un blocage du processus électoral en cours ».

« Un personnage imprévisible »

Restait à obtenir une totale reddition : dans la matinée, Michel Luvén, le haut représentant spécial de la France en République centrafricaine, rencontrait M. Kolingba pour lui demander que les deux ordonnances soient rapportées. De leur côté, les sept rivaux de M. Kolingba dans l'élection présidentielle publiaient un communiqué commun, dénonçant « une tentative de coup d'Etat » et « une manipulation du processus électoral », « qui comporte des risques certains de guerre civile », et se félicitant de la décision de la France de suspendre toute coopération « avec le régime Kolingba ».

Commençait alors une longue attente pour les autorités françaises sur place, pour lesquelles le rétablissement de M. Kolingba était loin d'être acquis. « C'est un personnage imprévisible », notait M. Luvén, joit par téléphone dimanche soir. Quelques heures plus tard, le haut représentant spécial de la France était rassuré : prenant la parole à la radio, M. Kolingba annonçait la suspension des deux ordonnances controversées « afin de préserver l'unité nationale et la paix civile dans notre pays, afin de préserver les liens entre notre pays et la France, et afin de garantir le déroulement normal du processus électoral ».

« Je tiens à rassurer solennellement le peuple centrafricain qu'il n'est nullement dans mon intention de m'accrocher au pouvoir de l'Etat », affirmait le général, d'abord en français, puis en sangha, la langue nationale, avant de justifier la signature de ces ordonnances par la volonté de « rectifier certaines erreurs du code électoral ». « A partir d'aujourd'hui, a-t-il conclu, j'exerce mes responsabilités jusqu'à l'investiture de notre nouveau président de la République ». La France avait gagné son pari : les résultats du premier tour devaient être rendus publics lundi comme prévu ; et, si les résultats partiels de l'élection présidentielle sont confirmés, un second tour opposera, le 12 ou le 19 septembre, Ange Patassé à David Dako.

MARIE-PIERRE SUBTIL

TOGO : l'opposition ayant boycotté le scrutin

Le général Eyadéma a obtenu 96,5 % des suffrages

Le général Gnassingbé Eyadéma, président sortant, a remporté l'élection présidentielle du 23 août - boycottée par l'opposition - avec 96,49 % des suffrages exprimés. Ses deux seuls rivaux, Jacques Amouzou et Ifé Adani, candidats indépendants, obtiennent respectivement 1,27 % et 1,64 % des voix. Selon les résultats complets, rendus publics dimanche 29 août par la Commission électorale nationale, le taux de participation n'a été que de 36,16 %. Lors de la précédente consultation électorale, en septembre 1992 - un référendum portant sur l'approbation de la Constitution - 74,24 % des électeurs inscrits avaient participé au scrutin. Ces résultats doivent être validés par la Cour suprême dans les quinze jours avant de devenir officiels et définitifs.

Dans les onze préfectures du nord du pays (27 % de l'électorat), régime dont est originaire le général Eyadéma, le taux de participation a atteint près de 75 %. Dans les sept préfectures du centre (18 % de l'électorat), il a frôlé les 50 %. Dans les 13 préfectures du sud (55 % de l'électorat), dont sont originaires les principaux dirigeants de l'opposition, il a été de moins de 13 %. A Lomé, il s'est élevé à 17,5 %.

La réélection du général Eyadéma, dénoncée comme un déni de démocratie par les opposants qui avaient boycotté le scrutin, n'a suscité que des réserves mesurées à l'étranger. Les réactions les plus étiennes sont venues des Etats-Unis, qui ont laissé entendre que la consultation n'avait pas été « vraiment démocratique ». Mais, s'abstenant de remettre en cause le résultat, Washington a suggéré à « toutes les sensibilités togolaises » de « travailler ensemble dans un esprit de collaboration ». Une position partagée en silence par l'Allemagne, l'une des deux anciennes puissances coloniales du Togo avec la France.

Paris « prend acte »

Cette dernière « a pris acte » de la réélection du général Eyadéma. Dans un communiqué du ministère des affaires étrangères publié dimanche, Paris a « regretté que le scrutin n'ait pas permis, dans l'esprit des accords du 11 juillet, d'associer tous les Togolais à l'élection du 25 août ». La France « espère que toutes les forces politiques du pays participeront, et dans de bonnes conditions, aux prochaines élections législatives », a précisé ce communiqué.

NIGÉRIA : les premières décisions du gouvernement intérimaire

L'élection présidentielle, sujet tabou...

Le gouvernement intérimaire d'union nationale dirigé par Ernest Shonekan, nommé par le général Ibrahim Babangida avant qu'il ne quitte le pouvoir le 28 août, a publié, dimanche 29 août, un décret déclarant illégale toute évocation de l'élection présidentielle du 12 juin, qui a été annulée et qui semble avoir été remportée par Moshood Abiola. « Toute personne déclarant qu'elle respecte le résultat de l'élection du 12 juin incite le peuple à la violence, et ce gouvernement ne le prendra pas à la légère », a affirmé le ministre de la justice, Clément Akpamgbogbo.

Le décret « réitère l'annulation de l'élection du 12 juin, suspend la Constitution de 1979 et reporte la date d'entrée en vigueur de la Constitution de 1989 », a déclaré le ministre en rappelant que ce n'était pas la première fois qu'une élection était annulée au Nigeria. En prenant cette mesure, le gouvernement intérimaire nommé par la junte militaire entend rendre impossible la retour de M. Abiola, qui avait annoncé depuis Londres son intention de rentrer au pays pour y former son propre gouvernement.

Le décret rend également illégale la grève générale qui, dimanche, paralysait le pays depuis trois jours, puisque

celle-ci a été lancée par les syndicalistes et le mouvement Campaigna pour la démocratie (qui regroupe une quarantaine d'organisations) des droits de l'homme pour appuyer les revendications de M. Abiola et réclamer la validation du scrutin du 12 juin.

L'appel à la grève et à la désobéissance civile a été entendu. Lagos, la capitale économique du pays, est paralysée par la pénurie de carburant. Le manque d'essence, conjugué aux départs massifs des habitants de Lagos vers leurs régions d'origine et à un week-end de trois jours pour la fête musulmane du Mouloud, fait régner dans cette ville, habituellement bourdonnante, un calme inquiétant. Mais ce n'est que mardi, après la fête, que la portée de la campagne de désobéissance civile devait pouvoir être mesurée.

Pour tenter d'apaiser les esprits, le gouvernement de M. Shonekan, a annoncé que l'augmentation du prix des carburants, déjà décidée, n'entrerait pas immédiatement en vigueur. Il a également annoncé la libération des trois responsables de Campaigna pour la démocratie, MM. Ransome-Kuti, Fawahinmi et Falana, arrêtés le mois dernier pour avoir appelé à la désobéissance civile. - (AFP, Reuters.)

EN BREF

□ ANGOLA : l'armée affirme avoir tué deux mille hommes de l'UNITA près de Huambo. - Les forces armées angolaises ont affirmé, dimanche 29 août, avoir tué deux mille hommes de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), au cours de la semaine dernière, en progressant vers Huambo, le fief de Jonas Savimbi, au centre du pays. Par ailleurs, trois chauffeurs d'un convoi organisé par le Programme alimentaire mondial des Nations unies ont été tués dans

une embuscade dans la province de Benguela. - (AFP, Reuters.)

□ DJIBOUTI : reprise de contact entre le président Hassan Gouled et le gouvernement français. - Le chef de l'Etat djiboutien, Hassan Gouled, en visite privée dans l'est de la France, et le ministre français de la Coopération, Michel Roussin, se sont rencontrés, vendredi 27 août, pour « échanger leurs points de vue sur les moyens d'amener la rébellion à négocier ». Michel Roussin avait annoncé, le 8 juillet, une visite

officielle à Djibouti, en raison d'une grande offensive déclenchée par les forces gouvernementales contre les rebelles afars du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD). - (AFP.)

□ KENYA : condamnations pour violences tribales. - Une cinquantaine de personnes, appartenant à l'ethnie kalenjin du président Moi, soupçonnées d'avoir préparé des raids contre la minorité kikuyu, ont été condamnées à dix ans de prison par le tribunal de Nakuru, vendredi

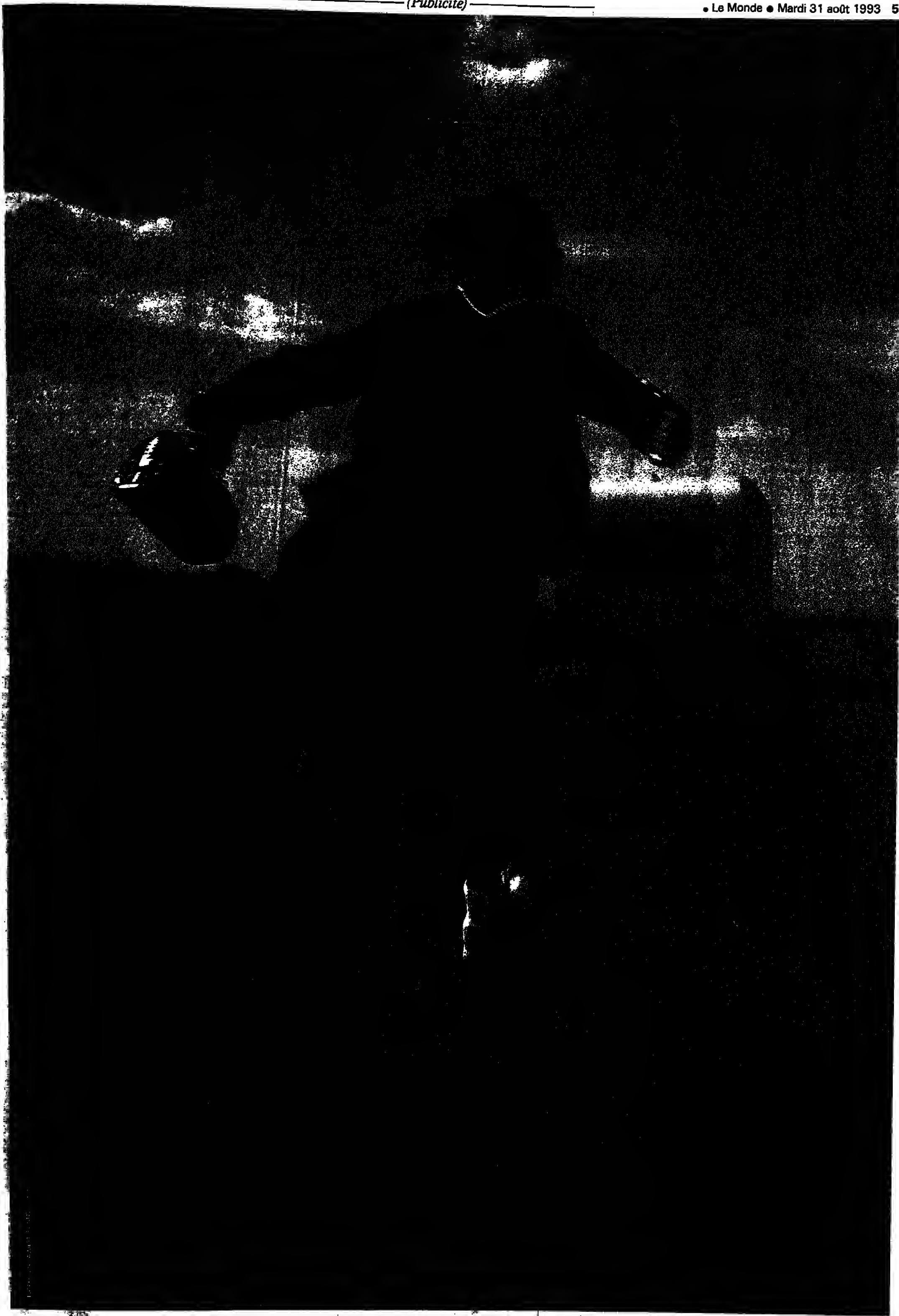
27 août. Ce verdict apparaît comme le premier effort tangible des autorités pour donner un coup d'arrêt à l'escalade des affrontements tribaux dans l'ouest du pays, qui ont fait officiellement huit cents morts en deux ans. - (AFP.)

□ OUGANDA : épidémies dans les camps de réfugiés soudanais. - Une épidémie de rougeole et de dysenterie, qui a tué quatre-vingt-dix personnes au cours des deux dernières semaines, dont une majorité d'enfants de moins de cinq ans, s'étend

dans deux camps qui abritent quelque cinquante mille réfugiés soudanais, dans le nord de l'Ouganda, ont indiqué samedi 28 août des médecins de Kaboko. Une campagne de vaccination massive est en cours, mais une autre maladie, encore non identifiée, serait également en cause. - (AFP.)

□ SIERRA-LEONE : deux infirmières du CICR tuées dans une embuscade. - Deux infirmières du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été tuées et une

troisième blessée, vendredi 27 août, lorsque leurs véhicules sont tombés dans une embuscade près de la ville de Gohadun, dans le sud-est du pays, a annoncé samedi le porte-parole du CICR. Les deux infirmières tuées étaient âgées de trente-six ans. L'une, Susanne Buser, était originaire de Suisse et l'autre, Sarah Leomy, de Sierra Leone. Une troisième infirmière a été blessée au bras. Les chauffeurs des véhicules sont portés disparus. - (AFP, Reuters.)



Reebok

REEBOK ESPÈRE QUE VOUS AVEZ PASSÉ DE BONNES VACANCES EN FAMILLE.

هڪ ٻارن جي گهر

ASIE

Après les sanctions économiques décidées par Washington

Les relations entre la Chine et les Etats-Unis traversent leur plus grave crise depuis vingt ans

Deux décennies après le rapprochement sino-américain entre les présidents Nixon et Mao Zedong, la crise que traversent les relations entre Pékin et Washington est la plus grave depuis vingt ans. Cette crise, qui s'est manifestée ces derniers jours par la querelle à propos des soupçons de prolifération dans le domaine militaire pesant sur Pékin (le Monde du 29 août), couvre l'ensemble des rapports entre les deux pays.

PÉKIN

de notre correspondant

La crise actuelle entre les Etats-Unis et la Chine ne constitue que le point d'aboutissement paroxystique d'un malaise général qui s'est instauré dans les relations de Pékin avec le monde extérieur à la faveur de plusieurs facteurs au cours des dernières années : la tragédie de Tiananmen en 1989, la fin de la guerre froide, la réussite partielle du décollage économique de la Chine, la déliquescence du pouvoir centralisé de Pékin, et l'incertitude

générale quant à la succession de Deng Xiaoping. A cet égard, la manière dont la Chine réagit aux sanctions réimposées par Washington comporte des enseignements valables pour l'ensemble de la communauté internationale.

La crise sino-américaine présente un caractère nouveau : la défaillance des soupapes de sûreté que les deux pays avaient installées dans leurs rapports à partir de leur rapprochement de 1971 et, à sa suite, du voyage historique de Richard Nixon en Chine, conclu par la signature du communiqué de Shanghai en février 1972. Alors que la guerre du Vietnam faisait encore rage, Pékin et Washington s'étaient entendus pour contrôler tacitement leur antagonisme, de manière à ne pas laisser place à une incompréhension menant à l'hostilité. Par la suite, la Chine se faisant l'allié objectif de l'Occident contre l'Union soviétique dans la dernière phase de la guerre froide, les choses n'étaient allées qu'en s'améliorant jusqu'à l'idylle du début des années 80.

Au point que l'anticommuniste Ronald Reagan se découvrait une passion pour la Chine rouge de M. Deng, oubliant ses engagements

prédictoriaux envers Taiwan, « bastion du monde libre ». Les différentes difficultés qui, ça et là, pouvaient surgir dans les rapports sino-américains étaient rapidement apaisées à la faveur de négociations directes de haut niveau, le cœur stratégique de la relation étant toujours présenté comme vital pour chacune des deux parties. La Chine, par la volonté apparente de M. Deng, semblait s'acclamer à l'Ouest.

La crise de Tiananmen fut un premier avertissement, d'une exemplaire sonorité, quant à la réalité de cet ancrage. Elle démontra que le trône communiste chinois, déjà verrouillé, n'était en rien disposé à traduire sur le plan politique les efforts de réformes entreprises dans le domaine économique, contrairement à ce qu'une partie de son peuple et l'opinion occidentale attendaient de lui. En d'autres termes, que la valeur universelle des droits de l'homme à laquelle la Chine a souscrit par son adhésion aux Nations unies devenait, pour ce qui la concernait, relative et sujette aux interprétations restrictives qu'exige le maintien de la dictature stalinienne-maoïste.

Les négociations qui suivirent

DITES À M. CLINTON QU'ON PEUT TOUJOURS CONTINUER LE DIALOGUE... MAIS EN CHINOIS!



entre le monde occidental, Etats-Unis en tête, et Pékin, pour contraindre la Chine à effectuer quelques gestes symboliques sur la

question des droits de l'homme, illustrèrent la conception que se faisait le pouvoir chinois de ses relations avec la communauté internationale : un rapport exclusivement de force, dans lequel Pékin se limitait à quelques concessions tout en cherchant toujours à préserver l'essentiel de son avantage tactique, le monopole du pouvoir. Du moins les polémiques sino-américaines sur les droits de l'homme et la détérioration notable des rapports entre Pékin et Washington qui s'étaient ensuivies demeurent-elles soumises à ce cadre fermement maintenu. A preuve, les visites secrètes des émissaires du président Bush peu après la tragédie de juin 1989 pour tenter de reprendre le dialogue derrière le brouhaha de l'émotion internationale.

La complaisance des Occidentaux

Dans le même temps, le début de décollage économique réalisé à l'aide d'une main-d'œuvre exceptionnellement prolifique et docile permit à la Chine de poser les bases d'un excédent commercial avec les pays occidentaux qui irait par la suite en s'accroissant, jusqu'aux niveaux actuels, jugés dans l'ensemble intolérables par la plupart de ses partenaires industriels. La Chine fut aidée en cela par une certaine complaisance des gouvernements occidentaux, pressés de ménager Pékin par leurs milieux d'affaires qui cédaient à une fascination générale envers le marché chinois ou ce que l'on peut en imaginer. Le célèbre slogan du début des années 80 au sein de la classe d'affaires américaine subjuguée par les perspectives commerciales en Chine disait : « Deux milliards d'aiselles en quête de déodorant ».

C'est, fait remarquer ironiquement un diplomate, la première fois qu'un pays encore doté d'un système politique léniniste parvient à donner un début de corps à sa fameuse prédiction : pendre les capitalistes avec la corde qu'ils auront tissée. La fin de la guerre

froide a, en effet, privé la Chine d'une partie substantielle de son intérêt stratégique pour les démocraties industrialisées, mais elle avait acquis à sa faveur.

C'est à ce point de l'évolution des rapports entre Pékin et ces pays que réside l'enseignement principal de la présente crise. Ne pouvant répondre aux sanctions limitées de Washington par une série de représailles économiques, comme elle le fit par exemple avec la France - dont elle est beaucoup moins dépendante - lors de l'affaire des avions Mirage vendus à Taiwan, la Chine a répliqué sur celui de la sécurité, en menaçant les Etats-Unis de reprendre son engagement à respecter les dispositions du régime de contrôle des technologies de missiles (MTCR).

Il n'est pas certain que Pékin comprenne la totalité des implications de cette menace, ni son côté paradoxal : c'est ce traité - que Pékin n'a pas signé mais disait vouloir respecter comme d'autres pays (l'Argentine et Israël par exemple) - que Washington l'accuse précisément d'avoir violé en exportant des pièces de missiles M-11 au Pakistan. Mais, surtout, la menace montre qu'il existe, pour la diplomatie chinoise, aucune différence qualitative entre des engagements en matière de prolifération militaire et des différends commerciaux ou idéologiques entre Etats. Et outre, la Chine se paraît même pas se soucier des difficultés que cette menace peut créer pour le Japon, qui lui avait arraché cette concession en échange des efforts qu'il faisait pour la réinsérer dans la communauté internationale lors de son isolement post-Tiananmen.

Après les déclarations du vice-ministre des affaires étrangères menaçant de cette volte-face l'ambassadeur américain, le 27 août, il apparaît que toutes les considérations diplomatiques dont on aurait pu croire qu'elles modéreraient la réaction chinoise (respect d'un engagement international jugé crucial aux Etats-Unis; nécessité de préserver « la face » du Japon) n'ont pas pesé lourd face à la volonté de Pékin d'affirmer son indépendance de la manière la plus crue.

Il en résulte pour les démocraties industrielles l'obligation d'intégrer à leur diplomatie cette donnée essentielle qui doit présider à tout rapport avec Pékin, surtout dans un contexte où celui-ci se voit menacé de l'intérieur par les querelles de succession et l'affaiblissement de son autorité : la Chine collaborera avec l'Occident, sur des questions importantes comme la sécurité aussi bien que sur des affaires bilatérales touchant à des domaines moins sensibles, seulement dans la mesure où il ne sera pas de son intérêt de faire autrement. La panoplie de ses promesses, hors de cette constante, n'a de valeur que pour ceux qui ont la naïveté d'y croire.

FRANCIS DERON

SALAIRES : QUAND LES FEMMES FONT MENTIR LES STATISTIQUES



Elles gagnent 30 % de moins que les cadres masculins. C'est en tout cas ce qu'affirment les statistiques les plus officielles. **Challenges** a voulu en savoir plus. Surprise : lorsque l'on y regarde de plus près et que l'on compare ce qui est comparable les idées reçues se révèlent fausses. Dans **Challenges** de ce mois, enquête et portraits lèvent le voile sur le vrai salaire des femmes.

Dans ce numéro également :

NÉGOCIER SON LOYER ?

Les prix de vente dans l'immobilier baissent et les loyers peuvent subir eux aussi une correction. Pour la première fois depuis de longues années, les nouveaux locataires disposent d'un certain pouvoir de négociation. Dans une enquête exhaustive **Challenges** dresse l'état complet des lieux, à Paris-région parisienne et dans vingt-quatre grandes agglomérations.

BIEN CHOISIR SON CONTRAT D'ASSURANCE-VIE **Challenges** en présente 15 parmi les meilleurs.

CHALLENGES

économiques

DÉCLARATION D'ABSENCE. Cabinet de M. François GUILLON, avocat au barreau de PARIS-184, avenue Victor-Hugo (75116) PARIS. Tél. : 45-04-33-26.

Par jugement non définitif, la chambre du conseil du tribunal de grande instance de Paris a, le 4 juin 1993, déclaré en état d'absence Monsieur Georges CREISSEN, né le 13 septembre 1914 à Paris, 7^e arrdt, fils de Thérèse PREVOST et de Alfred CREISSEN, et ayant demeuré en dernier lieu 23, avenue Victor-Hugo (75016) Paris, et qui n'a pas reparu en son domicile ni donné de ses nouvelles depuis l'année 1921.

Le tribunal a dit que des extraits du jugement seront publiés dans deux journaux dans le délai de trois mois à compter de son prononcé.

ISTH.E.S.
Bac + 5 en Finance Paris 14

• **B.T.S.** comptabilité/gestion
EXPERTISE COMPTABLE

• **D.E.C.F.**
• **D.E.S.C.F.**
stages annuels et intensifs

42 24 10 72 - 45 27 10 15
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PRENONS VOTRE AVENIR AU SÉRIEUX

ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE
SESSION DE SEPTEMBRE

ADMISSION EN : 1^{re} ANNÉE : BAC OBLIGATOIRE (ÉCRIT 9 SEPTEMBRE ET ORAL 10 SEPTEMBRE) - 2^e ANNÉE : DUT OU BTS (ORAL 10 SEPTEMBRE)

ASSOCIATION SANS BUT LÉCÉATIF (LOI 1901)
PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE

istec **DIPLOME RECONNU PAR L'ÉTAT**
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

102, RUE DU PONT DU LOIR 92100 BOULOGNE - TÉL. : (1) 46 21 41 23 - MINTEL 3634 TAP-ISTEC

UNE RÉUSSITE QUI PRÉPARE LA VÔTRE

Le 29 août 1993, le président de la République a signé une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur. Cette loi, qui a été adoptée par le Parlement, vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à renforcer la coopération entre les universités et les établissements privés d'enseignement supérieur.

Colère

Le 29 août 1993, le président de la République a signé une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur. Cette loi, qui a été adoptée par le Parlement, vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à renforcer la coopération entre les universités et les établissements privés d'enseignement supérieur.

Reconnaissance de fait

Le 29 août 1993, le président de la République a signé une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur. Cette loi, qui a été adoptée par le Parlement, vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à renforcer la coopération entre les universités et les établissements privés d'enseignement supérieur.

PROCHE-ORIENT

La reprise des négociations israélo-arabes à Washington

Le chef de l'OLP a dépêché une délégation palestinienne, à Washington, où doit avoir lieu, à partir de mardi 31 août, la onzième session des pourparlers de paix avec Israël. Il lui a donné des « directives nécessaires » pour négocier l'option « Gaza-Jéricho d'abord ». Dimanche 29 août, à l'issue d'un entretien avec le président tunisien Ben Ali, Yasser Arafat a jugé que « la cause palestinienne se trouve au seuil d'un important tournant historique » et estimé que les débats du Comité exécutif de l'OLP (CE-OLP) avaient été « satisfaisants ».

Simultanément, le porte-parole officiel de

l'OLP, Yasser Abd Rabbo, a fait distribuer à la presse une déclaration très discrète sur l'option « Gaza-Jéricho d'abord ». L'unique référence, nous rapporte Michel Dauré, notre correspondant à Tunis, souligne que « le retrait total » d'Israël de la bande de Gaza et de Jéricho ne constitue que « l'une des modalités globales relatives à toutes les régions palestiniennes occupées ».

M. Rabbo a ajouté que M. Arafat avait informé les membres du comité exécutif de l'OLP du projet « de déclaration de principes qui prévoit l'établissement de l'autorité nationale palestinienne dans les territoires occupés pendant la période transitoire ».

sur la base du droit du peuple palestinien au contrôle de sa terre, de ses ressources et de son destin national ».

Cette déclaration ne mentionne pas les divergences qui agitent la centrale palestinienne et qui ont marqué les débats du comité exécutif de l'OLP. C'est ainsi que le représentant du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), Tayssir Khaled, et le poète Mahmoud Darwiche, démissionnaire, ont jugé « dangereuse » l'option « Gaza-Jéricho d'abord ». Le chef du FDLP, Georges Habbache, a, pour sa part, appelé à l'organisation d'« un référendum, sous supervision de

l'ONU, pour prendre l'avis des Palestiniens » et de la diaspora.

L'option « Gaza-Jéricho d'abord » ne doit pas aboutir à la création d'un Etat palestinien, a averti, lundi, dans un entretien accordé au quotidien *Mossiriv*, le premier ministre israélien qui, tout en écartant pour le moment l'éventualité d'un prochain tête-à-tête avec le chef de l'OLP, n'a pas semblé – fait nouveau – l'exclure totalement. Pour sa part, le président américain, Bill Clinton, qui s'est dit « plein d'espoir », a néanmoins souligné « qu'il y a encore un long chemin à parcourir ».

Colère de la droite israélienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Cet instant historique, que nous attendons tous après ces ans de conflit, de sang et de haine, est enfin à notre portée. « Oui, nous allons vers ce tournant historique que les deux peuples attendent depuis si longtemps. » L'un, juif, porte-parole officiel du premier ministre israélien, parle de Jérusalem. L'autre, musulman, porte-parole officiel de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), s'exprime depuis Toulon. Haim Ramon et Yasser Abd Rabbo ne se sont sans doute jamais rencontrés. Pourtant, à 2000 kilomètres de distance, ils se sont retrouvés, dimanche 29 août, sur le même longueur d'ondes.

D'accord pour constater qu'une dynamique de paix plus puissante peut-être que celle née à Madrid, le 30 octobre 1991, est sur le point de s'écrouler. D'accord aussi pour espérer sincèrement que les interminables négociations de paix qui devaient reprendre, mardi 31 août, à Washington, aboutiront enfin à la signature d'une déclaration commune de principes en bonne et due forme.

Première étape, lundi soir 30 août. A partir de 19 heures, le gouvernement israélien, réuni en session extraordinaire, devait débattre puis voter le projet de compromis, élaboré par le chef de la diplomatie, Shimon Pérès, lors de ses rencontres secrètes avec des responsables de l'OLP. Quelques heures plus tôt, chaque ministre s'était vu remettre le dossier détaillé du projet, à charge pour lui de l'étudier, puis éventuellement de le corriger.

Mis à part le cas du secrétaire général du gouvernement, Eliahu Rubinstein, qui, furieux de s'être vu écarté de la mission de M. Pérès alors qu'il est officiellement le chef de la délégation israélienne aux pourparlers de Washington, envisagerait de démissionner, les politiciens locaux d'envisagent pas de problème majeur. L'opposition de droite, d'ailleurs, qui s'est souvent déploré que le gouvernement de M. Itzhak Rabin soit « un véritable nid de colombes ».

Ladite opposition qui horde déjà

depuis quarante-huit heures au « scandale, à l'imposture, à la trahison » et dénonce, par avance, avec l'ancien premier ministre Itzhak Shamir « la grande braderie du territoire national », a demandé et obtenu un débat à la KNESSET qui promettrait, lundi matin, d'être particulièrement houleux. « C'est un comble, s'est exclamé Benjamin Netanyahou, ouvrier du Likoud (32 députés) à la KNESSET sur (20), voilà le gouvernement d'Israël qui lance une bouée de sauvetage à l'OLP ! » Le pouvoir « a perdu sa boussole », a regretté son rival au sein du parti d'opposition, David Lévy, ancien chef de la diplomatie.

Et Benny Begin, fils de feu l'ancien premier ministre, d'accuser M. Rabbo d'être « non seulement maladroit mais dangereux pour la sécurité nationale. Ce gouvernement doit s'en aller au plus vite ».

« Oui, a renchérit, Rafail Eytan, chef du parti d'extrême droite Tzomet (8 députés), Rabin et Pérès ont signé un accord avec le pire ennemi des juifs depuis Hitler ! »

Dimanche soir, tous les partis de l'opposition de droite se sont réunis (33 élus au total) pour mettre au point une stratégie qui promet de faire d'autant plus de bruit qu'elle sera conduite sur le terrain par les adversaires extra-parlementaires du pouvoir. Les associations de colons juifs ainsi que certains rabbins qui leur sont liés évoquent déjà des « risques d'insurrection, de guerre civile » si un accord est signé avec l'OLP.

« Préparer la rue »

Dans les semaines à venir, les provocations vont se multiplier et, dimanche soir, déjà, une cascade de colons se rassemblait à Tel-Aviv, au sud-est de Jérusalem, dans les territoires occupés, pour fonder une nouvelle implantation juive, avant d'être dispersés sans incident par l'armée, lundi, vers 3 heures du matin. Pour le moment, M. Rabbo se s'émue pas outre-mesure des crailleries de ceux qu'il qualifie récemment de « pleurnichards » des colons. Il s'empêche qu'une réunion des principaux responsables des forces de l'ordre devait avoir

lieu, lundi, pour étudier un plan, préalablement mis au point, « de lutte contre les manifestations de masse et les désordres publics ».

Les chefs de la police devaient aussi, selon leur ministre Moshe Shahal, mettre la dernière main au programme de passation de leurs pouvoirs à une police palestinienne à Gaza d'abord, à Jéricho ensuite. « C'est une question de semaines, tout au plus de quelques mois », a dit le ministre. Dans un bref entretien publié, dimanche, par le premier quotidien du pays, *Yedioth Aharonot*, M. Rabin, faisant vaguement référence aux « progrès significatifs » enregistrés avec les Palestiniens, avait déclaré : « Nous allons bien voir si ce que les Palestiniens nous ont dit en privé, trouve une expression à Washington ».

Interrogé, de Tunis, par la radio israélienne, Bassam Abou Sharif, proche conseiller de Yasser Arafat, a déclaré : « Nous sommes à cinq minutes du premier pas concret sur la voie de la paix au Proche-Orient. Mais nous n'avons aucune illusion, nous savons que la route sera semée d'embûches. » Par qui ? Ils sont trop nombreux pour être nommés. Yasser Arafat a gagné la première manche de son pari. Il se voit pas d'une passion anticipée des pouvoirs à ses délégués dits « de l'intérieur », craignant de se retrouver, privé de fonds et de moyens de contrôle, complètement marginalisé. Et d'après une opposition forte, jusque dans les rangs des modérés, il a donné – semble-t-il avec succès – à ses revendications, une dimension territoriale concrète. Mais Yasser Arafat a aussi pris « un gros risque », a confié un autre de ses conseillers, Nabil Chahat, dans un entretien téléphonique avec Dedi Zucker, député en vue de la gauche israélienne. « Il est capital que l'opinion israélienne et occidentale en prenne conscience », aurait ajouté M. Chahat. En clair, il faut aider, et d'abord financièrement, le chef de l'OLP à remporter la victoire sur les opposants et les sceptiques de son propre camp.

Au-delà du fait que M. Rabbo n'a pas voulu, de son propre aveu, « agir sans coordination avec les Américains », la visite-éclair de M. Pérès, samedi, à Santa-Barbara,

en Californie, pour y rencontrer Warren Christopher, le secrétaire d'Etat américain, aurait eu aussi cet objectif. Le ministre aurait notamment convaincu une Aménique, a priori réservée, de « vendre » le projet de compromis à ceux qui, outre les Etats-Unis et le CEE, financent l'autonomie promise, à savoir les pétro-monarchies du Golfe.

En attendant, le chef de l'OLP, toujours prudent, reste fidèle à lui-même. Emphatique dans ses déclarations, plutôt sobre et neutre dans le communiqué officiel, publié par le comité exécutif de la centrale palestinienne. Une fois encore, il distribue les rôles. Aux uns, la tâche de faire, ou quelque sorte, monter le soufflé par des déclarations pleines d'espoir. A d'autres, le soin d'entretenir la méfiance. Virtuel numéro deux et « ministre » des affaires étrangères de l'OLP, Farouk Kaddoumi s'est fait l'écho des seconds, en déclarant, dimanche, à Amman, qu'il n'était « pas exclu du tout » que les Palestiniens se retirent des négociations « au cas où Israël ne se retirerait pas des territoires occupés ». Saïb Herakat, vice-président de la délégation palestinienne aux pourparlers de paix, lui a fait écho, juste avant de s'envoler pour Washington, jugeant que « le fossé entre les positions des deux parties demeure profond ».

Et tout cas, de source palestinienne, à Jérusalem, on indiquait, lundi matin, que Fayal Hussein, numéro un de l'OLP en Cisjordanie, a été chargé de « préparer la rue » à la signature d'un accord. Le chef des délégués palestiniens devait aller, avant de se rendre à Washington dans quelques jours, organiser plusieurs réunions publiques des territoires occupés. Une dizaine de personnalités de Gaza ont reçu, dimanche, par téléphone, le même de Tunis : « Préparez l'opinion ! » « Qui a l'oreille fine, disait, peccant le week-end, Yossi Sarid, ministre de l'environnement, peut déjà entendre sonner les cloches de la paix... »

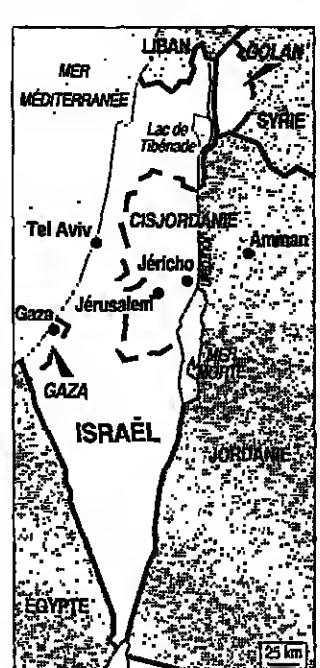
P. C.

Les trois volets du « plan Pérès »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Plus que l'autonomie, moins qu'un Etat. La formule employée par Moshe Shahal, ministre de la police et proche collaborateur du premier ministre, a le mérite de fixer les « lignes rouges » au-delà et en-deçà desquelles les deux parties ne veulent pas être publiquement entraînées. Grâce à cette « ambiguïté constructive », chère aux diplomates, l'OLP devrait pouvoir présenter l'accord comme allant plus loin que l'autonomie administrative limitée



dont il était question jusqu'alors, et Itzhak Rabin, être en mesure de calmer ses opposants en leur répétant, ce qu'il a fait, une nouvelle fois, dans un entretien publié, lundi 30 août, par le journal *Maariv*, à savoir que ce qui est offert aux Palestiniens n'est « rien d'autre qu'un accord préliminaire dans lequel ne figure pas la moindre esquisse de solution définitive ».

L'accord n'a pas encore été rendu public mais, selon des sources concordantes, il s'articulerait autour de trois grands volets. Le premier, qui sera intégré dans la déclaration conjointe de principe que les deux parties espèrent signer rapidement à Washington, fixerait le cadre général des dévolutions de pouvoir administratif – le mot « autonomie » n'y figurerait pas – qui seront éeodées, pour un maximum de cinq années, aux deux millions de Palestiniens qui résident dans les territoires occupés. Le rappel des résolutions 242 et 338 de l'ONU, qui prévoient l'échange « de » ou « des » territoires occupés par Israël contre la paix, constitue le pivot de cette déclaration.

L'« autorité d'auto-gouvernement transitoire », selon la formule employée par Yasser Arafat, sera responsable, d'abord à Gaza et à Jéricho, puis, dans les neuf mois, dans le reste de la Cisjordanie, de toutes les questions civiles : éducation, santé, emploi, fiscalité, justice, maintien de l'ordre, etc. « La responsabilité globale de la sécurité, a

rappelé M. Rabin, demeure nôtre ».

La deuxième volet de l'accord préliminaire traite de la question de Jérusalem, laquelle restera, a encore dit le premier ministre, « sous la responsabilité unique d'Israël » pendant la période transitoire.

Les 150 000 résidents palestiniens de la partie orientale de la ville – conquise en 1967 et annexée à l'Etat juif – pourront participer à l'élection du conseil exécutif qui sera mis en place dans un second temps, mais ils ne pourront apparemment pas être eux-mêmes éeodés. Selon le quotidien *Yedioth Aharonot*, les débats sur le statut définitif de la ville sainte ne commenceront qu'au début de la troisième année suivant la signature de la déclaration de principes.

Redéploiement militaire

Pour ce qui concerne le redéploiement militaire, il n'aura lieu, précise-t-on, que « hors des zones de population palestinienne », préalablement négociées entre les parties. Il s'agirait, assure-t-on à Jérusalem, d'un redéploiement conforme aux accords de Camp David, signés en 1978 et non, comme l'espère et l'affirme l'OLP, d'un « retrait total ». M. Rabin l'a spécifié au *Maariv* : « Les lignes de confrontation (avec l'Egypte au sud et la Jordanie à l'est) resteront sous notre contrôle ainsi que les terminaux et les ponts sur le Jourdain ».

L'accord « gerant » aussi dans ce deuxième volet, « le maintien des implantations dans les territoires et la sécurité des Israéliens (120 000 environ plus 150 000 à Jérusalem-Est) qui y vivent et s'y déplacent ». Le « droit de passage » des colons et des soldats Israéliens dans « l'ensemble » des territoires occupés serait garanti. De bonne source, il est précisé que si l'Etat juif s'est engagé à empêcher toute nouvelle implantation israélienne dans les territoires de Gaza et de Jéricho, « aucune de celles qui existent ne sera démantelée » pendant la période transitoire. Il n'y aura pas non plus de « corridor terrestre » entre Gaza et Jéricho, distantes l'une de l'autre d'environ cent kilomètres.

Ces précisions interdisent-elles a priori la mise en place d'une structure estampliée OLP dans l'une ou l'autre de ces deux enclaves ? En principe non. Et il n'est pas impossible qu'un représentant officiel de l'OLP, venu de Tunis, puisse rapidement s'installer à Gaza. « Cela dépend des progrès qui seront enregistrés à Washington », nous a précisé un haut fonctionnaire israélien.

Le troisième et dernier volet du « plan Pérès » traite de la coopération économique qui sera mise en œuvre entre Israël et « l'autorité palestinienne ». Un appel commun sera lancé à la « mobilisation de la communauté internationale » pour aider à la réussite des projets.

P. C.

Reconnaissance de fait

Suite de la première page

On sait désormais, grâce aux déclarations publiques de plusieurs ministres, faites, dimanche 29 août, après la réunion dominicale du gouvernement, que M. Pérès a négocié le 20 août à Oslo, en Norvège, – avec « des Palestiniens non-résidents des territoires » occupés. Et, malgré la discrétion des intéressés, on connaît l'identité de l'un de ses interlocuteurs : Abou Alaa, chef du département économique de l'OLP et responsable, au siège de la centrale palestinienne, à Tunis, du suivi des négociations de paix avec Israël en cours depuis vingt-deux mois.

Il y a quelques semaines, un autre ministre, Yossi Sarid, responsable de l'environnement, avait déjà rencontré des membres importants de l'OLP. Mais le chef du gouvernement, Itzhak Rabin, s'il avait admis avoir été mis au courant, avait pris soin de préciser que ledit ministre, membre du Meretz – le petit parti des « colombes » patentées – ne le représentait pas. Cette fois, M. Pérès a négocié avec le feu vert de son éternel rival au sein du Parti travailliste et, bien que la plupart de ses membres l'aient ignoré jusqu'au bout, il s'est engagé au nom du gouvernement tout entier.

Itzhak Rabin, écrivait, lundi, avec un bel ensemble, les journaux hébreux, est parvenu à la conclusion que la délégation des négociateurs palestiniens de l'intérieur (dirigée par Fayçal Hussein) n'était plus en mesure de faire avancer le processus de paix. Plusieurs ministres ont rap-

porté les propos peu amènes prononcés à l'endroit de la délégation des territoires occupés par le chef du gouvernement pour justifier son revirement : « Ces gens-là ne sont pas capables de livrer la marchandise... »

La grande question, qui terrifie les « faucons » du Likoud et de l'extrême droite parlementaire, et extra-parlementaire, est maintenant de savoir quand Israël va formellement reconnaître l'OLP. Officiellement, elle n'est pas encore à l'ordre du jour et ne serait pas mentionnée dans le document d'Oslo. « Cela est encore un peu prématuré », a dit Benjamin Ben Eliezer, ministre de l'habitat et proche de M. Rabin. Radio et télévision d'Etat, bénéficiaires traditionnelles de confidences rarement innocentes, se sont néanmoins largement étendues, dimanche, sur la question.

Les conditions fixées par Israël seraient les suivantes : l'OLP devrait confirmer explicitement la reconnaissance de l'existence d'Israël dans des frontières sûres, son renoncement à la lutte armée, et préciser qu'elle n'entravera pas l'action des forces israéliennes contre ceux qui ne respectent pas les accords. Elle abrogera les articles de sa charte nationale jugés « inacceptables » par l'Etat juif, notamment celui qui stipule que l'objectif des Palestiniens est « l'élimination du sionisme en Palestine ».

Yasser Arafat, qui avait déjà, au mois de mai 1989, à Paris, déclaré « caduque » cette charte adoptée en 1968, a indirectement précisé, dans un entretien accordé à la radio israélienne par son conseiller Bassam

Abou Sharif, que l'OLP était « disposée à en amender les clauses si Israël reconnaissait l'OLP ». M. Abou Sharif a ajouté que la centrale palestinienne « a déjà reconnu, clairement et publiquement, la création de l'Etat d'Israël en 1948 ». Il est membre de l'Assemblée générale de l'ONU et que le Conseil national palestinien (CNP), le « Parlement » en exil, avait « avalisé ce développement ».

Nier l'évidence...

La reconnaissance officielle de la seule organisation palestinienne aujourd'hui capable, sinon d'empêcher la montée de l'extrémisme, au moins de faire avancer le processus de paix, est-elle vraiment négée ? « Ce n'est pas le sujet central », a déclaré M. Rabin, dans un entretien publié, lundi, par le journal *Maariv*. Pour lui, même les entretiens de M. Pérès à Oslo ne « constituent pas une reconnaissance de facto de l'OLP ». Nier jusqu'à l'évidence reste donc l'attitude officielle du premier ministre. Pour le moment... « Rabin n'osera pas franchir le pas, il a trop peur de sa droite », a craint, de Tunis, le secrétaire du CNP, Mohamed Sabih.

Peut-être, rétorque un haut fonctionnaire, à Jérusalem, « mais il n'a plus peur de l'OLP ». Pour Dedi Zucker, président de la très puissante commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense et membre du Meretz, « l'affaiblissement considérable » de la centrale palestinienne, notamment sur le plan financier, pourrait permettre d'établir avec elle des contacts formels. Au Proche-Orient, comme ailleurs, tout est lié à des rapports de force. En tout cas, la prochaine étape sur la voie du dialogue officiel, d'après M. Abou Sharif, pourrait bien être la reprise imminente du dialogue officiel entre l'OLP et les Etats-Unis. La centrale palestinienne s'étend ainsi à un retour rapide de M. Pérès à Washington afin de donner aux Américains le feu vert d'Israël sur cette question. Comme disait Haim Ramon, ministre de la santé et porte-parole, coutumier sinon paté, du premier ministre : « C'est terminé, on ne peut plus se permettre de laisser l'OLP dans le placard ».

PATRICE CLAUDE

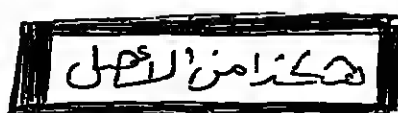
EN BREF

o INDE : une vingtaine de personnes tuées au Cachemire. – Au moins dix-neuf personnes – dont onze séparatistes musulmans – ont été tuées lors de plusieurs incidents sur cours du week-end au Cachemire, a rapporté, dimanche 29 août, l'agence indienne PTL. En outre, des séparatistes ont libéré dimanche le professeur Younis Cerdani, doyen du département des études islamiques de l'université du Cachemire, dont l'enlèvement avait soulevé des protestations de la part de ses collègues et des étudiants. Enfin, le Parlement indien a prolongé pour six mois samedi le contrôle fédéral sur l'Etat. – (AFP, UPI.)

o POLOGNE : avis aux électeurs résidant à l'étranger. – L'ambassade de Pologne à Paris informe les ressortissants polonais qu'ils peuvent voter aux prochaines élections générales, le 19 septembre, dans les bureaux de vote situés dans les consulats généraux de Pologne à Paris, Lyon, Lille et Strasbourg. Les bureaux de vote seront ouverts de 8 heures à

20 heures. Les électeurs sont priés de se munir d'une pièce d'identité prouvant la nationalité polonaise. o L'Iran réaffirme qu'il ne soutient pas le PKK. – L'Iran a réaffirmé, samedi 28 août, par la voix de son ministre de l'intérieur, Ali Mohammad Becharai, cité par l'agence officielle IRNA, qu'il « ne soutient pas les opposants turcs » et qu'il est opposé aux actions armées des séparatistes kurdes du PKK. Lors d'un entretien avec une délégation turque dirigée par le vice-ministre de l'intérieur Reza Akdamir – qui

s'est rendue dans le nord-ouest de l'Iran pour « inspecter la frontière entre les deux pays », a indiqué IRNA – M. Becharai a déclaré que Téhéran était déterminée à ne « jamais permettre que les relations bilatérales soient assombries » par les activités des groupes turcs anti-gouvernementaux. L'Iran a été fréquemment accusé par Ankara et la presse turque de soutenir le PKK, et notamment de lui permettre de lancer des actions à partir du territoire iranien – ce que Téhéran a toujours démenti. – (AFP.)



POLITIQUE

La crise du mouvement écologiste

La direction des Verts condamne le « comportement fractionniste » des amis d'Antoine Waechter

Au terme des « journées d'été » des Verts, le collège exécutif du mouvement écologiste a condamné, dimanche 29 août, à Mâcon (Saône-et-Loire), le « comportement fractionniste » des partisans les plus rigoureux de l'autonomie politique du mouvement, qui venaient de se constituer en « Coordination des Verts indépendants » et d'affirmer leur volonté de présenter, le cas échéant, leurs propres candidats lors des prochaines échéances électorales. Cette décision consacre l'isolement d'Antoine Waechter, qui a été le seul, au sein de la direction des Verts, à refuser de condamner une initiative émanant de ses propres amis.

MACON

de notre envoyé spécial

Désormais, ce ne peut plus être, pour les Verts, que l'espoir du regain, un jour futur, ou, dès demain, l'assurance d'un déclin grompusculaire. Paralytiques qu'ils sont, depuis plus d'un an, par leur incapacité à dégager en leur sein une vraie majorité, traumatisés par leur échec aux élections législatives de mars dernier (4,11 % des suffrages exprimés au premier tour) et, pour beaucoup, écourtés par l'outil de leur dernière assemblée générale extraordinaire de Paris, qui n'avait pu trancher aucune des grandes questions stratégiques en suspens (le Monde du 29 juin), les militants écologistes

étaient venus, du 24 au 27 août à Mâcon, pour leurs traditionnelles journées d'été, sur la pointe des pieds : pas de vagues, de la convivialité. Ils n'étaient même que quatre cents, soit près de deux fois moins que les années précédentes.

« Profond désarroi »

Après quatre jours paisibles passés sur les bords de la Saône, samedi 28 août, lors de la première journée de réunion du conseil national inter-régional des Verts (CNIR), les délégués du mouvement s'étaient encore beaucoup parlé, mais sans jamais rien dire de ce qui aurait pu intéresser leur électeur : rien sur la politique économique du gouvernement, rien sur l'emploi, rien sur l'immigration. Dimanche matin, dans la matinée, à l'heure d'un débat annoncé sur l'Europe, il était surtout question de savoir combien il pourrait y avoir de « points incontournables » dans la future plateforme européenne des Verts, sachant que chacun de ces points ne pourrait pas dépasser deux mille signes (sic) et que le tout ne pourrait pas dépasser seize mille signes. Quand, enfin, le débat fit soudainement surface.

Un peu plus impatient que les autres, un délégué du CNIR, Frédéric Brun, proche de l'ancien dirigeant communiste Pierre Juquin, a annoncé, pour mieux la dénoncer, une conférence de presse où les tenants d'une ligne de stricte autonomie politique allaient rendre publique la création d'une « coordination » désireuse de présenter, le cas échéant, ses propres candidats aux prochaines élections. « Ils par-

lent aux journalistes plutôt que de parler devant vous », s'est écrié M. Brun. D'ailleurs, dès ce matin, France-Info annonçait une scission au sein des Verts (1). Il n'y a rien de tel, chez les Verts, pour s'assurer un réel succès d'estime.

A la demande d'un ami de Dominique Voynet, le collège exécutif, émanation du CNIR, se réunissait alors en urgence. Après une longue délibération, « conscient du malaise et du profond désarroi liés, entre autres, à l'insuffisance de nos discussions internes », le collège annonçait qu'il se réunirait de nouveau, mardi 31 août, pour « mettre en place les conditions du débat, à tous les niveaux, sur la stratégie politique des Verts ». Il demandait aux membres de la « Coordination des Verts indépendants » de « respecter les statuts et les décisions majoritaires ». « Garant de l'unité du mouvement », le collège exécutif affirmait « condamner la démarche utilisée » par les auteurs de l'appel, « en particulier dans son troisième point, qui présente toutes les caractéristiques d'un comportement fractionniste ».

Sur les onze membres du collège exécutif réunis à Mâcon, un seul a refusé de prononcer cette condam-

nation : Antoine Waechter. La nouvelle « coordination » n'est rien d'autre, il est vrai, que le dernier carré des partisans de celui qui n'est plus, désormais, que l'ancien chef de file des Verts. La plupart des membres de cette mouvance étaient opposés, l'an passé, à la fois à la ratification du traité de Maastricht et à l'accord avec Génération Ecologie. M. Waechter avait pu habilement passer outre, en s'appuyant sur d'autres forces, y compris des partisans de M^{me} Voynet, mais, depuis le fiasco des élections législatives, il ne peut plus espérer avoir de majorité interne sans le soutien de ceux que l'on appelle les « khmers verts ».

« Dérive gauchisante »

Plusieurs de ses amis l'ont, en effet, quitté, au premier rang desquels Andrée Buchmann, porte-parole nationale et conseillère régionale d'Alsace, pour tenter, à leur tour, de dépasser la querelle des « petits » qui empoisonne, depuis si longtemps, la vie des Verts. D'autres, alliés de circonstances, tel Jean-Paul Deltage, directeur (ex-juquoiste) de la revue *Ecologie politique*, n'ont fait

que constater l'unité du principe « ni gauche ni droite » après le succès écrasant – du moins en nombre de sièges à l'Assemblée nationale – de la nouvelle majorité. Les uns et les autres, en tout cas, se sont ainsi progressivement rapprochés du courant, dit « de gauche », des Verts au pluriel, animé principalement par Dominique Voynet. Et tous, dans ce conglomérat, au-delà de leurs querelles personnelles, qui demeurent vives, entretiennent, par de multiples canaux, des contacts réguliers avec trois des principales figures de la famille socialiste, MM. Rocard, Fabius et Chevènement.

Du côté de la « droite » du mouvement, principalement représentée dans les régions Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Picardie, on a, naturellement, saisi la portée de la « dérive gauchisante » du mouvement. Depuis plusieurs années, sur cinq mille adhérents environ, les Verts perdent un millier d'entre eux : ils sont, bon an mal an, remplacés par un millier d'autres. « Il est incontestable que ce « turn-over » profite aujourd'hui davantage à la gauche du mouvement », reconnaît Jean-Jacques Bertrand, conseiller régional de

Picardie et porte-parole de la nouvelle Coordination des Verts indépendants. Lui-même et ses amis ont donc voulu prendre les devants en affirmant : « L'indépendance de l'écologie politique n'est pas une simple attitude tactique, mais l'acte fondateur des Verts. Ceci explique qu'à nos yeux, les Verts ne pourraient continuer à se revendiquer comme tels si cette ligne fondatrice devenait minoritaire en leur sein. »

On ne saurait mieux poser les tenants et aboutissants d'une éventuelle scission, qui contraindrait plus que jamais M. Waechter à choisir son camp. Les « khmers » veulent s'approprier son image emblématique de moine orthodoxe de l'autonomie politique. Les autres, tout aussi sensibles au rôle qu'il a pu jouer dans l'histoire de l'écologie, ne cachent plus qu'ils souhaitent détacher l'ancien candidat à l'élection présidentielle de ses amis intégristes.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) France-Info, qui n'était, du reste, pas directement présente à la réunion de Mâcon, affirme n'avoir pas annoncé, dimanche, de « scission » au sein des Verts.

■ Décès de Marc Beuf, sénateur (PS) de la Gironde. – Marc Beuf, sénateur de la Gironde depuis 1980, est décédé, vendredi 27 août, à Bordeaux, des suites d'une longue maladie, à l'âge de cinquante-neuf ans. Socialiste, il sera remplacé au Sénat par Joëlle Dusseau, conseiller général.

(Né le 8 janvier 1934 à Bordeaux (Gironde), instituteur, puis professeur de collège, Marc Beuf avait été directeur de la Mission générale de l'éducation nationale (MGEN), Conseiller général du canton de Bordeaux-Med depuis 1973, il était premier vice-président de l'assem-

blée départementale. Entré en 1980 au Sénat, où il avait été réélu en 1989, ancien premier secrétaire de la fédération socialiste de la Gironde, Marc Beuf était président du conseil national de l'Association des familles laïques, membre de la Ligue des droits de l'homme et de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité.)

(Née le 5 juillet 1947 à Bordeaux, agrégée d'histoire-géographie, Joëlle Dusseau est professeur en IUTM (Institut universitaire de formation des maîtres). Elle avait été élue conseillère générale lors des élections cantonales du 2 octobre 1988. Conseillère régionale depuis 1986, Joëlle Dusseau siège dans l'opposition au conseil municipal de Bruges depuis 1983.)



Il y a quelque part quelqu'un pour vous...

Découvrez cet être qui répond à votre idéal :

Ion International vous propose de rencontrer des personnes dont le caractère, le physique et même la sexualité sont en harmonie avec les vôtres.

Ion International c'est :

- le sérieux d'une méthode "qui fait ses preuves depuis 43 ans."
- une équipe de psychologues et de graphologues diplômés qui vous assurent d'un suivi personnalisé.
- un renouvellement de contacts jusqu'au succès complet.

* La Guide des Agences Matrimoniales (Marcelle Bataille et Caroline Jouffrey - Editions Belland)

POUR EN SAVOIR PLUS :

Nous vous invitons à une conférence d'information le mercredi 22 septembre 1993 - de 19 h 30 à 21 h 30, à l'hôtel Pullman Saint-Jacques - Salon Montsouris - Mezzanine 3 17, bd St-Jacques - 75014 Paris (Invitation gratuite sans engagement de votre part).

© Ion International

La liberté de bien choisir...

94, rue Saint-Lazare, 75009 Paris - Tél. : (1) 45 26 70 85

Pour recevoir une documentation gratuite, sans engagement, faites

3615 code Ion, ou téléphonez, ou retournez ce coupon :

M., Mme, Mlle

Prénom

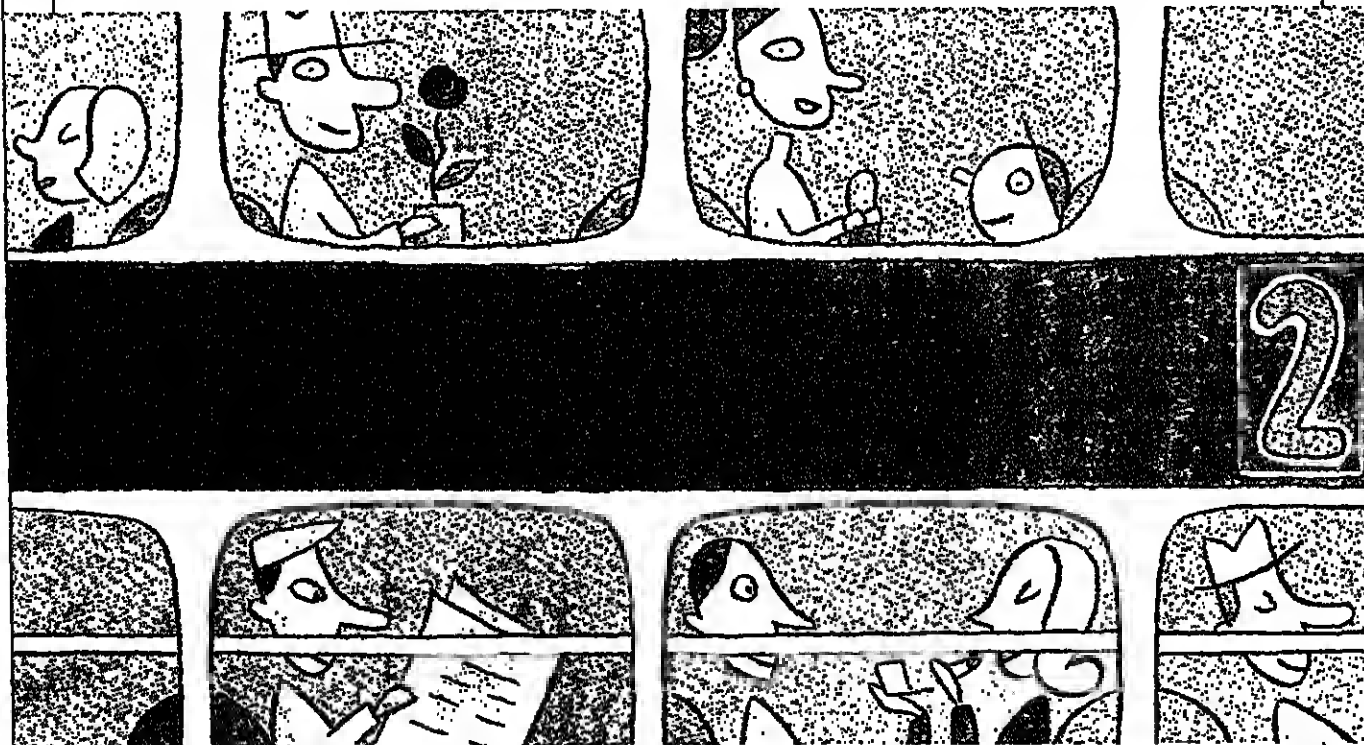
Adresse

Tél.

TOULOUSE (3300) 16, rue Nungesser-et-Gall - Tél. : 61.59.48.58

BRUXELLES - Tél. : (02) 646.09.31 GENEVE - Tél. : (022) 46.94.88 POLOGNE - USA

On est quand même bien plus à l'aise quand on est les uns sur les autres.



De plus en plus de rames à 2 niveaux.

De plus en plus de places.

De moins en moins de stress.

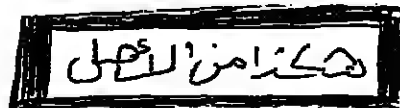
En Ile-de-France, on met les bouchées doubles pour l'amélioration des transports de la vie quotidienne. Aujourd'hui, la SNCF met en service de plus en plus de trains à deux niveaux. Plus d'espace, c'est

plus de confort. Demain, une nouvelle génération de matériels sera mise en circulation sur la ligne E du RER : EOLE. Un aménagement particulièrement étudié offrira une capacité et une qualité d'accueil

exceptionnelles : 1 030 places assises, soit 65 % de plus que dans une rame à un seul niveau. Des déplacements plus agréables, plus sereins, c'est moins de stress pour une meilleure qualité de vie.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.



SOCIÉTÉ

Après les incidents du match PSG-Caen qui ont fait dix blessés chez les policiers

Un appel à témoins a été lancé pour identifier les hooligans du Parc des Princes

Dix policiers des Compagnies républicaines de sécurité (CRS) ont été blessés, samedi 28 août au Parc des Princes, lors d'échauffourées qui les ont opposés à des jeunes hooligans du Paris-SG lors du match de championnat de France de football PSG-Caen. Trois de ces policiers, dont un capitaine frappé à la tête, ont dû être hospitalisés. La rencontre a été interrompue pendant treize minutes en raison des jets de gaz lacrymogène. Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, a nommé un « M. Sécurité » dans les stades : il s'agit du commissaire divisionnaire Philippe Swinners-Gibaud. Les dirigeants du club parisien demandent un aménagement du dispositif législatif à l'entrée des stades.

Les premières échauffourées ont éclaté une demi-heure après le début du match PSG-Caen, à la suite d'un incident sans gravité. Un supporter de la tribune Boulogne, dont les amis avaient jeté une chaussure sur la pelouse, a enjambé les barrières de sécurité et sauté sur le terrain pour récupérer son bien. Il est ensuite remonté à la tribune, parfaitement calme à ce moment de la soirée. Craignant une invasion du terrain, des CRS ont alors fait leur apparition dans les travées pour des-

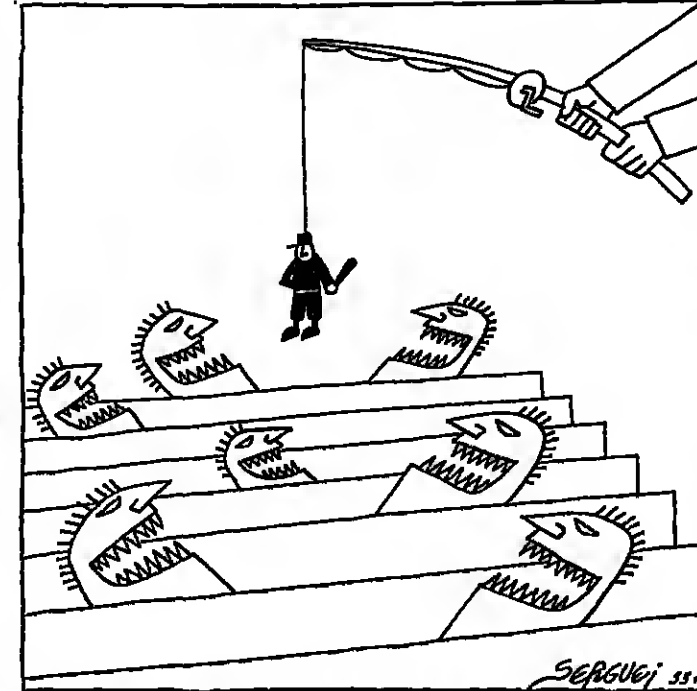
endre vers le bas de la tribune et, semble-t-il, interpellé l'intrus.

Sans casque, armés de leur seule matraque et « très nerveux », selon plusieurs témoins, ils ont été pris à partie par quelques jeunes gens. Tentant de se replier, plusieurs policiers sont restés bloqués contre les portes de sortie, frappés à coups de pied et de poing par les hooligans. Les échauffourées ont duré près d'un quart d'heure.

Selon la préfecture de police de Paris, quatre cent cinquante policiers, de différents services, avaient été mobilisés pour ce match. Dix d'entre eux ont été blessés alors que le match était interrompu pendant treize minutes en raison de jets de gaz lacrymogène. Un capitaine, touché à la tête, a dû être placé en réanimation.

Les échauffourées se sont ensuite poursuivies dans les couloirs du stade. Les casseurs se sont rendus dans les toilettes situées sous la tribune pour briser du matériel sanitaire et récupérer ainsi des projectiles qu'ils ont lancés sur les CRS repliés à côté de leurs cars.

Le 29 mai, ces mêmes hooligans avaient été à l'origine d'incidents lors d'un match à Marseille. Ils avaient utilisé des stylos lance-lusées contre le public marseillais. Plus récemment, le 24 juillet, ils ont provoqué des dégâts matériels à Bordeaux. La multiplication de ces actes de violence a incité le ministère de l'Intérieur à nommer un « M. Sécurité », chargé d'étudier les moyens de lutter contre le hooliganisme : il s'agit du commissaire divisionnaire Philippe Swinners-Gibaud, chargé de mission en sein de la « cellule sécurité » du cabinet de M. Pasqua.



Gibaud, chargé de mission en sein de la « cellule sécurité » du cabinet de M. Pasqua.

En outre, les enquêteurs vont étudier les images vidéo et les photos prises lors des affrontements. La préfecture de police a lancé, dimanche matin, un appel à témoins pour identifier les responsables de ces agressions. C'est une initiative sans précé-

dent dans ce type d'incidents. Il semble toutefois peu probable que cet appel rencontre un écho chez les habitués de la tribune en question. Les jeunes supporters du Paris-SG, y compris ceux qui n'ont pas participé aux bagarres, estiment que les CRS n'avaient pas à intervenir de la sorte sur leur « territoire ».

Les dirigeants du club s'envoient

impuissants face à ce phénomène. Ils ont renoncé à organiser des déplacements lors des matches à l'extérieur, mais les supporters se déplacent désormais seuls, comme ce fut le cas à Bordeaux. A Paris, ils ne peuvent interdire l'accès du stade aux « durs » qu'ils connaissent pourtant. Aucune loi ne leur permet de refuser de vendre un billet. Dans un communiqué publié dimanche, le club de la capitale a demandé « de nouveaux textes législatifs permettant d'éliminer des stades ces indésirables ».

Des aménagements architecturaux

De son côté, Michel Denisot, président délégué du PSG, a suggéré la création d'une « brigade spéciale » chargée des interventions contre les hooligans. Il a rappelé qu'un nouveau règlement interne du Parc des Princes, mis au point par des juristes travaillant pour son club, était à l'étude à la préfecture de police et au ministère des sports. Le stade parisien, dont l'architecture ne facilite pas la tâche des policiers, pourrait être réaménagé. La tribune Boulogne pourrait être « tronçonnée » en plusieurs secteurs. La foule serait ainsi plus facile à contrôler.

Ces nouveaux incidents, parmi les plus graves ayant eu lieu lors d'un match de championnat de France, ternissent indirectement l'image de Canal Plus, le « parrain » du club parisien. Ils inquiètent également les autorités françaises à cinq ans de la Coupe du monde 1998, organisée en France.

Ph. Br.

La guérilla des stades

par Philippe Broussard

UN hamme à terre, roué de coups. Un autre encerclé par une foule de jeunes gens. Un troisième frappé au visage, assailli de toutes parts. Les images des incidents du Parc des Princes, abondamment diffusées par les chaînes de télévision, ont choqué la France. Elle n'ont pas surpris l'Angleterre, l'Italie, la Grèce, l'Allemagne, les Pays-Bas ni la Belgique. Dans ces pays, où la « guerre des stades » fait rage depuis bien longtemps, de telles images ne sont pas exceptionnelles. Elles reviennent de temps à autre, en une chronique régulière des nouvelles du « front », souvent bien plus graves qu'à Paris : quelques dizaines de blessés à Sunderland, dans le Nord de l'Angleterre ; des affrontements entre Milanais et Gênois en Italie ; une émeute à Salonicque ; un attentat à Amsterdam...

La France se croyait à l'abri. Elle ne l'est plus. Le hooliganisme est dans ses stades, avec ses fantasmes de la haine que sont les casseurs du Paris-SG, des jeunes de dix-sept à vingt-cinq ans regroupés dans la tribune Boulogne du Parc des Princes. Il a fallu des incidents à Marseille le 29 mai, puis ceux de samedi soir à Paris, pour que le débat vienne enfin sur la place publique. Les premières actes de violence commise par des Parisiens remontent au début des années 80, on peut néanmoins s'étonner qu'il ait fallu plus d'une dizaine d'années pour prendre conscience de la gravité de la situation, annoncer des « mesures », nommer un « M. Sécurité » et lancer des « appels à témoins ». N'est-il pas déjà trop tard ? Sans doute. Et ce, pour plusieurs raisons.

D'abord, contrairement à ce qu'affirment les dirigeants du club parisien et les policiers chargés de la sécurité au Parc, le phénomène n'est pas limité à une « cinquantaine de voyous ». Le « noyau dur » des hooligans du PSG est composé de cent cinquante à deux cents personnes. En périphérie de ce noyau, quelques centaines d'autres supporters, parfois très jeunes, approuvent souvent l'attitude des meneurs sans pour autant passer à l'acte. Le danger existe qu'il franchissent un jour le pas lors d'un match à « haine raciale », par exemple contre Marseille. La violence était l'exception. Elle devient la règle. A Paris, bien sûr, mais aussi, avec

des groupes plus limités, à Lyon, à Lille ou à Strasbourg.

Ensuite, tout indique que ni le police ni les responsables nationaux du football n'ont compris à quel type de délinquants ils étaient confrontés. Invité dimanche 29 août sur France 2, le préfet de police de Paris, Philippe Massoni, évoquait des « skinheads », ou les « ekinheads », à deux ou trois exceptions près, ne fréquentant plus depuis longtemps les travées de la tribune Boulogne.

Des spécialistes du camouflage

Les hooligans actuels, les « hools » ou les « casuels » comme ils se surnomment eux-mêmes, portent le cheveux courts, mais ne sont pas tondu. Ils n'arborent pas un « uniforme » paré militaire, facilement repérable par les policiers, mais des vêtements de marque identifiables par les seuls adeptes de la guérilla des stades : pantalons de survêtement ou de jean, points et baskets de marque anglaise (de couleur noire, si possible), une casquette de club londonien (Chelsea ou West-Ham, de préférence). Les échappés et les autres gégènes du PSG sont déconseillés, car trop voyants.

La violence est désormais une affaire de spécialistes du camouflage, de jeunes gens qui ne sont ni des marginaux ni des cas sociaux et qui peuvent fort bien avoir une vie normale tout au long de la semaine. Certains sont étudiants, d'autres employés, coureurs ou chômeurs. Ils sont aux gradins ce que les « zoulous » sont aux banlieues : des fils de béton et de la haine qui vivent la violence comme une aventure, indissociable du football, un sport qu'ils apprécient assez pour le pratiquer ensemble de temps à autre, sur les terrains de la région parisienne.

La police fait donc fausse route si elle en est encore à rechercher des « crânes rasés ». Les casseurs du football, comme ceux des banlieues, ont changé. Et les CRS, avec leurs équipements très encombrés, sont souvent impuissants face à leurs groupes extrêmement mobiles, qui commettent le plus souvent leurs exactions à l'extérieur des stades, dans la cohue d'après-match. En Angleterre ou en Allemagne, les enquêteurs ont appris à repérer ces hooligans, à com-

prendre leur technique, à infiltrer les bandes. Ce sera sans doute le premier objectif du commissaire divisionnaire Philippe Swinners-Gibaud, le « M. Sécurité » nommé par le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. Cette décision peut néanmoins surprendre puisque, en ce moment, la Fédération française de football, un autre policier, le commissaire Roland Chetard, occupe déjà cette fonction.

En appelant à la création d'une « brigade spéciale », Michel Denisot, le président délégué du PSG, ne résume pas autre chose qu'une meilleure formation des policiers français appelés à lutter contre ce type de délinquance. Le comportement des CRS s'agressés samedi soir au Parc prouve qu'il est dans le vrai. Envoyer ainsi quelques hommes, armés de leurs seules matraques, au milieu de la tribune, au lieu qu'ils se retrouvent isolés dans la foule, était une erreur face à des « hools » prêts à saisir le moindre occasion de « casser du fil ». Cette erreur s'expliquerait par l'absence des responsables policiers habituellement en charge de la sécurité au Parc.

Un dispositif législatif inadapté

Après avoir tenté de dialoguer avec ces supporters, les dirigeants du PSG se disent impuissants face à ce phénomène international. En conséquence, ils demandent un aménagement du dispositif législatif « entières ». En effet, même s'ils connaissent les meneurs (ils sont fichés par les policiers), insiste-t-on au Paris-SG, ils ne peuvent interdire l'accès aux tribunes à qui que ce soit. Seul un juge d'instruction peut décider d'une telle mesure.

Dans sa lutte contre le hooliganisme, la France est donc en retard. En 1992, une commission s'était réunie, à plusieurs reprises, à l'initiative du ministre des sports de l'époque, Frédéric Bredin. Le fruit de ses réunions n'aurait pas été transmis au ministre actuel, Michèle Alliot-Marie. En attendant qu'il le soit, la violence gagne du terrain. Dès dimanche, les habitués de la tribune Boulogne, le « noyau dur » et les autres, s'empressaient d'enregistrer les images des incidents de la veille. Plutôt satisfaits, ils affirmaient avoir passé une « bonne soirée ».

Les réactions

Charles Pasqua : la nécessité d'une « nouvelle réflexion ». — Condamnant le phénomène de la violence qui accompagne les manifestations sportives, le ministre de l'Intérieur a souligné, dimanche 29 août, la nécessité d'une « nouvelle réflexion sur la sécurité des rencontres sportives ». D'autant plus indispensable que la France a la Coupe du monde de football en 1998.

Michèle Alliot-Marie : une étude pour le contrôle d'entrée dans les stades. — Le ministre de la jeunesse et des sports s'est estimé qu'il fallait « empêcher les gens, qui régulièrement sont à l'origine d'incidents, de pénétrer dans les stades ». C'est quelque chose que nous sommes en train d'étudier avec le ministère de la justice, de façon à ce qu'il y ait éventuellement une peine accessoire qui empêcherait un certain nombre de ceux qui sont à l'origine de tels incidents renouvelés de rentrer dans un stade.

Philippe Massoni : les effectifs de police étaient « suffisants ».

Il y avait trois compagnies républicaines de sécurité, une compagnie de la préfecture de police, les personnels en civil, c'est-à-dire environ 450 membres des forces de l'ordre », a déclaré Philippe Massoni, dimanche 29 août sur France 2, en considérant que ces effectifs étaient « suffisants ». Au sujet de l'intervention des policiers dans la tribune Boulogne, le préfet a estimé que « ces effectifs plus importants avaient pénétré dans la tribune, cela aurait pu être vécu comme une provocation, face à une troupe de supporters, hooligans, skinheads ».

Noël Le Graët : « un problème d'ordre national ». — Le président de la Ligue nationale de football a déclaré : « Ce n'est pas en prenant des sanctions contre le PSG, comme la suspension du Parc des Princes, que l'on résoudra le problème et que l'on changera la mentalité de cinquante voyous qui viennent pour casser. C'est un problème d'ordre national qui doit être pris en charge par ceux qui ont la responsabilité de faire respecter l'ordre ».

JUSTICE

Les suites de la rencontre Valenciennes-OM

Boro Primorac renouvelle ses accusations contre Bernard Tapie

Dans un entretien accordé au Journal du dimanche du 29 août, Boro Primorac, ancien entraîneur de Valenciennes, réaffirme que Bernard Tapie l'aurait rencontré le 17 juin à Paris et déclare que le président de l'OM lui aurait proposé de l'argent et des avantages de carrière en échange d'un « service » dans l'affaire de corruption du match Valenciennes-OM.

« Il m'a proposé de dire que j'avais reçu un coup de fil de Bernard Tapie le soir du match Valenciennes-OM, le soir, alors que j'étais dans le hall de l'hôtel, déclare l'entraîneur de Valenciennes. Filippeddu (NDLR : le restaurateur corse qui aurait servi de médiateur) a dit que, pour ce service, Tapie allait me trouver une place à Bastia, à Nîmes, à Montpellier, à Nice, ou dans un club du Sud. Tapie a dit qu'en attendant il me paierait ».

L'ancien entraîneur de Valenciennes déclare avoir ensuite quitté le siège de Bernard Tapie Finance avec M. Filippeddu pour se rendre au domicile de ce dernier, afin de « détailler tout ça ». « Il fallait que

je réponde oui en que je vienne à Paris le lendemain pour qu'un réflexe à ce que je devais dire pour que mon témoignage ne soit pas contradictoire. J'ai dit qu'il fallait que je réfléchisse ». Boro Primorac dit ensuite avoir eu « peur d'être piégé ».

Interrogé par l'AFP, Bernard Tapie a affirmé, dimanche 29 août, que ces déclarations ne correspondaient pas à celles que l'entraîneur de Valenciennes avait faites lors des différentes éditions et de sa confrontation avec le président de l'OM. « Entre autres contradictions », le député des Bouches-du-Rhône a relevé que Boro Primorac ne se souvenait d'aucun objet de son bureau, sauf d'un cendrier « qui précisément ne pouvait pas s'y trouver » : « Tous ceux qui me connaissent savent que je n'ai jamais de cendrier, car j'interdis de fumer dans mon bureau », affirme le président de l'OM. A propos de la proposition financière, le président de l'OM ajoute : « Il ne m'avait jusqu'alors jamais mis en cause directement ».

Présumés coupables de plusieurs agressions d'automobilistes

Trois « pirates de la route » mis en examen

LYON

de notre bureau régional

Une enquête menée en collaboration par la gendarmerie et la brigade de la répression des actions violentes des policiers urbains de Lyon a permis d'identifier quatre personnes, présumées coupables de plusieurs agressions d'automobilistes étrangers, commises entre la mi-juillet et la mi-août sur des autoroutes de la région lyonnaise, en particulier l'A 46 qui contourne l'agglomération par l'est (le Monde du 12 août). Les quatre délinquants, Ali Dahmane, vingt-deux ans, de nationalité tunisienne, sa compagne, Corine Martinez, vingt-deux ans également, domiciliés à Villefontaine (Isère), Malek Mecheri, vingt et un ans, et un mineur, domiciliés à Rillieux-la-Pape (Rhône), qui avaient été arrêtés vendredi 27 et samedi 28 août, ont été présentés au parquet dimanche 29 août.

Les trois garçons ont été mis en examen pour « vols avec armes », qualification criminelle qui peut, en théorie, leur valoir d'être poursuivis devant une cour d'assises. En revanche, Corine Martinez, mise en examen pour recel de vols qualifiés, a été laissée en liberté sous contrôle judiciaire. De nombreux objets — pièces d'identité, passeports, montres, bijoux, portefeuilles, carnets de chèques, etc. — retrouvés au domicile des malfaiteurs, ont permis aux enquêteurs d'élucider une quinzaine d'attaques réalisées pour le plaisir dans l'Ain, le Rhône et l'Isère.

La série d'agressions commises sur l'autoroute de contournement de Lyon — huit entre le 23 juillet et le 6 août — avait provoqué une vive émotion en Europe, notamment en Angleterre, dont plusieurs victimes sont originaires. L'un des plus importants clubs britanniques d'assistance aux automobilistes, l'Automobile Association, avait alors publié un document proposant une série de recommandations, entre autres d'éviter de circuler entre 23 heures et 5 heures du matin et de dormir dans le véhicule sur les aires de repos.

Une longue filature

Les « pirates de la route » pratiquaient à peu près toujours de la même façon : ils repéraient leurs victimes sur une aire de service d'une autoroute, les prenaient en filature avec leur voiture, volée et généralement de grosse cylindrée, puis provoquaient un accrochage. Les malheureux automobilistes qui s'arrêtaient pour faire un constat étaient alors menacés par des individus masqués et armés, et contraints d'abandonner leur véhicule. Les caractéristiques de l'autoroute A 46 — en périphérie urbaine, et comportant de nombreux accès sans péage — rendaient très difficiles les contrôles de sécurité. C'est à la suite d'une longue filature, conduisant les enquêteurs dans le sud de la France, où les malfaiteurs se rendaient pour dépenser les fruits de leurs vols, que le trio de pirates et leur complice ont été identifiés.

Une autre équipe, composée de trois jeunes gens habitant tous dans l'agglomération lyonnaise, dont deux mineurs, présumée coupable d'une agression contre un couple d'automobilistes allemands commise dans une station-service de l'autoroute A 7 au sud de Lyon, avait déjà été mise hors d'état de nuire la semaine dernière.

B. E.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 28 août 1993 :

UN DÉCRET
— N° 93-1025 du 26 août 1993 portant majoration des plafonds des dépenses électorales.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 29 août 1993 :

UNE LOI
— N° 93-1027 du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France.

UN ARRÊTÉ

— Du 26 août 1993 fixant le répartition dans les administrations centrales de l'Etat et administrations assimilées des emplois d'administrateur civil à pourvoir par le recrutement au tour extérieur au titre de l'année 1993.

La sécurité routière a cessé de s'améliorer

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

Le bilan de la sécurité routière en France pour l'année 1992 est décevant. Le nombre de victimes a augmenté de 10,5 % par rapport à 1991. Les accidents de la route ont coûté 10,5 milliards de francs à la collectivité.

SOCIÉTÉ

Six morts lors d'un accident sur l'autoroute A6

La sécurité routière a cessé de s'améliorer

La chauffeur du poids lourd, âgé de vingt-cinq ans, responsable du carambolage survenu, samedi 28 août, sur l'autoroute A6 entre Auzan et Paris, a été mis en examen dimanche 30 août. Il a été placé sous contrôle judiciaire et privé de son permis de conduire. Cet accident a provoqué la mort de six personnes et de nombreux blessés dont trois sont toujours dans un état grave (le Monde daté 29-30 août).

Les informations transmises par les radios sur le dramatique carambolage de l'autoroute A6, un des accidents les plus meurtriers de l'année, ont sans doute largement contribué à éviter de transformer le dernier week-end du mois d'août en cette « boucherie » évoquée, jeudi 26 août, par Bernard Bosson. Le ministre des transports avait annoncé à cette occasion la mise en place d'un véritable « plan de guerre » pour éviter que les derniers retours de vacances n'augmentent le bilan des accidents de la route depuis le début de l'été.

Les autorités responsables de la circulation routière se félicitaient en début d'année de la diminution sensible du nombre des accidents sur les routes de France en 1992. Le chiffre des tués semblait pouvoir enfin passer sous la barre des neuf mille victimes par an. Mais des bilans plus récents laissent penser, au contraire, que la tendance est aujourd'hui inversée.

Les chiffres du mois de mai

avaient, pour la première fois depuis l'entrée en application de la nouvelle législation sur le permis à points le 1^{er} juillet 1992, montré une certaine stagnation dans l'amélioration des comportements. C'est du mois de juin ont confirmé que beaucoup de conducteurs avaient cessé d'avoir à l'esprit les conséquences possibles des infractions. Le nombre des tués par rapport à l'année précédente a augmenté de 3,2 % pendant cette période.

Mais la détérioration était particulièrement sensible sur les réseaux hors agglomération où le nombre de tués augmentait de près de 6 %, un chiffre à comparer à la diminution de près de 2 % toujours observée dans les rues des villes. La raison principale de l'aggravation actuelle de l'insécurité routière réside, d'après les observations des forces de police et de gendarmerie, dans l'augmentation régulière des vitesses de la plupart des automobilistes, qui sont maintenant largement supérieures aux limites autorisées.

Les chiffres du mois de juillet, qui vont être publiés dans quelques jours, devraient confirmer l'inversion de la tendance à l'amélioration observée jusqu'à la fin du printemps. Ils vont probablement conduire le ministre des transports à proposer au cours du comité interministériel de sécurité routière prévu en septembre, à proposer de nouvelles mesures spectaculaires. La diminution progressive de l'impact de la campagne autour du permis à points montre que seules celles-ci frappent l'opinion. Et le chemin reste long avant que la France sorte du peloton des pays sous-développés en matière de sécurité routière.

C. de C.

REPÈRES

ASTRONOMIE

Galileo a croisé un astéroïde

La sonde spatiale américaine Galileo, que la NASA avait lancée en octobre 1989, a survolé, samedi 28 août à 15 h 52 (heure française), l'astéroïde Ida, qui croise à quelque 530 millions de kilomètres de la Terre. A cette occasion, l'engin a pris, à 2 400 kilomètres de distance, dix-huit clichés de ce corps céleste d'une trentaine de kilomètres. Les deux premières images de ce reportage spatial ne devraient parvenir au Jet Propulsion Laboratory (Californie) que le mois prochain. Après cette courte mission photographique, Galileo, qui avait déjà survolé un autre astéroïde, Geopre, en novembre 1991, poursuivra sa route en direction de la planète Jupiter, qu'elle doit atteindre en juillet 1995. Comme la sonde Mars Observer refuse toujours de répondre depuis la semaine dernière aux ordres de la Terre, la mission de Galileo n'en prend que plus d'importance pour la NASA, soucieuse de rattraper son blason.

CATASTROPHES

Rupture d'un barrage en Chine

Plus de 240 morts, 300 blessés, 150 portés disparus : l'effondrement du barrage chinois de Gouhou, survenu vendredi 27 août dans la province de Qinghai (Nord-Ouest), n'a, par son ampleur, aucun précédent dans le pays. Haut de 80 mètres, ce barrage, vieux d'une dizaine d'années, a brutalement cédé aux alentours de

23 heures (heure locale), déversant plus de 3 millions de mètres cubes d'eau sur les petites communautés rurales situées en contrebas.

La rupture du barrage, dont les dégâts sur les cultures et les habitations sont estimés à près de 100 millions de francs, n'a été annoncée que dimanche par l'agence de presse Chine nouvelle. Selon celle-ci, les secours ont commencé d'arriver dans la journée de samedi. (Reuters, AFP.)

MÉDECINE

Nombre de cancers accru dix-sept ans après la catastrophe de Seveso

Le nombre de leucémies et de cancers est supérieur à la normale chez les habitants de Seveso (Italie) qui avaient été exposés, il y a dix-sept ans, à un nuage toxique de dioxine. Telle est la conclusion d'une étude publiée dans un numéro de la revue scientifique *Epidemiology* qui devait paraître lundi 30 août. Cette recherche, qui a duré dix ans, a porté sur un groupe de 38 000 personnes ayant été plus ou moins en contact avec la dioxine, comparé à un deuxième groupe de 180 000 habitants de la région qui n'avaient pas été exposés au nuage toxique.

Pour les plus exposés, le risque de leucémie et de lymphome (forme de tumeur) a été multiplié par 3,7 et jusqu'à 5,7. Les victimes ayant subi une exposition modérée ont révélé un risque de 2,8 fois supérieur de cancer du foie. Les personnes ayant subi l'exposition la plus légère ont malgré tout été 3,5 fois plus exposées aux risques de cancer de la peau.

COMMUNICATION

A l'Université de la communication d'Hourtin

M. Carignon propose plusieurs mesures pour favoriser « le rayonnement de la culture française »

Le ministre de la communication, Alain Carignon, devait inaugurer, lundi 30 août à Hourtin (Gironde), la quatorzième Université de la communication, en précisant les projets du gouvernement. Le ministre souhaite notamment porter de 25 % à 50 % la part maximale d'un actionnaire d'une télévision privée, allonger de trois à cinq ans le mandat des PDG des sociétés de service public audiovisuel, et étudier la privatisation de la Société française de production (SFP). Il devait enfin annoncer la nomination de Bernard Miyet, un des hommes-clés de l'audiovisuel pendant la précédente législature socialiste, au poste d'ambassadeur itinérant pour la partie audiovisuelle du GATT. Ces projets visent, a-t-il dit, à favoriser « le rayonnement de la culture française ».

HOURTIN

de notre envoyé spécial Dans son discours prononcé à Hourtin lundi 30 août, le ministre de la communication, Alain Carignon, devait se montrer offensif. Mais aussi témoigner de pragmatisme, notamment en matière de choix des hommes, et d'habileté politique dans sa volonté de ne heurter ni Canal Plus ni TF1. L'annonce, la semaine dernière, par Edouard Balladur, de la création d'une « chaîne de la connaissance », de la formation (le Monde du 27 août), projet que M. Carignon a défendu ardemment, l'a conforté dans ses choix.

S'exprimant sur le thème général de cette quatorzième Université de la communication - « Le créateur, le journaliste et le marchand », M. Carignon a relevé que, « trop longtemps, le journaliste et le créateur, mais aussi les pouvoirs publics, ont ignoré le marchand ». Mais le marchand a aussi laissé tomber le créateur, en ayant « peur » d'investir dans les médias ou en y « recherchant un profit immédiat ».

« La presse et l'audiovisuel ne sont pas des marchandises, des produits comme les autres », a souligné le ministre de la communication. Mais l'internationalisation des marchés et l'avantage acquis dans le domaine de l'audiovisuel par les Américains constituent un risque. En évoquant les discussions du GATT, M. Carignon note que « la part des films américains en France dépasse aujourd'hui les 60 % tandis que les films français ne représentent que 0,5 % du marché cinématographique américain. Quant à l'Europe, quand elle exporte pour 1 franc de programmes vers les États-Unis, elle importe pour près de 15 francs de programmes américains ». Ces chiffres menacent à la fois le secteur de la production française et ses 50 000 emplois dans le cinéma et la création culturelle, mais « condamnent aussi à terme le rayonnement de la culture française ».

« Les effets pervers des lois Sapin et Evry »

Le ministre a donc décidé plusieurs lignes d'attaque. Il a demandé au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de procéder au contrôle des programmes des futures chaînes américaines par satellite, TPT et Cartoon, qui émettront sur l'ensemble de l'Europe par le biais d'une autorisation de l'ITC britannique, quitte, le cas échéant, à examiner le dépôt d'une plainte contre le Royaume-Uni auprès des instances communautaires pour non-respect de la directive « Télévision sans frontières ». Il va demander aux députés français au Parlement européen de se battre pour que ce dernier ne substitue pas la notion de « spécificité culturelle » à celle d'« exception culturelle ». Enfin, sur sa proposition, le gouvernement devra prochainement nommer Bernard Miyet, jusqu'à récemment ambassadeur auprès de l'ONU à Genève, et qui fut auprès de Jérôme Seydoux l'un des artisans principaux du lancement de la Cinq, ambassadeur itinérant pour la partie audiovisuelle du GATT, avec « mission de déterminer la qualité d'adhésion à l'exception culturelle de nos partenaires communautaires et de assurer que les États membres sont sur la même longueur d'onde ».

Mais les rôles du gouvernement et de l'Etat ne resteront pas circonscrits à ces négociations internationales. Le ministre de la com-

munication estime que l'Etat a deux missions dans ce secteur : « abattre des tabous et produire des cohérences ». Dans le domaine de la presse écrite, M. Carignon a rappelé « l'aide conjoncturelle » du gouvernement, en matière d'aide aux quotidiens à faibles ressources publicitaires comme en matière de distribution et de fabrication avec les deux plans de restructuration des imprimeries de presse parisiennes et de modernisation des Nouvelles Messageries de la presse parisienne, tout en soulignant qu'il avait aussi mis à l'étude les « effets pervers des lois Sapin et Evry » afin d'atténuer la chute des recettes publicitaires.

Estimant que les « pesanteurs de l'histoire » sont aussi sensibles dans le domaine de la production, M. Carignon s'interroge sur la Société française de production (SFP), « un chiffre d'affaires artificiellement élevé et aux coûts qui évaluent la compétitivité », et annonce l'étude de diverses solutions dont celles de la « privatisation à moyen terme » et du « transfert des compétences de la SFP vers le secteur privé ».

Fustigeant enfin « la logique politique qui a trop souvent pris le pas sur la logique économique », le maire de Grenoble s'est attaché à ces fameux « tabous ». Pour inciter « les entreprises audiovisuelles françaises à jouer le jeu de la concurrence et de la compétitivité internationale », il va présenter plusieurs mesures d'allègement des contraintes dans un projet de loi : le plafond de 25 % limitant les actionnaires dans le capital des chaînes privées (TF1, Canal Plus et M6) serait hissé à 50 % ; le seuil anticoncentration pour les radiotes serait porté de 30 à 120 millions d'habitants, pour permettre la création de groupes puissants. Toujours dans l'optique de favoriser des champions nationaux, Alain Carignon souhaite éviter à TF1 et à Canal Plus, sociétés cotées en Bourse, « les conséquences néfastes » de nouveaux appels d'offres. Le gouvernement veut donc modifier le mode de renouvellement de leur droit à diffuser (la concession de Canal Plus arrive à échéance en 1995, l'autorisation de TF1 en 1997), soit en allongeant la durée des autorisations, soit avec une « présomption de renouvellement sauf manquements graves ». Enfin, le ministre présentera son projet de deuxième coupure publicitaire dans les films et documentaires français et européens, ce qui devrait avoir un effet positif sur la production audiovisuelle française.

Besoin de « cohérence »

Mais l'audiovisuel a aussi besoin de « cohérence ». Pour l'audiovisuel public, un budget renforcé (le Monde du 26 août) doit aller de pair avec plus d'indépendance et de longévité. M. Carignon souhaite donc porter le mandat des PDG de l'audiovisuel public de trois à cinq ans, « afin de les mettre à l'abri des calendriers électoraux », et fait le pari de la crédibilité du CSA dans sa « stabilité », tout en désirant renforcer son rôle d'instance de régulation à l'égard de toutes les télévisions, privées et publiques, « par la mise en œuvre d'un droit commun pour tous ». Reste l'industrie des programmes, nerf de la guerre audiovisuelle. Négocier les « retouches partielles au gré des pressions et des contingences », M. Carignon a chargé deux producteurs, Daniel Renouf (Système TV) et Frank Soloveïck (M5), d'une mission d'étude sur les mécanismes d'exportation des programmes, dont fait partie l'éventuelle création d'un organisme de promotion. Leurs conclusions seront rendues au 1^{er} décembre.

Pour le câble, parent pauvre de l'audiovisuel français, M. Carignon compte mener à bien ses projets de taxe municipale pour le service antenne et de modification des décrets-câble. Les banlieues non câblées des grandes villes devraient faire l'objet d'actions prioritaires, initiative dont M. Carignon doit discuter avec le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua et sa collègue ministre de la ville, Simone Veil.

M. Carignon, on le voit, n'est pas avare de projets pour la future session parlementaire. Il se fonde sur un principe : « ni banaliser la garde culturelle ni négliger les investissements financiers ». Bref, au « créateur », au « journaliste » et au « marchand », le ministre de la communication a ajouté le « politicien ».

YVES-MARIE LABÉ

ILE-DE-FRANCE

Les travaux sur la ligne C du RER

Le trafic entre les gares d'Austerlitz et des Invalides a repris

Interrompue depuis un mois, pour des travaux de réfection, entre les stations Austerlitz et des Invalides, la circulation des trains a repris lundi 30 août sur la ligne C du RER. Ce chantier et cette coupure sans précédent illustrent les difficultés croissantes des transports en commun en Ile-de-France.

La ligne C du RER est l'une des artères vitales du réseau de transports en commun de l'agglomération parisienne. Avec ses ramifications, elle court sur 183 kilomètres, et traverse sept des huit départements de l'Ile-de-France. Elle irrigue toute la moitié ouest, de Montmorency (Val-d'Oise) à Etampes (Essonne), et en rabat les habitants vers la capitale où elle compte seize gares. Sa configuration est celle de deux entonnoirs, l'un avec quatre têtes de ligne au nord, l'autre avec trois au sud. Au milieu une mince « canalisation » assure la liaison. Toutes les rames s'engouffrent dans le tunnel traversant Paris où, aux bords de la capitale, elles défilent dans un sens ou dans l'autre au rythme d'un convoi toutes les soixante-quinze secondes.

Or la ligne est constituée de brèves et de morceaux, les uns centenaires, les autres tout récents. Le tronçon Austerlitz-Orsay, par exemple, a été construit en 1892 et fut le premier à être électrifié, au début de ce siècle. Celui qui joint Orsay aux Invalides a été percé en 1979. A cette disparité d'origine s'ajoute la diversité des trafics qu'elle supporte à l'extérieur de Paris. Entre les rames du RER s'intercalent des trains de banlieue classiques, des convois de marchandises et des rapides filant vers la province. Enfin, la ligne est victime de son succès. En 1979, lors de son ouverture, elle transportait moins de 240 000 voyageurs quotidiens. Ils sont aujourd'hui 400 000 et on craint qu'ils soient près de 600 000 dans une quinzaine d'années. Bref elle est saturée.

Toutes ces particularités font de la ligne C la plus « chaotique » de l'agglomération. Le moindre incident se répercute sur plusieurs rames et sur des dizaines de kilomètres. En 1991, un train sur dix, et cette année encore un sur quinze, étaient en retard.

Pour tenter de guérir cette thrombose, la SNCF a décidé de refaire complètement la plus étroite et donc la plus fragile des tronçons : celui qui relie Austerlitz et Orsay. Ballast, traverses, rails,

caténaires tout a été enlevé et entièrement remplacé.

Difficulté : il fallait conduire ce chantier en souterrain, sans aucune possibilité de dégagement. D'où la solution radicale qui a été adoptée : profiter du mois d'août pour interrompre le trafic sur 3 kilomètres, mener les opérations jour et nuit et en terminer avant la rentrée. C'était l'opération « Castor » qui a nécessité la mise en place d'une navette de bus articulés entre Austerlitz et Invalides. Volant au secours de la SNCF, la RATP a transporté le long de la Seine et du boulevard Saint-Germain 25 000 personnes par jour durant le mois d'août. Une mini-promenade imprévue dont les touristes se sont finalement réjouis. Mais les habitants, eux, ont perdu entre quarante et vingt minutes par trajet.

De grands projets

Le chantier a coûté 30 millions de francs. On en attend une sensible amélioration de la régularité. La proportion des convois en retard devrait descendre à 6,5 % et les ingénieurs espèrent atteindre 5 %, ce qui est la moyenne en Ile-de-France. Dans le même temps, un autre gros chantier continuait à la hauteur du nouveau jardin André-Citroën, (15^e arrondissement). Là, il s'agit de substituer un viaduc au remblai actuel, de manière à ce que la voie ne coupe pas le parc des rives de la Seine.

Dans l'avenir, la SNCF nourrit encore de grands projets pour la ligne C. D'abord le déplacement de la station Massena (13^e arrondissement) pour desservir le nouveau quartier Seine-Rive Gauche, la Bibliothèque de France et la station de correspondance avec le métro Météor (coût : 660 millions de francs). Ensuite, il est question de doubler les voies entre Austerlitz et Brétigny-sur-Orge (Val-de-Marne) sur 30 kilomètres. A l'autre bout, on prolongerait la voie de Saint-Quentin à La Verrière sur 8 kilomètres. Devis de ces doublages et extensions : 3,6 milliards de francs. On envisage encore d'aménager les gares de raccordement ou de terminus au Champ-de-Mars, à Gennevilliers, à Savigny et à Brétigny. Tout cela pour ramasser encore plus efficacement les habitants de la couronne parisienne. Au total, la modernisation de la ligne C coûterait près de 5 milliards de francs. Mais qu'en sera-t-il alors du goulet d'étranglement de la traversée de Paris ?

MARC AMBROISE-RENDU

CARNET DU Monde

Décès

On nous prie d'annoncer le décès du peintre

René CARRÉ,

survenu le 24 août 1993, à la suite d'une longue maladie.

— Delphine et Bernard Guy-Grand, Marion et Olivier Aron, Jean-Elie, Joëlle, Rebecca et Abigail, Laure et Denis Faure, Marie et Vincent, Rémi Guy-Grand, Maguerite Guy-Grand, Marie-Laure et Jean-Marcel Jeannecy, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Arnaud GUY-GRAND,

survenu à l'âge de vingt-cinq ans, après une chute accidentelle, le 22 août 1993.

— Colette Kreder, en union avec Jean-Claude (†), ses enfants, Catherine et Jean-Pierre Sany, Isabelle et Guillaume de Maréchal de Saint-Alexandre, Aude et Patrick Cheneaux, ses petits-enfants, Caroline, Eméric, Alexia, Alice et Ilse, ses arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hélène JAMES,

née Adam.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 août 1993, à 10 h 30, en l'église de Commer (Mayenne).

36, rue de la Pompe, 75116 Paris. « La Marchandise », 53470 Commer.

— M^{me} Pierre Melhan, son épouse, M. et M^{me} Jean-Pierre Melhan, M. et M^{me} Pierre-Yves Anselin et leurs enfants, M. et M^{me} Emmanuel Melhan et leurs enfants, M. et M^{me} Martin Melhan et leurs enfants, Ses enfants et petits-enfants, Ses frères, sœur, beaux-frères et belles-sœurs, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre MELHAN,

chevalier de la Légion d'honneur,

endormi dans la paix du Seigneur, en son domicile, le 22 août 1993, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité, le mercredi 25 août, en l'église de Saint-Maurice-sur-Aveyron (Loiret).

« Ne craint point, crois seulement ».

135, boulevard Raspail, 75006 Paris.

Paul PERRAUDIN, peintre de la marine, ancien professeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs,

est décédé le 26 août 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Sa famille Et ses amis se réuniront pour ses obsèques, le mercredi 1^{er} septembre, à 8 h 45, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

M^{me} Julie RIVELAYGUE,

née Vallé,

a quitté ce monde le 28 août 1993.

Elle reposera au cimetière du Montparnasse, à Paris, auprès de son fils

Jacques RIVELAYGUE.

M. Rivelaygue, M. et M^{me} Janicaud, 93, boulevard Edouard-Herriot, 62000 Nice.

— Bernard et Geneviève Ziegler et leurs enfants, Michel et Laurence Chanderis, née Ziegler et leurs enfants, Olivier et Liliane Ziegler, Gérard et Denise Ziegler, leurs enfants et petits-enfants, ont le chagrin d'annoncer le décès, le 9 août 1993, de

M^{me} Roland ZIEGEL,

née Zuckerman,

présidente-fondatrice du Centre de volontariat de Paris.

60300 Montignion, 34680 Saint-Georges-d'Orques, 41, avenue Victor-Hugo, 92100 Boulogne.

Anniversaires

— En ce jour, comme tous les autres jours depuis deux ans,

Karl FLINKER,

notre ami cher, nous manque effreusement.

— Il y a deux ans, le 31 août 1991,

Karl FLINKER

nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

CARNET DU MONDE

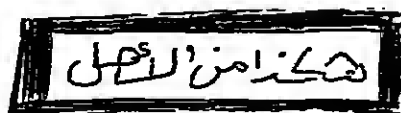
Renseignements : 40-85-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 105 F

Thèmes étudiants : 60 F



CULTURE

FESTIVAL

Le rock entre fusion et confusion

Enfants du hard rock et du rap et survivants de l'ère punk ont passé un week-end au bord de la Tamise

READING (ANGLETERRE)

de notre envoyé spécial
En arrivant sur la prairie qui accueille depuis plus d'un quart de siècle le Festival de Reading, on est tout de suite frappé par l'uniformité apparente du public. Une observation plus attentive révèle que les tribus n'ont pas disparu, simplement que les frontières se sont estompées. Il reste encore quelques néo-hippies en pantalon à patte d'éléphant et tee-shirt violet. A l'autre bout du spectre, quelques punks n'ont pas renoncé au cuir noir et déchiré.

Le reste marie avec plus ou moins de bonheur les articles essentiels du grunge américain (longues chemises à carreaux, bermudas taillées dans des treillis militaires) et ceux des crustas britanniques. Les crustas mâles aiment à se raser la nuque et les tempes et à ramener le reste de leur chevelure en queue de cheval, ce qui leur donne un air plutôt franc (ou wisigoth).

Les dames tressent leurs cheveux à l'afroïcaine sans y mettre trop de rigueur. Tous portent des chaussures militaires, beaucoup se percent le visage - le nez, l'arcade sourcilière, les lèvres - pour y passer des anneaux.

Après avoir connu diverses incarnations, le Festival de Reading est devenu le rendez-vous du rock pointu, celui qui fait la «une» des hebdomadaires spécialisés en Grande-Bretagne, mais aussi - depuis le succès phénoménal de Nirvana - celui qui vend des millions de CD aux Etats-Unis. L'édition 93, qui s'est tenue du 27 au 29 août pendant le dernier «Bank Holiday» (pont de l'été anglais, a maintenant les équilibres, avec la soixantaine de groupes présents sur deux scènes aux trente mille spectateurs.

La journée de vendredi était à dominante américaine avec Stone Temple Pilots, Babes in Toyland et Butthole Surfer. Chacun à sa manière, ces groupes se heurtent bruyamment aux frontières

du rock. Les premiers, qui relèvent de l'école grunge et planent en tête des ventes de disques aux Etats-Unis, démontrent à quel point la ligne qui sépare le nouveau rock américain du vieux hard rock est difficile à tracer.

Trin féminin, Babes in Toyland pratique un rock tendu, coupé d'éruptions furieuses. En robe de deuil, Kat Bjelland, la chanteuse et guitariste, impose facilement son malaise, sa colère. Et après ? D'une certaine manière, le show de Babes in Toyland est fini dès qu'il a commencé. Il faudrait d'autres chansons, quelques contrastes pour que cette musique retrouve un enjeu. Quant aux Butthole Surfers, anacréons de la scène punk californienne (ils jouent ensemble depuis 1981), ils donnent un spectacle effrayant de je-m'en-foutisme.

Après un intermède britannique assuré par Ned's Atomic Dustbin, on attendait Rage Against The Machine, un quatuor californien frais émoulu de la tournée Lollapalooza, école du rock alternatif américain qui, depuis quatre ans, détermine chaque été ce qu'on écoute sur les campus pendant l'année universitaire. En juin, Rage Against The Machine avait également joué au Zénith à Paris, faisant forte impression.

Continuer à tout prix

Dans la foule à Reading, les tee-shirts à l'effigie du groupe atteignent sans peine la majorité relative. Une fois leur concert terminé, il est apparu clairement que Rage Against The Machine avait aussi gagné dans les autres catégories : applaudissements, succès critique et correction politique.

Le groupe n'est pourtant pas le premier à s'essayer à la fusion entre rock et rap. Mais il le fait avec tant de fureur et d'intelligence musicale que l'idée semble presque neuve. Porté par une rhétorique radicale, soutenu par une technique musicale hors du commun, Rage Against The Machine



Rage Against The Machine, quatuor californien du rock and rap

dispose des moyens de sa politique - hard rock à danser, propagande musicale, rap virtuose. De quelque point de vue qu'on l'écoute, cette musique justifie son existence, son urgence.

Ce qui ne faisait pas les affaires de Perry Farrell, ancien chanteur de Jane's Addiction. Avec ses tristes numéros de cirque, ses provocations d'enfant gâté, et surtout sa pénurie de titres identifiants, le concert de Perry Farrell fut l'antithèse de celui de Rage Against The Machine. Pourtant, il y a à peine cinq ans Jane's Addiction occupait exactement la position que tient aujourd'hui Rage, bataillant avec les censeurs et la Warner, pour qui le groupe enregistrait. Mais on ne surestimera jamais les capacités digestives de l'industrie du disque.

La journée de samedi était plus

anglaise, avec en vedette Siouxsie and the Banshees, et The The. Le premier groupe est le seul survivant de la première génération punk, celle des Sex Pistols, du Clash, de X-Ray SpeX. Si l'on comprend bien pourquoi ces groupes n'ont pas survécu, le concert des Siouxsie à Reading posait la question inverse : pourquoi cette musique en 1993 ?

Depuis ses débuts en 1976, le groupe a appris à jouer, Siouxsie à chanter. Il subsiste de cette époque héroïque une ambiance nocturne, gothique, assez plaisante, mais les arrangements, les mélodies, la pauvre mise en scène, sentaient la confection, l'absence d'idées autres que celle de continuer à tout prix.

The The ne courait pas le même danger. Matt Johnson, son batteur et seul membre permanent du groupe, doit faire passer un mes-

sage : tout va mal, à commencer par lui. Cette humeur noire a donné quelques grands disques : *Soul Mining*, *Infected*, mais aussi des moments d'une prétention insupportable comme *Dusk*, le dernier album du groupe. Heureusement, sur scène, Matt Johnson soutenu par un groupe impeccable, devant un beau décor de toiles ondulées et de verre brisé, a puisé dans tout son répertoire pour vaincre le froid qui, ce soir-là, s'est abattu sur les bords de la Tamise.

Le très riche menu dominical a permis entre autres de découvrir un aspect assez réjouissant du nouveau rock américain, la résurgence pop. Pouvaient se réclamer de ce mouvement le Julianne Hatfield Trio, les Lemonheads et les Posies. Julianne Hatfield, bostonienne, joue de la guitare, écrit et chante. Mal servie par une

rythmique lourdingue et une voix pas très expressive, Julianne Hatfield est une guitariste intéressante et un auteur malin. Moins pourtant qu'Evan Dando entre bostonien et leader des Lemonheads, qui confirmeront tout le bien qu'on avait pensé d'eux lors de leur passage aux Eurockennes de Belfort. Pendant ce temps sur la petite scène couverte, les Posies faisaient une formidable démonstration de pop énergique, propulsant des mélodies dignes des Mamas and Papas à coups de guitares furieuses.

On devait d'ailleurs retrouver Ken Stringfellow et Jon Auer, les deux guitaristes chanteurs des Posies, plus tard dans la soirée. Ils complétaient les effectifs de Big Star, groupe mythique (tout le monde en avait entendu parler, presque personne ne l'avait entendu) du début des années 70. De la formation originale demeurait le chanteur Alex Chilton, ex-enfant prodige de la pop, génie maudit, et le batteur Jody Stephens.

Il y a vingt ans, Big Star fut l'un des premiers groupes post-modernes recherchant les secrets d'une musique (la pop anglaise du milieu des années 60) à peine morte. Aujourd'hui Chilton n'est que l'ombre de lui-même, mais les chansons gardent la même puissance évocatrice, renforcée par le décalage infime qui les sépare de leur modèle.

Alors que les Posies tentaient religieusement de faire revivre la légende de Big Star, New Order concluait les festivités par un immense spectacle plein de lasers et de rythmes dansants, de mélodies mélancoliques et d'ennui très britannique. Mais il faut reconnaître que cet avis (quoiqu'il n'ait guère partagé sur la grande pelouse de Reading).

THOMAS SOTINEL

Edimbourg ville-spectacle

Suite de la première page

Résultat : près de deux millions de billets vendus, tous festivals confondus, soit un chiffre d'affaires de 48 millions de livres (417 millions de francs); treize mille représentations sans compter les animations de rue; neuf mille personnes qui assistent chaque soir au Tattoo; six cent mille tickets vendus en trois semaines pour le seul Fringe (on annonce 30 % de fréquentation en plus par rapport à 1992). Et trois cent mille personnes assisteront le 2 septembre au feu d'artifice de clôture. «Qu'est-ce que ce serait s'il fallait être bon ?», demande en souriant le patron d'un des six cents pubs de la ville où se prolongent tous les spectacles.

Au moindre rayon du (rare) soleil, Princes Street, l'artère principale qui sépare la «Old Town» de la «New Town», s'emplit de joueurs de cornemuse à chaque coin de rue, de bucciers autour de la statue de Walter Scott, de cracheurs de feu, guignols, joueurs de tambours, mimes... Un quartier entier se transforme en plateau Beaubourg. La pluie et le vent glacial refroidissent l'enthousiasme ? Le speaker du Tattoo proclame avec un certain humour : «Mesdames et Messieurs, j'ai le plaisir de vous annoncer que la soirée sera sèche.» Succès garanti.

Au commencement était la musique. Le Festival international a été créé en 1947 pour sortir l'Ecosse de l'isolement culturel de l'après-

guerre. Les chefs d'orchestre, formations et chanteurs les plus prestigieux ont fait la réputation d'Edimbourg : «Les conditions pratiques étaient difficiles, mais les plus grands se sont déplacés», se souvient Peter Diamond, aujourd'hui conseiller artistique de l'Orchestre de Paris, qui a dirigé le festival de 1966 à 1978. Bruno Walter, Karajan, Klempner, Cluini, Jessye Norman, les orchestres de Berlin ou de Vienne sont venus. Le théâtre (Ingmar Bergman, Giorgio Strehler...), la danse et les expositions ont emboîté le pas de la musique. Et Peter Diamond put quitter l'Ecosse avec un *Carmen* à la distribution légendaire : Abbado, Berganza, Domingo, Freni.

«En marge»

Aujourd'hui, le Festival international est moins international, et le «plateau» a perdu en prestige, «comme dans tous les festivals», affirme Peter Diamond. Les «vedettes» de l'édition 1993 sont Peter Stein (*Jules César* et *Falstaff*), Peter Sellars (*Les Perses*), Robert Lepage (*Le Châtelet de Barbe-Bleue* de Bartok et *Erwartung* de Schoenberg), Bob Wilson (*Docteur Foustus Lights the Lights*), le Mark Morris Dance Group, qui a déjà été présenté ailleurs. Et c'est une forte dominante britannique qui ressort à la lecture du programme (Scottish Opera, Welsh National Opera, Gate Theatre de Londres, The London Philharmonic, The Chamber Group of Scotland, etc.).

Edimbourg a des faiblesses, mais un atout maître : son ambiance. «Ici, il n'y a pas de place pour les snobs», affirme un mélomane. Peter Diamond aime rappeler qu'il n'a jamais réussi à faire que «les Ecossais s'habillent pour assister à un concert», et illustre ainsi l'esprit d'Edimbourg : «Arrivant en avance à un spectacle, Karajan m'avait demandé de lui trouver un coin tranquille pour ne pas être assailli par la foule. Je lui ai dit qu'il

n'avait rien à craindre. Pas une personne n'est venue l'importuner. Il n'avait jamais vu ça !» Et de conclure : «C'est un public simple, connaisseur, à l'opposé de celui de Salzbourg.» Les prix aussi sont à l'opposé de ceux de Salzbourg, cinq à dix fois moins chers. De 65 F à 280 F pour assister à un opéra, 120 F pour le *Jules César* de Peter Stein.

C'est ensuite le Fringe qui a fait parler de lui. Créé en même temps que le festival officiel, le «off» a grossi, grossi, devenant un véritable monstre. Fringe signifie «en marge».

On l'utilise aussi pour qualifier les spectacles amateurs. On apprécie l'ampleur du Fringe en jetant un oeil sur le *Daily Diary*, une simple feuille recto-verso imprimée sur papier bible où sont répertoriés les 1 200 spectacles quotidiens donnés par 550 compagnies, pour un total de 12 000 représentations en trois semaines (sans compter un programme spécial pour les enfants). La première commence à 9 heures le matin, les dernières se prolongent tard dans la nuit.

Comment trouver autant de «théâtres» pour jouer ? «Pensez à un lieu et quelquefois l'a investi», répond Faith Liddell, une des organisatrices. Tout est bon : magasins, galeries marchandes, halls d'immeubles, cafés, églises, cryptes, préaux d'écoles, tribunaux, tentes, greniers, bus, appartements, boîtes de nuit, side-cars et même... une brasserie. Ici c'est une vieille Fiat devenue caisse à distribuer les billets, là le siège des quakers, ou une loge celtique du seizième siècle, transformés en «espaces scéniques».

La règle est simple : n'importe qui a accès au Fringe contre la somme de 2 350 F. Au service des participants, soixante personnes s'activent au siège du «off», sur High Street, pour s'occuper de la publicité, des programmes, faciliter l'hébergement des troupes (10 000 personnes logent chez l'habitant). Le Fringe dispose d'un programme informatique qui permet de délivrer des billets pour les 1 200 spectacles. «Nous traitions de la même façon le théâtre de 2 000 places et les espaces minuscules. Et nous réservons aussi pour les festivals de jazz et de cinéma.»

Avec une pareille concurrence, tout est bon pour accrocher le public : déluge de tracts, performances dans la rue, graffiti, affichage sauvage. Les palissades chan-

gent de couleur toutes les deux heures. Mais rien n'est plus précieux qu'un «bon papier» dans *The Independent*, *The Guardian* ou *The Scotsman*, ce dernier proposant seize pages quotidiennes sur les festivals. Trois théâtres dominent ce fourmillement, rassemblant à eux seuls la moitié des 600 000 spectateurs : l'Assembly, le Gilded Balloon et Pleasance. Avec cinq salles, huit spectacles (autour de 30 francs), trente-cinq représentations par jour, des spectacles qui «tournent» toutes les heures, cinq caisses, une boutique de souvenirs, une exposition de bijoux, trois bars, deux restaurants et deux cents employés, l'Assembly évoque un supermarché du théâtre.

«Des histoires de tous les jours»

La grande majorité des spectacles proposés sont des one-man-show comiques. *The Guardian* a ainsi surnommé Edimbourg «Gag City». Ils ont pour nom Jack Dee, Jeff Groom, Lee Evans, Kevin Day, la plupart sont devenus vedettes de la télévision. Ils proposent *Une nuit avec Gary Lineker* (un footballeur), *La Vérité sur Shakespeare*, le *Portrait d'un serial-killer*, racontent «des histoires de tous les jours, très british, introduites», explique Tracey Fearnough, de l'Assembly. «Le public vient pour rire et pas pour penser. Certains débarquent une bière à la main et nous demandent de choisir le spectacle pour eux», ajoute une caissière du Pleasance.

A la direction du Fringe, on se dit agacé par ces lieux de comédie trop envahissants : «Allez plutôt dans les petits théâtres ! On y trouve le vrai Fringe.» Là, ont débuté Emma Thompson, Maggie Smith, Tom Stoppard, Alan Bennett, Donald Pleasance et bien d'autres. Là on trouve quatre cents pièces,

dont la moitié de créations et dix-huit de Shakespeare. Le meilleur est souvent dans les cinq salles de Traverse Theatre : par exemple, *The Ugly Man*, par une compagnie canadienne. Passion et humour, sexe et violence : du David Lynch sur scène.

Mais la loi du Fringe veut que le Traverse cotoie des spectacles moyens, insolites ou fort médiocres. «Il faut une semaine pour faire le tri», reconnaît un habitué, entre les chansons italo-écossaises dans une épicerie fine, l'initiation à la culture du Bangladesh et aux danses du ventre.

Côté arts, la sérieuse Edinburgh Photographic Society propose la plus pitoyable exposition qui soit ; mais on peut voir au même moment *The Waking Dream*, une merveille d'exposition de photos historiques. Même chose pour le Festival de cinéma : beaucoup parmi les 250 films ont déjà été montrés dans d'autres festivals, mais la sélection, à forte dominante anglophone, permet tout de même de découvrir le nouveau film de Derek Jarman, *Blue*, ou de Lindsay Anderson, *Is That All There Is?*

Voilà pourquoi l'Observer a écrit que le Fringe va devoir «gérer l'anarchie». Trop de spectacles, trop de festivals en même temps ? Des représentations ont lieu devant trois à cinq spectateurs, d'autres ont dû être annulées. Mais le Tattoo déplace des cars de tour-opérateurs, la popularité du Fringe ne se dément pas, ni le prestige du Festival international.

Et la ville elle-même ajoute sa magie : à minuit pile, sur la colline de Carlton Hill, une adaptation d'*Electre*. En procession, les spectateurs sont invités à suivre dans les jardins et les herbes hautes une vingtaine d'acteurs, jongleurs et musiciens. Deux heures de balade nocturne, tambours et accordéons lancinants, déclamations tonitruantes dans le vent tourbillonnant, poupées incendiées, jeux de lumières avec torches, jeunes filles

«égorgées», apparitions sur les temples d'amour. La mise en scène et le jeu sont médiocres, mais pas importe. Comment résister à une ville en plein chaos ?

MICHEL GUERRIN

► Festival International d'Edimbourg, jusqu'au 4 septembre (tél. : 18-44-31-226-4001). Fringe, jusqu'au 4 septembre (226-5257). Tattoo, jusqu'au 2 septembre (225-1188).

LETTRES

Mort de l'historien anglais Edward P. Thompson

L'historien britannique Edward Palmer Thompson, auteur notamment d'un important ouvrage sur la formation de la classe ouvrière anglaise, est mort samedi 28 août, à l'âge de soixante-neuf ans.

(Né le 3 février 1924, Edward P. Thompson adhéra à dix-huit ans au Parti communiste, dont il s'écarta après 1956. Socialiste et humaniste, il fut toute sa vie un militant pacifiste résolu. En avril 1980, il participa à la création du Mouvement pour le désarmement nucléaire européen. Sa préoccupation sociale, l'engagement éminent dans ses travaux d'historien. Après divers ouvrages, dont une biographie de William Morris en 1955, il publia, en 1963, son livre majeur, *The Making of the English Working Class* (1). Se démarquant des thèses strictement marxistes et d'un économisme simpliste, Thompson présente avec chaleur l'émergence, en Angleterre, de la classe ouvrière en termes d'expérience partagée et analyse la conscience de classe comme la traduction culturelle de cette expérience.)

(1) Publié en français sous le titre *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, «Hautes Etudes», Gallimard-Le Seuil, 1988.

Paris retrouve ses folies.

Alfredo Arias sous les folies

Folies Bergère 42467777

26 JUIN 1993

MARDI

CULTURE

PATRIMOINE

Au secours, Balzac!...

Levée de boucliers contre un projet d'autoroute contesté à Langeais

Pour qui l'aurait oublié, l'Histoire des treize, trilogie balzacienne dont la Duchesse de Langeais est le roman le plus connu, sinon le plus réaliste, met en scène une grosse douzaine de personnages diversement sympathiques, décrits par leur illustre auteur comme « assez forts pour se mettre au-dessus des lois », ou encore comme des individus « n'obéissant qu'à la conscience de leur nécessité », « froids et railleurs, souriant et maudissant au milieu d'une société fautive et mesquine ». Cyniques en un mot, et sachant se servir des lâchetés et intérêts du monde... Il fallait tous ces ingrédients en effet, et Balzac eut la manière de prescience, pour en arriver au nouveau drame, dont Langeais, la ville, pas la duchesse, s'apprête à être l'héroïne.

Petite ville de quatre mille âmes, perle fragile de la Touraine, en bord de Loire, dominée par le superbe château de Louis XI, Langeais, qui souffrait déjà d'une voie ferrée typique de l'atavique indifférence des ingénieurs français, va en effet être définitivement coupée de son fleuve par une singulière autoroute, joignant Angers à Tours. Tout destinait pourtant cette voie rapide à un tracé plus raisonnable à l'intérieur des terres, dit tracé Nord 2, c'était l'existence de quelques intérêts particuliers apparemment supérieurs à l'intérêt général.

Aussi est-ce bien entre ville et fleuve que devrait être construite à grands frais l'autoroute, selon une méthode qui en fera inévitablement ce que Patrick Breouze, le maire de Saint-Denis, connaissait en la matière, définissait il y a peu comme « une blessure urbaine, une blessure humaine ».

Le principe de la liaison Angers-Tours avait été acquis, après des années de tergiversations. Ces discussions comme toute classiques portaient sur l'utilité même d'une telle voie rapide, qui, au-delà de Tours, devait relier Angers à Vierzon, et sur sa nature (route express à deux fois deux voies ou véritable autoroute). Mais elles portaient

aussi, comme il se doit, sur un tracé qui, empruntant la vallée de la Loire, devrait se livrer à un inévitable slalom pour éviter de refaire au patrimoine national le coup de la centrale nucléaire de Chinon.

On ne va pas ici entrer dans le détail complexe des interventions qui ont conduit Michel Rocard, alors premier ministre, à signer la déclaration d'utilité publique entraînant par le décret du 7 janvier 1991 cette version aberrante que le Conseil d'Etat et le bon sens réunis avaient pourtant une première fois rejetée (le Monde du 19 décembre 1990, et daté 13-14 janvier 1991). Or, alors même qu'on pensait acquis le choix de la sagesse, les jeux se faisaient selon une combinaison bien différente. Ainsi l'Elysée avait-il reçu une lettre datée du 26 novembre 1990 et signée de Georges Touzet, directeur de l'Office national des forêts (ONF), présidé par Jean-Louis Bianco, alors secrétaire général de la présidence de la République.

Les amitiés du «château»

Heureux hasard! Car Georges Touzet possède justement une propriété à quelques centaines de mètres du tracé Nord 2... La situation fera aujourd'hui sourire les habitants de la Drôme, où le tracé du TGV avait déjà incongrûment fait jouer les amitiés du «château», comme on appelle aussi l'Elysée, pour Henri Michel, maire de Suz-le-Rousse, ville elle aussi réputée pour son remarquable château.

Les arguments de M. Touzet étaient passablement bâtifs. Ils semblaient avoir cependant eu au moins autant de poids que la passion d'André-Georges Voisin, ex-président du conseil général d'Indre-et-Loire, pour ces quatre-vingt-cinq kilomètres de ruban routier. Et ils ont en tout cas conduit le premier ministre d'alors à signer la déclaration d'utilité publique les yeux fermés, comme il le suggérera en 1992, disant ignorer l'existence de problèmes relatifs au tracé.

L'histoire ne fait pas rire, mais pas du tout, les associations locales, notamment SOS-Val de Loire et Loire vivante, qui se battent contre le tracé Nord sans remettre en cause le principe de la liaison rapide, situation que l'on trouve au tunnel du Somport. Elles ont beau avoir réduit à l'état d'ectoplasmes les arguments très majoritairement vaxaux du directeur de l'ONF, elles se sont heurtées à une fureur toute balzacienne d'indifférence politique et administrative, à quelques nobles exceptions près.

Un point de non-retour

Aussi ce sont-elles venues aujourd'hui à considérer la situation comme désespérée et sentent-elles les bras levés devant ces arguments ultimes, que ne manqueront pas de jeter dans la balance, si on le leur demande, le constructeur et gestionnaire Cofiroute ou les techniciens des Ponts et Chaussées; risqués de retard, situation dramatique des entreprises de travaux publics, et l'inévitable point de non-retour qu'auraient atteint les études, l'irréversibilité, en bref, du béton programmé. Qui ne connaît cette désespérante musique? D'autres associations nationales, comme la Ligue urbaine et rurale, Vieilles Maisons françaises, la Demeure historique, la FNASSEM, etc., ont beau s'être portées au secours des associations locales, il semble bien que Cofiroute ne puisse envisager de dévier sa course folle d'un pouce, et doit, sauf miracle de la cobebitation, se plier à cet intérêt supérieur, dont Honoré de Balzac s'amusa tant à décrire la réalité des rouages.

Donc, au prétexte que ce bel ouvrage de génie civil effleurerait sur feu son trajet Nord 2 la forêt de Rochoecotte (un motif qui lui-même ne tient guère) et liquiderait quatorze maisons, ce qui est certes navrant, il apparaît acquis que le bord de Loire sera définitivement meurtri sur plusieurs kilomètres. Un paysage célèbre sera définitivement mutilé, quatre-

cent-soixante-dix-huit maisons ou bâtiments seront rasés de la carte, et Langeais enfin sera brutalement séparée de son fleuve, alors que partout ailleurs, de Valence à Bordeaux, les villes cherchent à retrouver ces cours d'eau que l'histoire économique leur avait confisqués.

Et que ceux des habitants de Langeais qui espèrent précisément une manne économique-touristique de cette muraille d'automobiles ne se fassent pas d'illusions. Le château édifié par Louis XI restera peut-être ce qu'il est, mais la valeur du paysage et l'intérêt touristique de la ville seront à tout jamais gommés. Quant à la valeur vénale des propriétés languisiennes, elle subira ce que subissent tous les édifices en bord d'autoroute, grandes surfaces et fast-foods exceptés... L'Histoire des treize, en somme, n'a pas trouvé sa fin.

FRÉDÉRIC EDELMANN

► Pour plus de détails concernant l'affaire de Langeais : SOS-Val-de-Loire, Châtaufort, 37130 Langeais. Tél. : (18) 47-86-85-75.

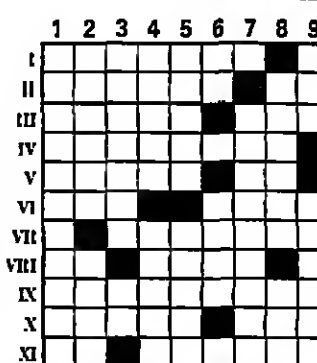
► Loire vivante Touraine, Melson de la Loire, 80, quai Albert-Beillet, 37270 Montlouis. Tél. : (18) 47-63-29-89.

◊ Le kabuki à la Renaissance. — Les 1^{er} et 2^e septembre à 20 h 30, le chorégraphe Shiro Daimon organise deux soirées consacrées au kabuki, l'une des plus célèbres formes de théâtre traditionnel japonais. Le programme comprend également une discussion avec Marcel Marceau sur les différences et les points de rencontre entre le mime et le kabuki, un documentaire sur une école de kabuki et une démonstration de l'onagata (acteur interprétant les rôles de femme) Nakamura Kamejono.

► Locetinn 42-02-32-82 et 42-08-18-50.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6116



HORIZONTALEMENT

1. Quand on l'a tout, il y a évidemment de quoi être satisfait. — 2. Le masque de fer. Partie du dominos. — 3. Le mot de la fin. Ve ventre à terre. — 4. Annonce comme par un dieu. — 5. On y adorait un dieu solaire. Adverbe. — 6. Qui ne prête pas à confusion. Certains sont à cheval. — 7. Peut accompagner les légumes. — 8. Symbole. Peut servir à le tête du petron. — 9. Dont l'effacement durera toujours. — 10. Qui n'a besoin d'aucun soin. Blanc, pour l'innocent. — 11. D'un auxiliaire. A la vie dure.

VERTICALEMENT

1. Est plus sobre que la mule. — 2. Paut apparaître après coup. Un

animal très mou. — 3. Peut être assimilé à un abus de confiance. Adverbe. — 4. Supprimées. Un endroit où l'on se fait vraiment suer. — 5. Celui qui voudrait nous dépasser. Bien nettoyés. — 6. Apparu. Fit son trou. — 7. Peut être assimilé à un chef d'atelier. — 8. Région où le grain et l'essence sont particulièrement rares. N'est plus d'ins. — 9. Entre dans les boîtes quand il est anglais. La Luna.

Solution du problème n° 6115

Horizontalement

1. Insubmersible. — 2. Neutre. Tuile. — 3. Tri. Étoile. Ile. — 4. Avarissement. — 5. Ru. Etéons. Cél. — 6. Infers. M. Ems. — 7. Sa. Su. Enfers. P6. — 8. Mer. Seing. Jo. — 9. Amers. Omet. Club. — 10. Bu. Ypérte. — 11. Livia. En. Elders. — 12. Edesse. Terser. — 13. Ale. Rue. — 14. Froufroutement. — 15. Lieu. Eese. Rares.

Verticalement

1. Interdisseables. — 2. Nervure. Muid. Fi. — 3. Sue. Me. Verre. — 4. Ut. Resservis. Ou. — 5. Bret. — 6. Esed. — 7. Métier. Eite. — 8. Ost. Esopé. Ers. — 9. Reisonnement. Os. — 10. Lénifier. Erue. — 11. Itemis. Entier. — 12. Bude. Erg. Tisser. — 13. Li. Norms. Cède. Ma. — 14. Éites. Il. Erer. — 15. Pou. Una. — 16. Oseilla. Bassats.

GUY BROUTY

LOTTO SPORT N° 37

RÉSULTATS OFFICIELS

1^{er} 47 1870 F
2^e 3 370 F
3^e 210 F
4^e 875 F

8

MATCHS DU JOUR

1^{er} 17-18 10 F
2^e 17-18 10 F
3^e 17-18 10 F
4^e 17-18 10 F
5^e 17-18 10 F
6^e 17-18 10 F
7^e 17-18 10 F
8^e 17-18 10 F
9^e 17-18 10 F
10^e 17-18 10 F

LOTTO SAMEDI 28 AOÛT 1993

1^{er} 15 17 21 35 47 2

2^e 6 8 17 32 33 5 F
3^e 14 85 590 F
4^e 12 3 785 F
5^e 43 01 122 F
6^e 15 15 F

20H35

1^{er} 18 27 28 30 37 49 25

2^e 6 2 31 979 665 F
3^e 13 99 175 F
4^e 58 6 795 F
5^e 30 816 186 F
6^e 612 641 18 F

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

26 JUIN 1993 400 000 SPECTATEURS ENTHOUSIASTES A NEW YORK!

**Diffusion
du concert
PAVAROTTI
à Central
Park**

MARDI 31 AOÛT 21 H - 22 H SUR

RTL

كلمة من لعل

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 de Belgique

Le deuxième titre de Renault excite les convoitises

Déjà vainqueur, deux semaines plus tôt à Budapest, le Britannique Damon Hill (Williams-Renault) a récidivé, dimanche 29 août, sur le circuit de Spa-Francorchamps, en s'imposant dans le Grand Prix de formule 1 de Belgique. Ce succès, complété par la troisième place d'Alain Prost derrière l'Allemand Michael Schumacher, permet à Williams-Renault de s'assurer, pour la deuxième année consécutive, le titre mondial des constructeurs le jour de la cinquantième victoire de la marque française en formule 1.

SPA-FRANCORCHAMPS

de notre envoyé spécial

Né à Liège, à une trentaine de kilomètres du circuit de Spa-Francorchamps, Georges Simonon avait pu suivre l'un de ses romans dans le cadre du Grand Prix de Belgique. Chaque fin d'été, la quiétude des forêts de chênes, de bouleaux et d'épicéas qui couvrent les collines des Hautes Fagnes est troublée par le rugissement strident des formules 1. Tandis que les pilotes testent leur courage à l'eau rouge, une course à gauche située en bas d'un toboggan dévalé à quelque 300 km/h qui les propulse, dans une gerbe d'étincelles, sur un raidillon qui se dresse devant eux comme un mur, les « décideurs » de la formule 1 mettent souvent à profit ce Grand Prix pour faire ou défaire les alliances en vue de la saison suivante.

Habitué à déceler les nostalgies invouées ou les haines cachées sous les relations quotidiennes, Maigret n'aurait pas été trop dépaycé en formule 1, un microcosme doré exacerbant les rivalités, les jalousies ou les convoitises à l'abri des luxueux « motorhomes ». Au gré des entrevues discrètes, des petites phrases habilement distillées ou des rumeurs vite gonflées par un bataillon de journalistes transformés en Sherlock Holmes, le célèbre commissaire aurait pu tenter de dénouer ces intri-

gues et deviner quel pourrait être l'échiquier de la formule 1 en 1994. Depuis qu'il a permis au Britannique Nigel Mansell et à l'écurie de Frank Williams d'obtenir les titres mondiaux 1992 après une insolente domination, l'ajet de toutes les convoitises est le moteur V 10 de Renault. Cette supériorité a été une nouvelle fois confirmée à Spa-Francorchamps où Alain Prost a mené la course jusqu'au trente et unième des quarante-trois tours avant d'être relégué par Damon Hill après son deuxième changement de pneu. Ce cinquantième succès d'un moteur Renault en formule 1 (vingt avec le V6 turbo de 1979 à 1986 et trente avec le V 10 atmosphérique depuis 1989) assure à l'équipe franco-britannique un deuxième titre mondial des constructeurs consécutif, alors qu'il reste encore quatre grands prix à disputer.

Vendu à prix d'or

Offert depuis 1989 à l'écurie Williams, partenaire privilégié de Renault en formule 1, et vendu à prix d'or (12 millions de dollars, soit 72 millions de francs) à Ligier depuis 1992, le V 10 Renault est plus que jamais l'objet des convoitises de deux autres grandes écuries de formule 1 : Benetton et McLaren. A l'occasion du Grand Prix de Monaco (23 mai), Patrick Faure, président de Renault Sport, avait mis fin aux espoirs des clients potentiels en affirmant que les deux contrats en cours avec Williams et Ligier seraient respectés, et qu'il était exclu de fournir le moteur à une troisième écurie en 1994. « Tant qu'on nous demandera de viser le titre, il est hors de question de dispenser nos efforts », affirmait alors Bernard Dudot, directeur technique de Renault Sport.

Depuis, Max Mosley, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), et Bernie Ecclestone, directeur de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA), ont multiplié les initiatives pour réduire les coûts et les écarts entre les écuries et tenter d'améliorer ainsi le spectacle. Après de longues tractations, McLaren et Williams ont déjà

dû accepter, contre leur gré, la limitation des systèmes de gestion électronique (interdiction des suspensions actives, des systèmes d'antiblocage et d'antipatinage des roues) dès la saison prochaine.

Le marché allemand

D'ordinaire plus discret, Bernie Ecclestone multiplie aussi les manœuvres en coulisse et les déclarations publiques pour inciter Renault à changer de politique en 1994. « Renault a tiré beaucoup de la formule 1 en termes de publicité, affirme-t-il. Il est temps de remonter l'ascenseur. Si Renault occupait de fournir McLaren ou Benetton, au lieu de deux, je serais le plus heureux des hommes. Nous aurions un spectacle fantastique et ce serait le meilleur pilote qui gagnerait... » Coïncidence ou moyen de montrer sa détermination ? Alain Prost a fait l'objet d'applications pointilleuses des règlements avec des arrêts de 10 secondes imposés dans les Grands Prix de Monaco et d'Allemagne.

« La meilleure réponse que nous pouvions apporter était, d'abord, d'être champions pour la deuxième année consécutive malgré ces petites tracasseries », disait Patrick Faure, venu reprendre contact avec le milieu de la formule 1 à l'occasion du Grand Prix de Belgique. Le vice-président de Renault ne négocie pas toutefois les motivations de Bernie Ecclestone. « Je comprends le souci légitime des responsables de la FISA et de la FOCA d'améliorer le spectacle en formule 1, dit-il. Nous sommes prêts à y contribuer, mais il y a d'autres solutions que de fournir obligatoirement une troisième équipe. Lorsque Honda était champion du monde, leurs efforts étaient concentrés sur une seule équipe. Ferrari envisage de garder ses moteurs pour son seul usage la saison prochaine. A ce jour, notre politique n'a pas changé. Nous travaillerons avec Williams et Ligier en 1994. »

Le Grand Prix de Belgique a pourtant permis à Patrick Faure de poursuivre certaines discussions, voire des négociations, engagées par Christian Cantzen, le directeur de Renault

Sport. « La fourniture de notre moteur à une troisième équipe nous poserait de nouveaux problèmes techniques, financiers et au niveau de notre communication, mais elle ne présente pas que des inconvénients, reconnaît le vice-président de Renault. Nous allons analyser la situation et nous ferons connaître notre décision courant septembre. »

Si Renault devait équiper une troisième écurie, l'usine de Viry-Châtillon continuerait à construire et à développer le V 10 et à le fournir à Williams, tandis que Mecachrome, un sous-traitant, se chargerait du montage et de la maintenance des versions « clients ». Même facturée à 12 millions de dollars, la fourniture d'une troisième équipe représenterait un investissement plus important. Mais c'est surtout en termes de communication que le constructeur français devrait bouleverser sa stratégie axée sur un biphème Williams-Renault dominant tous ses adversaires, sur le lancement d'une série sportive Clio-Williams, et sur le « retour » d'Alain Prost après la première expérience non couronnée par un titre mondial entre 1981 et 1983.

Benetton et McLaren ne manquent certes pas d'arguments. Avec Michael Schumacher, Benetton pourrait permettre à Renault de renforcer ses positions en Allemagne, qui est déjà son premier marché à l'exportation. Son réseau mondial de distribution pourrait permettre d'amplifier les retombées des succès. McLaren peut opposer son extraordinaire palmarès dans les années 80, le concours de la filiale Tag Electronics et la présence éventuelle d'Ayrton Senna.

La multiplication des signes de mauvaise humeur du Brésilien à Spa-Francorchamps laisse, en effet, penser que sa confiance dans un nouveau venu de l'écurie britannique est l'obtention du V 10 Renault. En cédant aux sollicitations de Bernie Ecclestone, de Benetton ou de McLaren, Renault prendrait toutefois un gros risque : celui de menacer une collaboration jugée exemplaire avec Williams.

GÉRARD ALBOUY

Lire aussi page 21

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Deux retraités et une martyre

L'Américain Jim Courier et l'Allemande Steffi Graf sont les deux têtes de série numéro un des Internationaux de tennis des Etats-Unis qui se disputent à New-York du lundi 30 août au 13 septembre. Cette édition est marquée par l'absence de John McEnroe et Jimmy Connors. Les deux enfants du pays qui ont forgé la légende de l'US Open ont pris leur retraite. Monica Seles, qui n'est pas remise de l'agression dont elle a été victime le 30 avril à Hambourg, ne pourra défendre son titre qu'elle avait remporté en 1991 et 1992.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Le dimanche qui précède les Internationaux des Etats-Unis est consacré à la fondation Arthur Ashe contre le sida. Sur les courts de Flushing Meadow, quelques stars viennent disputer un tournoi-éclair au tie-break. Avant la bataille, André Agassi a pu mesurer sa cote de popularité et l'effet de ses pas sur les jeunes Américaines. John McEnroe a fait ses adieux à New-York. Comme Jimmy Connors, il a pris sa retraite. Avec l'absence des deux gauchers voutés et géniaux, qui ont enflammé Flushing Meadow depuis 1970 pour Connors, et depuis 1977 pour McEnroe, la fièvre est tombée.

John McEnroe parti potasser ses fiches - il commentera le tournoi pour une chaîne câblée américaine - l'après-midi dominical s'annonçait tranquille dans la torpeur new-yorkaise. Alors, l'animateur de l'exhibition a remarqué une femme dans la foule et lui a tendu son micro. D'une voix mal assurée, Monica Seles a juré qu'elle reviendrait défendre ce titre de l'US Open qu'elle a gagné en 1991 et 1992. C'était crue de la voir dans les gradins, habillée en « civil », regretter de ne pas pouvoir se battre bien malgré elle. Monica Seles ne s'est toujours pas remise de l'agression dont elle a été victime

le 30 avril au tournoi de Hambourg. Le public lui a réservé une ovation.

En quatre mois, la championne du monde 1992 a troqué son image de petite peste invulnérable pour celle de martyre. Le 30 avril, alors qu'elle est en train d'étriller la Bulgare Magdalena Maleeva, elle est poignardée par un déséquilibré qui voulait que Steffi Graf retrouve la place de numéro un mondiale que Seles lui avait ravie. Blessée à l'épaule gauche, Monica Seles, avant Flushing Meadow, a une nouvelle fois dû déclarer forfait et manque son troisième tournoi du grand chelem, cette année, après Roland-Garros et Wimbledon.

« J'ai

tout perdu »

Personne n'a voulu croire à une aussi longue absence. On a parlé de mauvais rêve. On a dit que la joueuse retournerait vite semer sa terreur sur les courts. On l'avait attendue jusqu'au dernier moment à Wimbledon. A New-York, il faudra se passer de ses contremains qui rivalisaient avec le vomissement des avions qui atterrirent sur l'aéroport, tout proche, de La Guardia. Pire, aujourd'hui, personne n'ose parier que Seles redeviendra un jour ce qu'elle a été, une mangrove de titres, une championne du monde, l'ogresse qui a dominé le tennis féminin de la tête et des épaules pendant trois ans. Avant le drame, elle venait de remporter une troisième victoire consécutive aux Internationaux d'Australie, en janvier, s'en allait vers un triple à Roland-Garros et, pourquoi pas, vers une victoire qu'elle n'avait jamais goûtée, à Wimbledon.

Mercredi 25 août, avant d'apparaître dimanche en public, elle était sortie d'un silence de quatre mois, accordant un entretien à la chaîne américaine ABC qui l'a diffusé à une heure de grande écoute. Le réveil a été brutal. La joueuse a avoué qu'elle n'avait pu toujours pas se remettre de la raquette. Relâchée par toutes les télévisions du pays depuis quatre jours, ces images ont bouleversé les Américains. Pelotonné dans un fauteuil d'osier, dans sa maison de Long-Beach, en Floride, Monica Seles s'est longuement confiée, ponctuée son discours par un rire plus confus que gai. Ses yeux encore agrandis par le choc trahissaient l'émotion et la détresse. « Une jeune fille de dix-neuf ans qui comprend rien de la haine. »

« J'ai tout perdu, a-t-elle expliqué. Je dois repartir de zéro et il me faudra du temps pour retrouver un bon niveau. Dès que je serai capable de tenir une raquette et de frapper dans une balle, je m'exprimerai de la joie. » La blessure est grave, une entaille d'un centimètre et demi derrière l'omoplate, mais c'est l'équilibre psychologique de la joueuse qui inquiète les médecins. Ils ont prescrit une psychothérapie. La joueuse souffre en effet d'une névrose post-traumatique et se sent plus vulnérable, elle qui affichait une arrogance de diva et ne craignait aucune adversaire.

Le retour de Mats Wilander

Monica Seles a bien vite été oubliée par ses concitoyens. Si toutes les joueuses étaient tombées d'accord pour que l'association du tennis féminin (WTA) lui accorde une victoire honorifique à Hambourg et donc des points pour le classement mondial, elles ont ensuite refusé que le traitement de faveur se poursuive pour lui permettre de conserver un rang honorable pendant sa convalescence. La jeune fille originaire de l'ex-Yougoslavie reste numéro deux mondiale, mais plus pour longtemps. De son absence, les Américains se consolent en attendant un tournoi qui sera plus ouvert. Redevenue numéro un, Steffi Graf est une favorite parmi d'autres. Récemment blessée au pied et à l'épaule, elle n'est pas invincible.

Consolation, aussi, le retour surprise de deux Suédois. Mats Wilander, qui se morfondait dans sa retraite monégasque, dispute à New-York son premier tournoi du grand chelem depuis juin 1991. Classé 562^e mondial, l'ancien numéro un dispose d'une invitation. Quant à Michael Pennfors, lui n'est pas resuscité. Finaliste à Roland-Garros, en 1986, il avait disparu du circuit, victime de nombreuses blessures. Il est remonté de la millième à la 38^e place grâce, notamment, à une récente victoire au tournoi de Montréal. Avec sa « gueule » de GI survolté, Pennfors souhaite rivaliser avec Andre Agassi, faire monter la fièvre à Flushing Meadow et faire chavirer, lui aussi, le cœur des Américaines.

BÉNÉDICTE MATHIEU

CYCLISME : les championnats du monde

Lance Armstrong entre les chutes

L'Américain Lance Armstrong a remporté les championnats du monde de cyclisme sur route, dimanche 29 août à Oslo, devant l'Espagnol Miguel Indurain et l'Allemand Olaf Ludwig, en terminant une course disputée sous la pluie et marquée par de nombreuses chutes. La Française Jeannie Longo n'a pas réussi à gagner son cinquième titre : elle s'est classée deuxième de la course féminine derrière la Néerlandaise Leontien Van Moorsel.

Malgré la pluie, malgré un circuit transformé en patinoire, où beaucoup de favoris auront perdu leurs espoirs dans des chutes, le titre de champion du monde de cyclisme sur route n'a pas été attribué au hasard. Il est revenu à un jeune athlète américain de vingt et un ans qui aura su se servir de son physique d'ancien triathlète, formé à l'école de la natation, pour se relever de deux chutes et s'imposer seul devant deux des plus beaux gabarits du cyclisme professionnel : l'Espagnol Miguel Indurain et l'Allemand Olaf Ludwig. « Je n'ai pas de regrets », a ainsi déclaré le vainqueur du Tour, auteur de sa meilleure performance dans un championnat du monde, Armstrong étoilé le plus fort.

Le jeune Texan a débarqué en force sur la planète cycliste, dès sa première saison complète chez les professionnels. Il y a entamé sa carrière après sa décevante quatrième place des Jeux olympiques de Barcelone, où sa course avait été suivie en permanence par une équipe de télévision américaine, et s'est très vite imposé par son tempérament de fonceur. Jusqu'à sa victoire dans la quatorzième étape du dernier Tour de France, à Verdun, avant un abandon programmé à la sortie des Alpes. Dix ans après le sacre mondial d'un autre jeune Américain, Greg LeMond (vainqueur en 1983 et 1989), à qui il ressemble, Armstrong a donné aux Etats-Unis un troisième titre mondial. Cette fois, il a contrôlé sa fougue habituelle et attendu le bon moment pour s'engager à fond dans une course marquée par d'innombrables chutes.

C'est dans l'avant-dernier tour

que le futur champion est sorti dans le sillage d'Indurain à la poursuite d'un trinôme de l'italien Claudio Chiappucci, du Néerlandais Frans Maassen et du Français Gérard Fauré. Après le regroupement de dix coureurs, il a produit un nouvel effort pour rattraper le Norvégien Dag-Orto Lauritzen, transcendé devant son public.

Mais ce n'est qu'à 13 kilomètres de l'arrivée, au pied de la seconde côte d'un circuit peu accidenté, que le jeune coureur d'Austin s'est enfin détaché. De sept secondes, son avance a augmenté ensuite jusqu'à lui permettre d'exprimer sa joie dans la dernière ligne droite, d'agiter les bras et de lancer des baisers au public en attendant d'embrasser sa mère. « Je ne peux toujours pas croire que j'ai gagné. C'est une sensation incroyable. J'étais persuadé qu'il y avait encore beaucoup de chemin à faire avant d'arriver là », a déclaré l'Américain, qui retenait ses larmes sur le podium.

Pour les tifosi, venus en nombre assister à ces championnats, la journée aura, en revanche, paru amère. Ils ont vu Moreno Argentin abandonner sur chute avant la mi-course et la tenant du titre, Gianni Bugno, paralysé par la peur de la chute, s'arrêter à deux tours de la fin. La squadra d'Alfredo Martini a été décimée par les chutes, tout comme l'équipe de France de Bernard Hinault, où seul Gérard Rué a survécu en se classant huitième. — (AFP).

Privés de vent, les vingt-quatre skippers encore en course en Manche, pour la dernière étape de la Solitaire du Figaro, avaient du mal à rallier le port de Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor). Les deux leaders de l'épreuve, Dominique Vittel sur O'FM-Finot et Jean Le Cam sur Guy-Cottet, étaient attendus dans la journée de lundi.

SAINT-QUAY-PORTRIEUX

de notre envoyé spécial

Mer d'huile, plein soleil, pas même une brise sur la Bretagne nord. En un mot, la météo. Le vent aura été le grand absent de la vingt-quatrième Solitaire du Figaro. A Saint-Quay-Portrieux, où l'arrivée est sans cesse repoussée, organisateurs et touristes s'alignent les yeux dans la contemplation d'un horizon désespérément vide, d'annémoyères irrémédiablement amorphes.

Les météorologues mettent en cause un petit anticyclone. Depuis trois jours, il a enfilé dans ses rets les vingt-quatre concurrents. A terre, la torpeur s'installe avec le sentiment que la Solitaire se transforme en croisière sans nuit. En mer pourtant, sous les voiles flaquées et les spinnakers dégonflés, sur des ponts baignés d'un soleil qui invite à la sieste, la course fait rage. Des bateaux presque immobiles, quand ils ne reculent pas avec le courant, se livrent une lutte acharnée pour saisir la moindre brise, happer la risée providentielle ou la coulée d'air qui aspirera le

VOILE : la Solitaire du « Figaro »

Des nuits sans vent

bateau vers la victoire. « La Solitaire, c'est une course de mental, affirme Damien Gilman, un ancien participant. C'est plus difficile encore quand il n'y a pas de vent. » C'est d'abord une guerre contre soi-même : les quatre étapes durent chacune de trois à cinq jours, durant lesquels les concurrents ne dorment pas plus d'une heure trente par jour, en moyenne.

Tous ont le même bateau, un first-class solo de neuf mètres quatorze. « Nous pourrions courir sur des bagnoires », proclame Damien Gilman, l'intérêt de la course serait tout aussi grand. Car, à armes égales, c'est le navigateur le plus expérimenté qui l'emporterait, celui qui sera resté le plus vigilant pour « toucher le vent », à tout moment du jour ou de la nuit. Marc Thieriezin, qui pouvait espérer figurer sur le podium, en a fait l'expérience. En s'assoupissant pendant trois heures, il a perdu son cap et laissé filer sa chance.

Les navigateurs ont donc appris à gérer leur sommeil pour se reposer quand le temps le permet, récupérer en quelques minutes après des heures passées à la barre. « Il existe des portes d'entrée du sommeil », explique Jean-Yves Chauve, le responsable du service médical de la course. Depuis plusieurs épreuves, il étudie la physiologie du sommeil lors des courses au large. Les navigateurs expérimentés ont appris à s'assoupir vingt minutes quatre à cinq fois dans la journée. « En période de privation de sommeil, poursuit Jean-Yves Chauve, le cerveau apprend à contourner les phases d'endormisse-

ment et de réveil, et favorise le sommeil lent profond, celui qui permet la récupération physique. » S'il n'est respecté pas ces phases, le navigateur s'effondre, la perception visuelle s'altère, et la réverbération peut faciliter les hallucinations.

A l'étape, il suffit d'une nuit pour que le cerveau se réorganise. Sur la course, tout excitant, y compris le café, considéré comme un dopant, est proscrit. Le réveil doit impérativement être spontané, sinon le dormeur peut ressentir un malaise pendant plusieurs heures. « C'est un peu comme la plongée à grande profondeur, il faut laisser le temps au cerveau de remonter vers l'éveil », précise Jean-Yves Chauve. Au cours d'expérimentations menées sur des navigateurs volontaires - ils portaient jusqu'à neuf électrodes sur la tête, - il a pu établir que le cycle de sommeil avait une remarquable stabilité, se situant autour de dix-huit minutes.

Des industriels sont intéressés par ces observations, susceptibles d'applications dans le travail de nuit. Cette année, l'Aérospatiale s'est associée à une enquête qui porte sur la diététique et son influence sur le sommeil des concurrents.

Dominic Vittel, privé de la victoire l'an passé, à cause d'un démaillage près de l'île d'Yeu, tente d'oublier ces contraintes et se hâte vers la victoire. Un facteur que les scientifiques auront bien du mal à mettre en équation, le maintien en éveil de la motivation. « Quand on est en tête, on ne s'endort pas, il est impossible de s'endormir. »

HERVÉ MORIN

Les résultats

Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Renault, 129 points (champions du monde); 2. Benetton-Ford, 60; 3. McLaren-Ford, 58; 4. Ligier-Renault, 21; 5. Ferrari, 14.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Système journée)

*Cannes et Sochaux... 1-1
*Saint-Etienne et Bordeaux... 0-0
*Auxerre et Lyon... 0-0
*Nantes et Montpellier... 0-0
*Marseille et Metz... 1-0
*Strasbourg et La Havre... 1-1
*Paris-SG et Caen... 2-0

Angers b. Lens... 1-0
Toulouse et Lille... 1-1
Classement : 1. Cannes, 9 pts; 2. Bordeaux et Nantes, 8; 4. Metz, 6; 5. Sochaux, 5; 6. Strasbourg et Marseille, 4; 7. 11. Sochaux, 6; 12. Saint-Etienne, Metz, Angers et Caen, 5; 18. Lille, Lens, La Havre, Montpellier et Toulouse, 4.

CYCLISME

CHAMPIONNATS DU MONDE SUR ROUTE

Professionnels : 1. L. Armstrong (E-U); 2. M. Indurain (Esp); 3. D. Ludwig (All); 4. J. Masseron (Bel); 5. M. Fondriest (Ital); 6. G. Rod (Fra).

Dames : 1. L. Van Moorsel (P-B); 2. J. Longo (Fra); 3. L. Charnade (E-U).
Amateurs : 1. J. Ulrich (All); 2. K. Ozars (Let); 3. L. Tass (Tch); 7. C. Larocouet (Fra).

ATHLÉTISME

RECORD DU MONDE DE ZELEZNY

La Tchéquie Jan Zelezny a amélioré, dimanche 29 août à Sheffield (Grande-Bretagne), son record du monde du javelot, avec un jet à 95,66 m (ancien record 95,54 m).

Helmut Kohl
un compromis équ

Des indices d'amélioration dans une conjoncture encore morose

Le creux de la vague

M. Alphandéry pêche-t-il par excès d'optimisme en prévoyant une reprise de la croissance économique dans quelques mois ? A en juger par les réponses toujours aussi pessimistes faites à l'INSEE par les chefs d'entreprise, le ministre semble avoir pris de l'avance sur la réalité.

Certes, une stabilisation de l'activité semble s'être produite au deuxième trimestre, stabilisation que devraient confirmer dans quelques semaines les comptes nationaux. Mais la production avait tellement baissé à la fin de 1992 et au tout début de cette année (presque 3 % de recul en rythme annuel au premier trimestre), qu'un nouveau recul était peu probable. Il se produit toujours un moment où le fond du trou est atteint. Les stocks, notamment, étaient si bas, que les entreprises ont dû les reconstituer un peu.

Le problème est maintenant de savoir pourquoi et comment la conjoncture pourrait s'améliorer. D'une part, le mouvement de reconstitution des stocks — facteur traditionnel de reprise — peut ne pas avoir de suite. D'autre part, malgré la hausse des prix qui pourrait être beaucoup plus faible que prévu cette année et dégrader un peu de pouvoir d'achat, la consommation ne devrait pas s'accroître, les salaires progressant peu, les suppressions d'emplois comprimant la masse des salaires distribués.

Un espoir tout de même : que le taux d'épargne baisse sous l'effet des mesures que prend le gouvernement pour inciter les Français à dépenser davantage, notamment dans l'achat de logements. M. Balladur a annoncé la semaine dernière deux décisions concernant l'exonération des plus-values réalisées sur SICAV monétaires et la possibilité d'une sortie anticipée des PEP (plans d'épargne populaire). Tout cela va dans le bon sens et sera probablement complété. Mais les retombées favorables se produiront au plus tôt dans deux mois.

Pour l'heure, des quatre enquêtes de conjoncture concernant le bâtiment et les travaux publics, les deux premières sont mauvaises (bâtiment et travaux publics), les deux autres s'améliorent (promoteurs et artisans). Mais l'Etat a mis suffisamment d'argent dans les travaux publics pour qu'un redémarrage se produise à coup sûr dans un ou deux mois.

A tout prendre, l'optimisme — d'ailleurs modéré — de M. Alphandéry n'est pas déraisonnable. Un début de reprise pourrait se manifester au début de l'année prochaine, si la situation s'améliore en Allemagne.

Tout dépendra en définitive — une fois encore — de l'état de santé de notre grand voisin. De ce point de vue, une initiative de croissance franco-allemande serait la bienvenue.

ALAIN VERNHOLES

Dans l'attente des propositions françaises

Helmut Kohl souhaite « un compromis équilibré » au GATT

L'Allemagne examinera « soigneusement » les propositions sur le commerce agricole mondial que le premier ministre français, Edouard Balladur, devait faire parvenir à Bonn lundi 30 août, indique Helmut Kohl dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Welt am Sonntag* du 29 août. Le chancelier allemand s'explique sur les concessions qu'il avait semblé faire à la France lors de sa rencontre avec M. Balladur le 26 août. Celles-ci ont provoqué en Allemagne et aux Etats-Unis de vives

réactions (le Monde daté 29-30 août). « Nous étudierons soigneusement ces propositions (qui portent sur le pré-accord agricole de Blair House) et ferons tout pour qu'un compromis soit trouvé et que les négociations du GATT [Accord général sur les tarifs et le commerce] puissent être achevées de façon positive », déclare ainsi le numéro un allemand, qui ajoute : « Nous voulons dans tous les secteurs des négociations du GATT un compromis équilibré. Une position de tout ou rien ne mène à rien. »

A la question de savoir dans quels domaines et dans quels secteurs apparaîtraient les premiers signes de la reprise, M. Alphandéry répond : « Les mesures prises en faveur du logement dans un contexte général de forte baisse des taux d'intérêt à moyen et long terme commencent à porter leurs fruits (...). Si elle se confirme au cours des mois qui

viennent, cette remontée de la demande marquera le début de la phase de reprise dans ce secteur-clé. »

Evoquant la politique économique menée par l'Allemagne, le ministre de l'économie déclare

que, « s'il est une leçon à tirer de la crise monétaire, c'est que la convergence économique est un préalable à la convergence monétaire (...). Nous avons décidé de confronter nos programmes de convergence ».

Une mesure pour relancer la consommation

La réforme du PEP ne devrait pas conduire à des retraits massifs

Pour le gouvernement, l'heure n'est plus à encourager l'épargne, mais au contraire à pousser à la consommation, quitte à inciter les Français à puiser dans leur bas de laine. Parmi les mesures annoncées la semaine dernière par le premier ministre Edouard Balladur dans sa conférence de presse de rentrée (le Monde du 27 août), figure en bonne place la possibilité d'une sortie anticipée des PEP (plans d'épargne populaire). Tout cela va dans le bon sens et sera probablement complété. Mais les retombées favorables se produiront au plus tôt dans deux mois.

Il sera désormais possible pour un ménage ou un particulier — fin septembre ou début octobre et pour quelques mois — d'effectuer des retraits avant l'échéance minimale de huit ans du PEP en conservant la prime et en échappant à l'imposition éventuelle des intérêts capitalisés. La mesure est loin de ressembler à un « gadget » puisque selon le ministère de l'économie, les sommes collectées par les PEP auprès des épargnants s'élèvent à 70 milliards de francs.

Lancé en 1990 le plan d'épargne populaire offre aux souscripteurs non imposables une prime égale au quart des versements dans la limite de 1 500 francs par an pendant un maximum de dix ans. Sur le papier, le succès du PEP est indéniable puisque, à la fin de l'année dernière, les souscriptions approchaient les 270 milliards de francs pour plus de 12 millions de PEP ouverts. Mais il s'est agi pour l'essentiel de transferts d'épargne. Les banquiers ne semblent d'ailleurs pas redouter dans l'ensemble des retraits massifs. Tout d'abord parce que la clientèle non imposable a peu alimenté les PEP ouverts et n'atteint pas toujours les 6 000 francs de versement annuel qui permettent de percevoir la prime dans sa totalité. De plus, les PEP à taux garantis ont remporté un grand succès et présentent d'autant plus d'attrait que l'heure est à la baisse des taux d'intérêt. Enfin, il faudrait un désir considérable de consommation pour pousser les ménages modestes à sacrifier une partie de leur épargne à long terme.

M. Alphandéry prévoit une reprise « d'ici quelques mois »

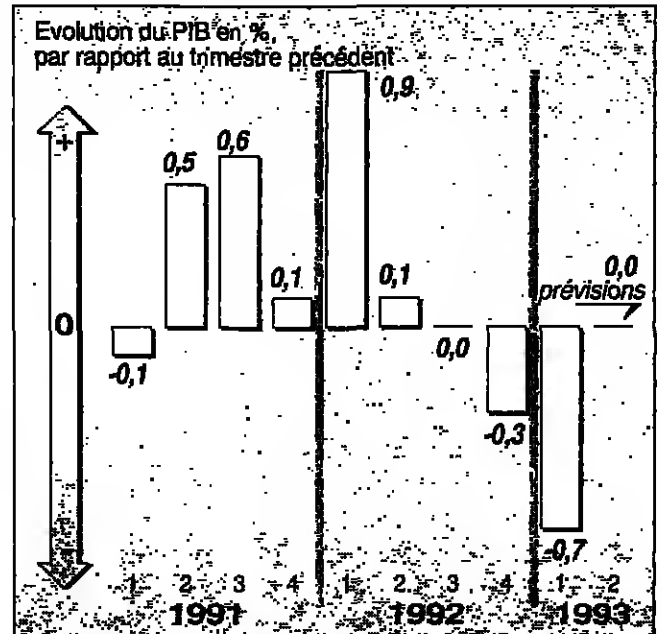


viennent, cette remontée de la demande marquera le début de la phase de reprise dans ce secteur-clé. »

Evoquant la politique économique menée par l'Allemagne, le ministre de l'économie déclare

que, « s'il est une leçon à tirer de la crise monétaire, c'est que la convergence économique est un préalable à la convergence monétaire (...). Nous avons décidé de confronter nos programmes de convergence ».

Stabilisation de la production nationale



Après le recul impressionnant de la production nationale au premier trimestre, le PIB (produit intérieur brut) semble s'être stabilisé au deuxième trimestre. Sur l'ensemble de l'année, le recul en moyenne annuelle pourrait se situer entre 0,5 % et 1,2 % par rapport à 1992. La prévision actuelle de l'INSEE porte sur un recul de 0,7 %.

La presse est unanime à louer les performances des portables Olivetti. Il n'y a pas de hasard.

L'Ordinateur Individuel (juillet 1993):

"Le Philos 33 se révèle le meilleur dans toutes les catégories... Mais si l'on souhaite davantage de puissance, on optera pour le Philos 44."

Soft & Micro (juin 1993):

"Philos 33: record d'autonomie de notre laboratoire"

Portables Magazine (juin 1993):

"Quaderno 33: (...) un ensemble de performances que la majorité des desktops peut lui envier."

Le Monde Informatique (7 juin 1993):

"Quaderno 33: le plus léger et le plus portable pour Windows du marché."

Décision Micro (31 mai 1993):

"Rares sont aujourd'hui les notebooks qui peuvent se mesurer aux Philos..."

PC Expert (juin 1993):

"La gamme Philos: (...) de nombreuses astuces et fonctionnalités pour offrir une plus grande facilité d'utilisation."

olivetti

L'ECART SE CREUSE

NRJ

1^{ERE} RADIO DE FRANCE

SUR LES MOINS DE 50 ANS*

NRJ	RTL	EUROPE 1
4.716.000	4.275.000	2.767.000

AUDITEURS DE - DE 50 ANS

C'était historique : en mars 93 NRJ devenait la première radio sur les moins de 50 ans. Les derniers sondages Médiamétrie confirment largement cette position. Non seulement NRJ reste leader sur cette cible mais accroît encore son avance.

* ENQUÊTE 75000 RADIO MÉDIAMÉTRIE : avril-juin 93, audience cumulée, moyenne lundi-vendredi, 8 h à 24 h.

LA REPUBLIQUE LIBANAISE
MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DE LA JEUNESSE ET DU SPORT
CONSEIL DU DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION

CITE SPORTIVE DE BEYROUTH
PREQUALIFICATION DES ENTREPRISES

Le Gouvernement Libanais, représenté par le Ministère de l'Education et de la Jeunesse et du Sport et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) invite les entreprises capables d'exécuter les projets de bâtiments et de travaux de génie civil à soumissionner pour la préqualification relative à l'exécution du projet de réhabilitation et de construction de la Cité Sportive de Beyrouth.

Le projet sera financé par des dons offerts par les Pays Arabes. Il comportera la construction des éléments suivants :

- Un nouveau stade olympique pour 50.000 spectateurs assis et ses services annexes dont la surface construite est de l'ordre de 60.000 m² et celle des gradins de 27.000 m² environ.
- Un complexe olympique de natation comprenant :
 - une piscine non couverte pour 2000 spectateurs.
 - un bassin de plongeon non couvert pour 1000 spectateurs.
 - une piscine couverte pour l'entraînement.
 L'emprise au sol est estimée à 13.500 m².
- Un bâtiment administratif d'une surface construite de l'ordre de 2000 m².
- Des terrains de tennis non couverts comprenant :
 - un terrain central pour 4000 spectateurs et ses services annexes
 - trois autres terrains de tennis.
 L'emprise au sol de ces terrains est estimée à 10.000 m².
- La réhabilitation de la salle fermée existante pour 4000 spectateurs d'une surface approximative de 7000 m².
- Un centre équestre d'une surface approximative de 10.000 m².
- Un hôtel de 120 chambres.
- L'aménagement du site (≈ 23 ha) comprenant les voiries, les réseaux divers et les espaces verts.

La durée prévue des travaux sera de 24 mois.

Le délai prévu pour répondre au dossier d'appel d'offres sera du 2 Janvier au 28 Février 94.

Les documents de préqualification doivent être conformes au format proposé par le Conseil du Développement et de la Reconstruction qui seront disponibles aux bureaux du CDR moyennant la somme de \$ 3000 (Trois Mille Dollars Américains) à partir du 1er Septembre 1993 à l'adresse suivante :

Conseil du Développement et de la Reconstruction
Tellei El-Sarail
Beyrouth - Liban

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer les documents de préqualification et à les remettre aux bureaux du CDR accompagnés de tous les documents à l'appui avant 12:00 heures (heure locale de Beyrouth) le Vendredi 15/10/1993.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Budget militaire en régression et crise de l'aviation civile

Le développement du centre d'essais aéronautiques de Modane demeure incertain

LYON

de notre bureau régional

Répondant à une lettre du conseil général de la Savoie, présidé par Michel Barnier (RPR), le ministre de la défense François Léotard (UDF-PR) vient d'écrire, à propos de l'équipement du centre d'essais aéronautiques de Modane (Savoie) : « Un projet de banc d'essais de turbines aéronautiques est actuellement à l'étude. Il faut toutefois définir sa faisabilité, avant d'étudier le choix du site d'implantation qui pourrait, le cas échéant, être celui de Modane-Avrieux. Même réalisée sur le site de Modane, la construction de ce moyen d'essais ne pourrait apporter qu'une très modeste contribution à la résolution des difficultés de plan de charge, du fait du faible nombre de personnes nécessaires à sa mise en œuvre. » Cette déclaration n'a pas apaisé les inquiétudes sur le site.

A ce jour, le centre savoyard de l'Office national d'étude et de recherche aérospatiale (ONERA)

de Modane-Avrieux n'a pu devenir le « moteur » de la reconversion d'un bassin d'emploi éprouvé par l'application du traité de Maastricht qui a provoqué la diminution d'activité de la douane et de la profession du transport. L'établissement s'est installé là, en 1954, avec une soufflerie de fabrication autrichienne récupérée au titre des dommages de guerre. Cinq ans en arrière, il a compté jusqu'à 240 salariés - dont 50 ingénieurs et 140 techniciens - chargés de faire tourner quatre souffleries subsoniques et hypersoniques, pour des essais sur les pièces d'avions civils ou de grands programmes militaires.

L'Etat n'a pas laissé s'étioler la qualité de l'équipement. Malheureusement, les projets de l'aviation civile ont été réduits depuis le début de la crise du Golfe, en 1990, et les dépenses militaires ont fait l'objet de réductions. L'effectif salarié du centre de Modane-Avrieux a diminué, avec une vingtaine de départs en retraite ou de mutations vers des établissements

des régions parisiennes ou toulousaines. Les marchés de sous-traitance ou de maintenance, naguère attribués à des entreprises locales, ont dû être « réintégrés ». L'ONERA a déposé une demande de subvention auprès du conseil régional afin de poursuivre le regroupement d'activités de métrologie et de capteurs, dont le coût atteindrait près de 12 millions de francs.

L'attribution des nouveaux moyens d'essais, d'un coût estimé à 30 millions de francs, « aurait été importante pour nous, à titre symbolique », déclare Claude Vallet, représentant syndical de la CDEF. Pour ce militant, si la subvention exceptionnelle de fonctionnement versée par l'Etat n'est pas augmentée, on ira vers de nouvelles baisses d'effectifs, sans fermeture mais avec la mise en sommeil de certaines activités, alors que la Mauritanie est l'une des zones de Rhodé-Alpes où le dépeuplement a été constaté par le recensement de 1990.

GÉRARD BUÉTAS

Accord en vue dans l'informatique

Les grands constructeurs décident d'adopter un même système Unix

Les grands constructeurs américains, japonais et européens ont décidé d'adopter le système Unix comme système d'exploitation standard, à compter du 30 août un porte-parole du groupe japonais Fujitsu. La décision a été prise par deux grands groupes professionnels, Unix International (UI) et Open Software Foundation (OSF), a précisé le porte-parole dont la société est membre de l'UI. L'accord sera officiellement annoncé mercredi 1^{er} septembre à New York, a-t-il dit. L'OSF compte parmi ses membres les géants amé-

ricains IBM, Digital Equipment et Hewlett-Packard, le japonais Hitachi et l'allemand Siemens, tandis que l'UI regroupe les américains NCR (filiale de ATT) et Suo Microsystems, les japonais Fujitsu, NEC et Toshiba ainsi que l'italien Olivetti.

L'engagement en faveur d'Unix n'est pas chose nouvelle. La plupart des grands constructeurs ont en effet intégré à leur gamme une offre de machines utilisant ce système d'exploitation, dont le principal avantage est qu'il doit permettre, en théorie, de faire tourner toutes sortes d'applications, quel que soit le type de machines pour lesquelles ces applications ont été écrites. Reste qu'il existe plusieurs Unix et qu'une compatibilité totale relève encore aujourd'hui du domaine du théorique plus que de la pratique.

Selon le Nihon Keizai Shimbun, quotidien japonais des affaires, l'accord, qui serait signé dans les jours à venir, dépasserait cette fois les éternelles proclamations de foi et vœux pieux. Et il mettrait fin aux querelles de clocher qui n'ont cessé de secouer le monde Unix, depuis sa mise au point en 1969 par l'américain ATT. Les signataires s'engageraient en faveur de la version Unix System V Release 4, défendue par le groupe OSF. Pour le quotidien japonais, cet accord viserait à sortir l'industrie informatique de la récession actuelle.

« C'est un véritable scandale à une atteinte à la dignité humaine, a estimé l'artiste qui pèse 130 kilos. La décision d'Air Inter m'oblige à rentrer à Paris en six heures de train. Pour venir de Paris à Clermont-Ferrand, j'ai voyagé dans un avion de ligne de TAT qui ne m'a fait payer qu'une place », a-t-elle ajouté.

La direction d'Air Inter, de son côté, confirme que « les gens qui occupent plus d'un siège doivent payer deux, qu'il s'agisse de blessés ou de personnes volumineuses ». Quant aux personnes voyageant en civière, a précisé Air Inter, elles doivent payer cinq places. « Qu'en est-il des gros voyageurs en civière ? », a demandé Anne Zamberlan.

Air Inter surtaxe les passagers « volumineux »

Deux fauteuils pour un

L'artiste de variété Anna Zamberlan, connue pour avoir été le porte-parole du magasin Virgin Mégastore des Champs-Élysées avec le slogan « on ne donnera jamais assez de place à la musique », a vivement pris à partie, samedi 28 août, la compagnie aérienne Air Inter. Alors qu'elle voulait emprunter le vol d'Air Inter pour revenir du festival d'Aurillac (Cantal) à Paris, Anna Zamberlan s'est vu imposer par la compagnie l'obligation de payer le prix de deux places, au lieu d'une seule.

« C'est un véritable scandale à une atteinte à la dignité humaine, a estimé l'artiste qui pèse 130 kilos. La décision d'Air Inter m'oblige à rentrer à Paris en six heures de train. Pour venir de Paris à Clermont-Ferrand, j'ai voyagé dans un avion de ligne de TAT qui ne m'a fait payer qu'une place », a-t-elle ajouté.

La direction d'Air Inter, de son côté, confirme que « les gens qui occupent plus d'un siège doivent payer deux, qu'il s'agisse de blessés ou de personnes volumineuses ». Quant aux personnes voyageant en civière, a précisé Air Inter, elles doivent payer cinq places. « Qu'en est-il des gros voyageurs en civière ? », a demandé Anne Zamberlan.

(Publicité)

FRANCE TELECOM lance une consultation pour le renouvellement des marchés de sondages téléphoniques (Domaine Satisfaction de la Clientèle).

Le principe de suivi de la qualité à FRANCE TELECOM s'appuie sur un système de sondages de grande ampleur, complexe, rigoureux et permanent.

Le résultat à atteindre consiste à fournir une production brute d'interviews livrées sur supports informatiques.

L'ensemble de l'opération est découpé en huit lots.

Selon les lots, 1 000 à 3 000 interviews réalisées par semaine en production uniforme.

Toute société candidate à un ou plusieurs lots devra accompagner sa lettre de candidature d'une description succincte de la spécificité de l'entreprise (statuts, chiffres d'affaires des trois dernières années) et de son savoir-faire dans le domaine particulier des enquêtes téléphoniques de masse.

Elle devra en outre décrire

1 - Sa capacité à gérer une salle d'enquêteurs.
2 - Son expérience dans la mise en œuvre et l'utilisation intensive des systèmes de téléphonie assistés par ordinateur (CATI).

3 - Son savoir-faire en matière de randomisation des fichiers et de production uniforme d'enquêtes. Pour chaque lot, environ de 1 000 à 3 000 questionnaires par semaine tirés de 200 fichiers.

Le cahier des charges et les questionnaires ne seront envoyés qu'aux entreprises satisfaisant aux conditions citées ci-dessus.

Les candidatures seront adressées à :

FRANCE TELECOM
ONS SIC VDC SATCLI
Les Californiens pièce 2A11
2, avenue du 8-mai-1945
78284 GUYANCOURT CEDEX

Le 15 septembre 1993 au plus tard (le cachet de la poste faisant foi).

Les médecins et les cal reprennent le

Service

Le centre commercial dans la bataille pour

Paris Lille Strasbourg

MAST COMMUNICATION

ÉCONOMIE

SOCIAL

10,7 milliards de francs d'économies à trouver

Les médecins et les caisses d'assurance-maladie reprennent leurs discussions

Après un mois de suspension, les négociations entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats de médecins reprennent mardi 31 août. Il s'agit de mettre au point une nouvelle convention médicale et de dégager 10,7 milliards de francs d'économies en 1994. Si un accord n'est pas ratifié avant fin septembre, le gouvernement entend prendre lui-même les décisions qui permettront de réduire les dépenses.

La pause estivale d'un mois que se sont accordées les trois caisses nationales d'assurance-maladie et les quatre syndicats de médecins risque fort d'apparaître comme autant de temps perdu. Malgré les contacts informels noués ces derniers jours, les protagonistes ont toutes les chances de retrouver intactes les divergences qu'ils ne sont pas parvenus à surmonter cet été.

Le bilan des cinq précédentes réunions, dont la dernière s'est tenue le 28 juillet, est maigre. Certes, les syndicats acceptent le principe de «références médicales» — recommandations relatives, par exemple, aux examens biologiques, au nombre d'échographies à réaliser pendant la

grossesse ou au traitement de l'hypercholestérolémie — assorties de sanctions dans le cas où, sans raison valable, elles ne seraient pas respectées. Or ces bonnes intentions se heurtent à plusieurs problèmes de fond qui révèlent de profonds conflits d'intérêts entre généralistes et spécialistes.

La création d'un «dossier médical», détenu par l'assuré et permettant au praticien de prendre connaissance des traitements prescrits par ses confrères au malade qui vient le consulter, constitue le principal point de blocage des discussions. Ce dossier doit-il être réservé aux assurés sociaux pris en charge à 100 % et son suivi doit-il être confié au généraliste ou au médecin traitant? Derrière ce débat, c'est la question de l'accès direct aux spécialistes (hormis quelques exceptions concernant notamment les pédiatres) qui est posée. Cette même problématique promet de surgir lorsqu'il s'agira de répartir les économies entre les différentes catégories de médecins.

La mesure de l'urgence

Autre point de divergence: le codage des actes, permettrait aux caisses primaires de connaître précisément le contenu des prescriptions et la pathologie pour laquelle elles ont été réalisées. Les syndicats ex-

igent de cogérer la transmission de ces informations, ce que refusent les caisses d'assurance-maladie. A tout cela, s'ajoutent les désaccords qui ne manquent pas d'apparaître quant au devenir du secteur 2 (regroupant les praticiens dépassant les tarifs de la Sécurité sociale) et à la répartition des sièges dans les futures instances conventionnelles.

Alors que le gouvernement — qui a déjà imposé 10 milliards de francs d'économies aux assurés sociaux — a fixé à la fin septembre la date limite pour la conclusion d'un accord, on doit reconnaître aux protagonistes le mérite de s'être, enfin, décidés à aborder de front des dossiers essentiels (coordination des soins, codage des actes). En dépit de la fermeté des mises en garde de Simone Veil, ministre des affaires sociales, les négociateurs ne paraissent pas avoir totalement pris conscience de l'urgence de la situation. En acceptant de repousser son «ultimatum», initialement fixé au 31 juillet, ce ne prenant pas certaines mesures concernant des secteurs où les «abus» sont patents (la tarification de la prothèse du genou, notamment) ou en lançant, par exemple, une énième mission d'étude sur le thermalisme, le gouvernement risque de laisser penser aux syndicats de médecins que sa détermination n'est pas sans faille.

JEAN-MICHEL NORMAND

Usine fermée à Roanne

Les salariés d'une PME licenciés pendant leurs congés

A peine rentrés de vacances, les 35 salariés de la Société Industrielle Fidéjussive (SIF) de Roanne (Loire) ont appris, samedi 28 août, en dépit de leur courrier qu'ils étaient licenciés et que leur entreprise, spécialisée dans la fabrication de grues, avait déposé son bilan. Dans une lettre adressée au personnel, la direction de la société explique que, devant la faiblesse des commandes, celle-ci devait cesser ses activités et que chacun serait convoqué par un «syndic pour que tous (les) droits soient intégralement versés». Cette hâte a d'autant plus surpris les salariés que, simultanément, les machines ont été démontées durant le mois d'août, période de fermeture annuelle. Maire socialiste de Roanne et ancien ministre du travail, Jean Auroux a annoncé, dimanche 29 août, le prochain dépôt d'une plainte au oom de la municipalité. Rappelant que la SIF, installée depuis trois ans dans la commune, avait reçu des fonds publics, M. Auroux s'est déclaré «irrésistiblement occupé de cette dérive qui ne respecte pas les procédures ni les délais qui permettraient des concertations». «Je regrette de voir se développer cette brutalité économique contre des entreprises — puisque généralement ce sont des donneurs d'ordre qui exploitent les sous-traitants — et une brutalité sociale dont les conséquences risquent de s'aggraver avec la loi Giraud», a-t-il déclaré. La loi quinquennale sur l'emploi, a-t-il affirmé, l'ancien ministre du Travail sur Europe-1.

Le futur mode de calcul des retraites

Année de naissance	Date du 60 ^e anniversaire	Durée de cotisation (en trimestres)	Période de référence (en années)
1934	1994	151	11
1935	1995	152	12
1936	1996	153	13
1937	1997	154	14
1938	1998	155	15
1939	1999	156	16
1940	2000	157	17
1941	2001	158	18
1942	2002	159	19
1943	2003	160	20
1944	2004	160	21
1945	2005	160	22
1946	2006	160	23
1947	2007	160	24
1948	2008	160	25

La réforme des retraites de la Sécurité sociale, dont les décrets d'application sont parus samedi 28 août au Journal officiel (la Monda daté 29-30 août), augmente progressivement le durée de cotisation nécessaire pour obtenir une pension à taux plein. Celle-ci sera allongée d'un trimestre par an à partir de 1994 et atteindra cent soixante trimestres en 2008.

Quant à la période de référence, elle sera peu à peu calculée sur les vingt-cinq meilleures années au lieu des dix.

Ces mesures s'appliquent en fonction de l'année de naissance (et non de la date de cessation d'activité) afin d'éviter un nombre excessif de départs en retraite au cours de la période transitoire.

En créant «Job Service»

Un centre commercial se lance dans la bataille pour l'emploi

Le centre commercial régional (CCR) de Belle-Epine qui s'agrandit (+ 30 000 mètres carrés), avec notamment l'ouverture le 29 septembre de 72 magasins supplémentaires, est conduit à créer 700 emplois nouveaux. Pour pourvoir ces postes, il a décidé de créer un bureau nommé «Job Service» et de l'étendre à toutes les entreprises du secteur.

Carrefour important, Belle-Epine a une zone de chalandise qui s'étend sur 44 communes (Val-de-Marne, Essonne et Hauts-de-Seine) et aux 1^{er} et 14^e arrondissements de Paris; 18 millions de personnes franchissent ses portes chaque année, soit environ 345 000 par semaine.

Le centre compte actuellement un effectif total de 2 800 salariés, ce qui, avec un renouvellement du personnel de l'ordre de 15 % par an, selon Jean-Marc Gothard, directeur du CCR, «représente annuellement 420 postes à pourvoir».

En coordination avec la sous-préfecture de L'Hay-les-Roses, le maire de Thiais et l'ANPE, le CCR a donc mis en place une permanence, qui fonctionne du lundi au vendredi inclus, de 15 heures à 17 heures. Un conseiller de l'ANPE assure cette permanence, où sont regroupées, sur des panneaux, toutes les offres d'emploi du centre et de la région. Le service s'étend à toutes les entreprises du secteur, et notamment à celles situées sur la plate-forme d'Orly et dans le

marché d'intérêt national de Rungis.

Si les annonces sont gratuites pour les commerçants du centre, en revanche elles sont payantes pour les employeurs extérieurs. De plus, le conseiller de l'ANPE donne aux chefs d'entreprise toutes les informations sur les avantages fiscaux et les aides à l'emploi et à la formation. Ce permanent est délégué sur le site par la direction départementale de l'ANPE jusqu'au 23 octobre. Au-delà, le centre commercial étudie actuellement la poursuite de cette opération avec un «Job Service» permanent de 10 heures à 20 heures du lundi au samedi inclus. Ce service sera alors géré par un conseiller d'orientation, avec peut-être l'aide de l'ANPE.

A terme, il devrait être équipé d'un mur d'écran où chaque annonce pourrait être consultée pendant un temps variant de 30 secondes à une minute. Une borne située à proximité permettra aux personnes intéressées, en tapant simplement le numéro de l'annonce, d'en obtenir un exemplaire imprimé. Ultérieurement, le «mur d'images» pourrait être étendu aux petites annonces immobilières et automobiles.

Selon M. Gothard, ce «service total» n'existe actuellement dans aucun autre centre commercial, de façon organisée et en collaboration avec les autorités locales et l'ANPE.

FRANCIS GOUGE

Olivetti Philos 44. Autonomie maximum. Où que vous soyez.



Les marques citées sont toutes des marques déposées.

Souris trackball extractible.
Disque dur et floppy amovibles.
Port PCMCIA.
Gestion du son compatible MPC.
Alimentation électrique interchangeable avec le floppy.
MS-Windows et Lotus Organizer.

Où que vous alliez, et quel que soit votre besoin, le meilleur PC portable que vous puissiez choisir se trouve dans la gamme Olivetti Philos. Prenez par exemple le Philos 44.

Il écoute et parle comme vous. Avec haut-parleur et microphone intégrés, la gestion du son est compatible MPC. Elle permet de faire des annotations verbales sur vos documents Windows et même de copier des enregistrements sur disquette.

Il pense comme vous. Le Philos 44 dispose d'une mémoire RAM de 4 Mo extensible à 32 Mo et d'un disque dur amovible - jusqu'à 240 Mo - pour partager votre portable en toute

sécurité, le tout géré par le microprocesseur 486 SL (co-processeur intégré).

Il est intelligent comme vous. La souris Pop-Up™ trackball extractible est très pratique pour accéder facilement à MS-Windows 3.1. Lotus Organizer pré-installé et le manuel électronique sont toujours prêts à l'emploi.

Il bouge comme vous. Moins de 2,5 kg pour 28 x 22 cm de design italien. Il se glisse dans votre valise et possède une autonomie pouvant atteindre 9 heures (batterie NiHd). Le port PCMCIA niveau 2 de type III est compatible avec toutes les cartes modem/fax/réseau et mémoire du marché.

A des prix très compétitifs, la gamme Philos vous propose 7 versions, intégrant des écrans monochrome ou couleur, depuis le modèle économique Philos 11 jusqu'au super puissant Philos 44 couleur à matrice active.

Pour en savoir plus et connaître l'adresse de votre distributeur, tapez 3615 Olivetti ou appelez le (1) 49.06.70.00.

olivetti

MASTER COMMUNICATION GLOBALE

Admissions :

Les étudiants niveaux DEUG, DUT, BTS, Licence, Maîtrise peuvent intégrer directement le 2ème Cycle d'Etudes de l'Institut Supérieur de Communication et Publicité.

3ème année de Spécialisation :

- Marketing direct, éditions publicitaires et PAO
- Chef de publicité agences et médias
- Relations publiques, relations presse, promotion, incentive
- Journalisme, animation audiovisuelle
- Communication d'entreprise, ressources humaines

4ème année Master en Communication :

- Communication globale
- Spécialisation complémentaire

Informations et entretien : 44 64 80 84

Conformément à loi informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant. Seul rôle de votre part, ces informations peuvent être utilisées par des tiers.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Tél : _____ Année Naissance : _____
Niveau d'études : ☐ Secondaire ☐ Terminale ☐ Supérieur

PARIS LILLE STRASBOURG LYON

مكتبة لبنان

VIE DES ENTREPRISES

TCE va lancer un lecteur Minidisc

Le redressement de Thomson Consumer Electronics n'évitera pas de nouvelles suppressions d'emplois

Si Thomson Consumer Electronics (TCE) a bien « fait couler » comme l'a reconnu, vendredi 27 août, son PDG Alain Prestat, le groupe d'électronique grand public est désormais sur la voie du redressement. Comme prévu, le groupe devrait enregistrer un bénéfice d'exploitation (avant frais financiers) en 1993 et un résultat net « proche » de l'équilibre l'an prochain. « Pour l'instant, nous sommes en ligne avec nos prévisions, et je pense qu'en dépit de la mauvaise conjoncture économique, nous atteindrons notre objectif », a ajouté M. Prestat à l'International Funkausstellung (IFA), le plus grand salon européen d'électronique grand public, qui se tient à Berlin jusqu'au 5 septembre (le Monde daté 29-30 août).

Porté à la présidence de TCE en janvier 1992, M. Prestat se félicite désormais que son groupe ne soit « plus aujourd'hui une menace financière » pour l'Etat. TCE a réussi à inverser une tendance qui a vu, ces dernières années, son résultat net demeurer dans le rouge (-2,7 milliards de francs en 1990, -2,47 milliards en 1991 et -1,8 milliard en 1992) et son déficit d'exploitation se creuser (-228 millions en 1991, -350 en 1992). En recul pendant trois années consécutives, le chiffre d'affaires du groupe devrait, cette année, enfin dépasser les 30,55 milliards de francs réalisés en 1992.

Incontestable, le redressement du groupe n'évitera pourtant pas, selon M. Prestat, de substantielles

réductions d'emplois. Le « processus d'ajustement » qui s'est déjà traduit par une diminution de 10 % des postes en 1992, se poursuit « ici et là, selon les besoins », puisque « les ventes de téléviseurs baissent en volume dans presque tous les pays européens », a ajouté le PDG sans plus de précision. « Nous ne ferons pas d'annonces spectaculaires (...) comme aiment le faire certains de nos concurrents. Je ne crois pas que ce soit la bonne manière de faire les choses, et nous ne donnons pas de problèmes d'emplois en Europe. » C'est pourtant l'Europe qui pose problème : TCE a reconquis d'importantes parts de marché aux Etats-Unis, mais n'a, pour l'instant, réussi qu'à les stabiliser dans un marché en déclin sur le Vieux Continent.

C'est en Asie que le groupe compte faire sa prochaine percée. TCE, qui y dispose d'un important outil industriel, n'y réalise que moins de 1 % de ses ventes (moins de 300 millions de francs). « Il n'y a pas de raison pour que nous ne puissions pas avoir un chiffre d'affaires d'un milliard de dollars en Asie », a indiqué M. Prestat. A court terme, le groupe, qui a su rebondir aux Etats-Unis dans la télévision numérique (le Monde du 18 juin), lancera cet automne un lecteur compatible avec le Minidisc de Sony. Bien que TCE ait contribué à la mise au point de la DCC, le système rival de Philips, TCE a choisi le produit japonais en fonction de « l'appréciation du marché ».

En Ecosse

L'usine Timex de Dundee a fermé ses portes

Théâtre depuis huit mois d'un âpre conflit social, l'usine Timex (composants électroniques) de Dundee (Ecosse), a fermé ses portes dimanche 29 août. Les deux dernières semaines avaient été marquées par des vagues de licenciements successifs et l'usine comptait moins de 100 salariés ces derniers jours, contre plus de 350 en début d'année et près de 5 000 dans les années 70. Timex Electronics Corporation était présent à Dundee depuis 1946.

L'usine, qui a perdu quelque 10 millions de livres (874 millions de francs) entre 1987 et 1992, avait abandonné la production de montres en 1983 pour se concentrer sur la fabrication de composants électroniques. Sa production a partiellement été transférée en France depuis le 24 juin (le Monde du 17 juin). Une délégation de Timex-Ecosse s'était rendue en juillet à l'usine Frascos-Timex Horlogerie de Besançon (Doubs) pour protester contre cette délocalisation, perçue comme un « Hoover à l'envers », en référence au transfert de l'activité de l'usine de Hoover de Bourgogne en Ecosse.

Scènes violentes inhabituelles

En janvier, la direction de Timex Dundee avait licencié 343 salariés puis réembauché à leur place 200 autres personnes. Des scènes de violence, inhabituelles pour un conflit social en Grande-Bretagne, s'étaient produites à plusieurs reprises aux abords de l'usine. Direction et syndicats, par la suite, n'avaient pu se mettre d'accord sur une réduction des salaires nécessaire, selon la direction, en raison de la baisse d'activité du site. Des négociations sont en cours entre les syndicats de Timex et ceux des syndicats sur le montant du dédommagement des salariés ayant saisi la justice, ainsi que sur les indemnités du reste du personnel licencié.

CAPITAL

□ Louis Vuitton (groupe LVMH) a acquis 100 % de Kenzo. - La société Louis Vuitton, filiale de LVMH, groupe présidé par Bernard Arnault, vient d'acquiescer les 100 % de la société Kenzo (prêt-à-porter, parfums) rachetés par M. Arnault au mois de juin par l'intermédiaire de sa holding familiale SEB. Cette acquisition s'est réalisée sur la base d'un prix global de 482 millions de francs.

JEUX

□ Nintendo va fabriquer des jeux vidéo en Chine. - Le fabricant japonais de jeux vidéo Nintendo Co. Ltd. a décidé de transférer une partie de sa production de jeux individuels en Chine à partir d'avril 1995 afin de remédier à la baisse des bénéfices à l'exportation due au renchérissement du yen. Nintendo, dont le siège est à Kyoto, réalisera ainsi son premier transfert de production à l'étranger. L'objectif de Nintendo est de fabriquer environ 10 millions de consoles de jeux « Game Boy » par an en Chine.

□ Hasbro (jouets) va acheter 15 % de Virgin Interactive Entertainment. - Hasbro, premier fabricant mondial de jouets, a annoncé, jeudi 26 août, son intention d'acheter 15 % de Virgin Interactive Entertainment, filiale de jeux vidéo de Virgin Communications, pour environ 25 millions de dollars (145 millions de francs). Ce rachat reste soumis à l'approbation des autorités fédérales américaines. Virgin Interactive, basée à Irvine (Californie), a réalisé la version vidéo du Monopoly et du Risk dont il a vendu près d'un million d'unités de chaque en cinq ans. Selon Alan Hasenfeld, président de Hasbro, la prise de participation dans Virgin Interactive Entertainment permettra à Hasbro de diversifier sa gamme de jouets et jeux traditionnels : fondée en 1983, Virgin Interactive est, en effet, le premier fournisseur de logiciels pour les jeux Nintendo et Sega.

TOURISME

□ Air France et Sabena fusionnent leurs filiales tourisme en Belgique. - Air France et Jet Tours d'une part, Sabena et sa filiale Sobelair d'autre part ont fusionné leurs filiales respectives Jet Tours Belgique et Transair. Aux termes de cet accord, Transair a procédé à une augmentation de capital et Jet Tours a pris une participation dans la nouvelle société issue de la fusion, dénommée Transair International. Les deux marques, qui seront conservées, se situent sur le créneau du long-courrier moyen et haut de gamme. Après la fusion, le groupe Sabena détendra 42,5 % des actions de Transair International, Jet Tours 39,25 %, tandis que le reste des actions (18,5 %) sera détenu par les agences de voyages actionnaires.

CONTRATS

□ Dragages et Travaux publics (Bouygues) remporte deux contrats à Hongkong. - La ville de Hongkong vient de choisir Dragages et Travaux publics, filiale du groupe Bouygues pour construire le terminal de la nouvelle ligne de métro qui doit relier la ville au nouvel aéroport. Le contrat, qui doit durer 46 mois, s'élève à 1,3 milliard de francs. Hongkong a aussi octroyé un contrat à un consortium majoritairement français, mené par Dragages et Travaux publics, d'une valeur de 1,72 milliard de dollars HK (1,3 milliard de francs) pour des travaux de renforcement dans le cadre de la construction du nouvel aéroport. Le consortium comprend aussi le japonais Penta Ocean Construction Co et le français Bachy Solé-tanche.

□ Le contrat du TGV coréen représente 750 millions de francs pour la CSEE. - Le contrat attribué à un consortium français pour la construction d'un TGV en Corée du Sud représente une commande de 750 millions de

francs pour la CSEE (ex-Compagnie des signaux). Ce contrat, s'il est confirmé à la fin de l'année, permettra à la division CSEE-Transport de doubler son carnet de commande. CSEE-Transport réalisera toute la partie signalisation et contrôle de vitesse du projet, grâce à son système le plus récent, baptisé TVM-430, déjà installé sur la ligne du TGV Nord, et retenu pour le tunnel sous la Manche.

NOTATION

□ Thomson SA : Moody's abaisse la notation « long terme » du groupe d'électronique de A1 à A3. - L'agence de notation financière Moody's a décidé, vendredi 27 août, d'abaisser la notation de la dette long terme de Thomson SA, et celle de sa filiale Thomson-Brandt International. Dans un communiqué, Moody's justifie cette dégradation par les difficultés à venir dans les principaux métiers du groupe : électronique de défense et électronique grand public. Moody's estime que ces difficultés fragilisent la qualité du crédit de Thomson SA. La notation Finance-1 de la société pour ses émissions à court terme a été confirmée.

NOMINATION

□ Kodak-Pathe : Alain Joffrin succède à l'actuel PDG, Francis Quiers, le 1^{er} novembre. - Francis Quiers, PDG de Kodak-Pathe, première filiale étrangère du groupe américain Eastman Kodak Co (produits photographiques), partira à la retraite le 31 octobre et sera remplacé par Alain Joffrin, a annoncé le groupe, vendredi 27 août. M. Quiers, soixante ans, était PDG de Kodak-Pathe depuis 1989. Son successeur, âgé de cinquante-deux ans, est entré chez Kodak-Pathe en 1966 où il a dirigé successivement trois divisions commerciales avant de passer près de trois ans à la tête de la division pharmaceutique d'Eastman Kodak au niveau européen. Kodak-Pathe, qui emploie 7 400 personnes, a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires consolidé de 7,7 milliards de francs pour un résultat de 75 millions.

RÉSULTATS

□ Ford et Chrysler semblent sortir de l'arnière. - Les très bons résultats financiers au deuxième trimestre de General Motors, Ford et Chrysler laissent présager, selon les analystes, un redressement durable du secteur automobile américain. Ensemble, les trois constructeurs ont dégagé un bénéfice net de 2,35 milliards de dollars (12,7 milliards de francs) au deuxième trimestre contre une perte de 138 millions de dollars (750 millions de francs) un an auparavant. Ces résultats témoignent d'une forte reprise des ventes d'automobiles en Amérique du Nord. GM a annoncé un bénéfice net de 889 millions de dollars d'avril à juin contre une perte nette de 703 millions pendant les trois mois correspondants en 1992. Ford a dégagé un bénéfice net à 775 millions de dollars au deuxième trimestre (contre 387 millions un an auparavant) tandis que Chrysler a gagné 685 millions de dollars (178 millions sur les mêmes mois de l'an dernier).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 30 août ↑ Résistante

Après quatre séances consécutives de hausse et des records battus jeudi et vendredi, la Bourse de Paris a éprouvé le besoin de souffler lundi 30 août, et a subi des prises de bénéfices dans un marché calme. Les investisseurs étrangers étaient très présents, du fait notamment de la fermeture ce lundi des marchés financiers britanniques. Les valeurs françaises n'en faisaient pas moins preuve d'une grande résistance et l'indice CAC 40 réussissait à se maintenir à hauteur de ses sommets. Après avoir ouvert sur une petite baisse de 0,08 %, le CAC 40 progressait très légèrement de 0,12 % en milieu de journée à 2 186,68 points.

Les anticipations de baisse des taux d'intérêt restent vives et soutiennent la tendance. Le matif a encore enregistré une hausse qui propulse le contrat d'octobre-décembre septembre, à un nouveau record. Les opérateurs continuent à croire à une baisse des taux d'intérêt en France, jugée indispensable pour relancer la consommation. L'optimisme des boursiers se voit confirmé par les déclarations du ministre de l'économie, Edmond Alphandery, qui estime que la France sortira du tunnel dès le début de l'année prochaine.

Du côté des valeurs, BSN qui a perdu 1,7 % vendredi après l'incident survenu dans l'emballage de bière Heineken et Boverie, se stabilise en chute de 0,2 %. Le groupe français affirme que l'incident n'aura aucun impact financier sur ses comptes. L'Oréal gagne 1,8 % et bénéficie d'éléments techniques alors que la cotation des droits de vote de la société a repris lundi à la suite de l'OPV sur ses certificats d'investissement et les droits de vote. Progression également de 3,5 % de Synthabo et de 2 % d'Euro Disney.

TOKYO, 30 août ↑ Petite progression

La Bourse de Tokyo a terminé sa hausse lundi 30 août, l'indice Nikkei descendant à 20 912,68 points, en progrès de 121,61 points, soit 0,6 %. L'activité a cependant été modérée avec 180 millions de titres échangés contre 330 millions vendredi. Le marché a été soutenu par l'anticipation de mesures de relance, mais les prises de bénéfices ont limité son avancement. « Les investisseurs ont acheté car ils espèrent une baisse du taux d'escompte prochainement », a déclaré un investisseur qui ajoute toutefois : « Les opérateurs sont prudents car les résultats de sociétés seront peut-être

INDE, les Bourses se restructurent

Les Bourses indiennes vont sous peu révéler leur système de dépôt et de liquidation des valeurs boursières pour attirer les investisseurs, améliorer leur efficacité et simplifier les procédures sur les marchés financiers. La Stock Holding Corporation of India (SHCIL), le plus important détenteur de titres d'Inde, a indiqué que la restructuration reposerait sur une étude d'impact de fin de juin de Price Waterhouse. Un groupe d'experts comprenant des courtiers et des responsables gouvernementaux va compléter les propositions de restructuration à la fin du mois pour rendre les vingt-deux Bourses indiennes plus efficaces, transparentes et plus attractives pour les investisseurs », a précisé le directeur général de SHCIL, M. Chandrasekharan.

Le rapport de Price Waterhouse suggère de simplifier l'entité d'après-midi et d'accroître le transfert des droits de propriété pour encourager les affaires. Selon le rapport, la réforme des marchés financiers a rendu l'ensemble des procédures d'enregistrement et de transfert redondantes et multiplie les risques.

« Les systèmes défectueux qui sont utilisés n'ont pas permis de réaliser la tension provoquée par cette croissance et le marché est entravé dans des paperasseries qui constituent la plus grande danger pour sa croissance », précise le rapport.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1982

	20-23	27-29
Valeurs franc. à rev. variable	115	121,4
Valeurs industrielles	114,8	118,9
Valeurs étrangères	137,8	137,8
France-Energie	126,3	127,2
Chimie	88,4	101,1
Métallurgie, mécanique	124,4	123,9
Electricité, électronique	114,7	117,2
Bâtiment et matériaux	127,6	127,6
Ind. de consom. non alt.	115,1	116,2
Agroalimentaire	105,4	108,9
Distribution	124,6	124,6
Transport, télécom, services	111,8	112,7
Assurances	142,3	146,6
Crédit banque	88,9	127,1
Sicav	134,8	141
Immobilier et foncier	128	128
Investissement et portefeuille	125,5	126,8

Base 100 en 1980

Valeurs franc. à rev. variable : 4 707,8 4 922,8

Valeurs étrangères : 4 787,8 4 780,8

Base 100 en 1972

Valeurs franc. à rev. variable : 679,2 693

Valeurs étrangères : 644,8 643,7

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Base 100 : 31 décembre 1981

	20-23	27-29
Indice général	692,2	694,2
Produits de base	516,1	521,6
Construction	634,9	632,5
Biens d'équipement	312,8	321,9
Biens de consommation courante	899,2	895,1
Biens de consommation durables	948,9	958,6
Biens de consommation alt.	460	460
Services	698,6	698,6
Sociétés financières	646,3	657,8
Société de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	502,5	500
Valeurs industrielles	686,8	689

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général : 692,2 694,2

Produits de base : 516,1 521,6

Construction : 634,9 632,5

Biens d'équipement : 312,8 321,9

Biens de consommation courante : 899,2 895,1

Biens de consommation durables : 948,9 958,6

Biens de consommation alt. : 460 460

Services : 698,6 698,6

Sociétés financières : 646,3 657,8

Société de la zone franc exploitant principalement à l'étranger : 502,5 500

Valeurs industrielles : 686,8 689

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général : 692,2 694,2

Produits de base : 516,1 521,6

Construction : 634,9 632,5

Biens d'équipement : 312,8 321,9

Biens de consommation courante : 899,2 895,1

Biens de consommation durables : 948,9 958,6

Biens de consommation alt. : 460 460

Services : 698,6 698,6

Sociétés financières : 646,3 657,8

Société de la zone franc exploitant principalement à l'étranger : 502,5 500

Valeurs industrielles : 686,8 689

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général : 692,2 694,2

Produits de base : 516,1 521,6

Construction : 634,9 632,5

Biens d'équipement : 312,8 321,9

Biens de consommation courante : 899,2 895,1

Biens de consommation durables : 948,9 958,6

Biens de consommation alt. : 460 460

Services : 698,6 698,6

Sociétés financières : 646,3 657,8

Société de la zone franc exploitant principalement à l'étranger : 502,5 500

Valeurs industrielles : 686,8 689

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général : 692,2 694,2

Produits de base : 516,1 521,6

Construction : 634,9 632,5

Biens d'équipement : 312,8 321,9

Biens de consommation courante : 899,2 895,1

Biens de consommation durables : 948,9 958,6

Biens de consommation alt. : 460 460

Services : 698,6 698,6

Sociétés financières : 646,3 657,8

Société de la zone franc exploitant principalement à l'étranger : 502,5 500

Valeurs industrielles : 686,8 689

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général : 692,2 694,2

Produits de base : 516,1 521,6

Construction : 634,9 632,5

Biens d'équipement : 312,8 321,9

Biens de consommation courante : 899,2 895,1

Biens de consommation durables : 948,9 958,6

Biens de consommation alt. : 460 460

Services : 698,6 698,6

Sociétés financières : 646,3 657,8

Société de la zone franc exploitant principalement à l'étranger : 502,5 500

Valeurs industrielles : 686,8 689

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OBLICIC RÉGIONS

La Sicav régionale de première catégorie

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1993

Actif net au 31.03.1993 : F 290.375.768

Performance en 1992 : + 11,09 %
Entre le 31.12.1992 et le 22.06.1993 : + 7,85 %

Valeur liquidative au 22.06.1993 : F 1.145,27

Dividende : F 88,67 + F 0,33 d'avoir fiscal mis en paiement le 24 juin 1993.

Remploi du dividende global sans droit d'entrée jusqu'au 8 octobre 1993.

Le Président François BIENABE a déclaré :

Malgré les turbulences monétaires qui ont secoué les marchés financiers au cours du second semestre 1992, OBLICIC RÉGIONS a réalisé une bonne performance au cours de l'année 1992-1993.

Les perspectives de poursuite de baisse des taux monétaires devraient permettre à OBLICIC RÉGIONS de rester un substitut privilégié aux SICAV monétaires.

A.G.O. du 23.06.93

CIC Paris

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 30 AOUT

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 7,25

Cours relevés à 13 h 30
C 40 : +0,25 % (2189,27)

VALEURS					Réglement mensuel					VALEURS					Réglement mensuel				
ANALYSE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	ANALYSE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	ANALYSE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	ANALYSE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
ANALYSE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	ANALYSE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	ANALYSE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	ANALYSE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
EDF-GDF 2%	5829				EDF-GDF 2%	5829				EDF-GDF 2%	5829				EDF-GDF 2%	5829			
S.N.P.F.P.	1360	1360	1360	-0,08	S.N.P.F.P.	1360	1360	1360	-0,08	S.N.P.F.P.	1360	1360	1360	-0,08	S.N.P.F.P.	1360	1360	1360	-0,08
Renault (P)	1045	1045	1045	0,00	Renault (P)	1045	1045	1045	0,00	Renault (P)	1045	1045	1045	0,00	Renault (P)	1045	1045	1045	0,00
Renault (P)	2159	2159	2159	0,00	Renault (P)	2159	2159	2159	0,00	Renault (P)	2159	2159	2159	0,00	Renault (P)	2159	2159	2159	0,00
SAF-GDF 2%	2400	2400	2400	0,00	SAF-GDF 2%	2400	2400	2400	0,00	SAF-GDF 2%	2400	2400	2400	0,00	SAF-GDF 2%	2400	2400	2400	0,00
SAF-GDF 2%	1108	1108	1108	+2,54	SAF-GDF 2%	1108	1108	1108	+2,54	SAF-GDF 2%	1108	1108	1108	+2,54	SAF-GDF 2%	1108	1108	1108	+2,54
SAF-GDF 2%	1000	1000	1000	0,00	SAF-GDF 2%	1000	1000	1000	0,00	SAF-GDF 2%	1000	1000	1000	0,00	SAF-GDF 2%	1000	1000	1000	0,00
SAF-GDF 2%	651	651	651	+0,45	SAF-GDF 2%	651	651	651	+0,45	SAF-GDF 2%	651	651	651	+0,45	SAF-GDF 2%	651	651	651	+0,45
SAF-GDF 2%	775	775	775	+0,87	SAF-GDF 2%	775	775	775	+0,87	SAF-GDF 2%	775	775	775	+0,87	SAF-GDF 2%	775	775	775	+0,87
SAF-GDF 2%	1415	1415	1415	0,00	SAF-GDF 2%	1415	1415	1415	0,00	SAF-GDF 2%	1415	1415	1415	0,00	SAF-GDF 2%	1415	1415	1415	0,00
SAF-GDF 2%	2400	2400	2400	0,00	SAF-GDF 2%	2400	2400	2400	0,00	SAF-GDF 2%	2400	2400	2400	0,00	SAF-GDF 2%	2400	2400	2400	0,00
SAF-GDF 2%	365	365	365	+1,10	SAF-GDF 2%	365	365	365	+1,10	SAF-GDF 2%	365	365	365	+1,10	SAF-GDF 2%	365	365	365	+1,10
SAF-GDF 2%	527	527	527	+1,51	SAF-GDF 2%	527	527	527	+1,51	SAF-GDF 2%	527	527	527	+1,51	SAF-GDF 2%	527	527	527	+1,51
SAF-GDF 2%	651	651	651	+0,45	SAF-GDF 2%	651	651	651	+0,45	SAF-GDF 2%	651	651	651	+0,45	SAF-GDF 2%	651	651	651	+0,45
SAF-GDF 2%	55	55	55	0,00	SAF-GDF 2%	55	55	55	0,00	SAF-GDF 2%	55	55	55	0,00	SAF-GDF 2%	55	55	55	0,00
SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00
SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33
SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00
SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00
SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00
SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00
SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00
SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00
SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00
SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00
SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28
SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00
SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00
SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33
SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00
SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00
SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00
SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00
SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00
SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00
SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00
SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00
SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28
SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00
SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00
SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33
SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00
SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00
SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00
SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00
SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00
SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00
SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00
SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00
SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28
SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00
SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00
SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33	SAF-GDF 2%	570	570	570	+0,33
SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00	SAF-GDF 2%	1530	1530	1530	+0,00
SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00	SAF-GDF 2%	500	500	500	+0,00
SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00	SAF-GDF 2%	1265	1265	1265	+0,00
SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00	SAF-GDF 2%	402,98	402,98	402,98	+0,00
SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00	SAF-GDF 2%	1235	1235	1235	+0,00
SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00	SAF-GDF 2%	140,26	140,26	140,26	+0,00
SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00
SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00	SAF-GDF 2%	406	406	406	+0,00
SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28	SAF-GDF 2%	2924	2924	2924	+1,28
SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00	SAF-GDF 2%	578	578	578	+0,00
SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SAF-GDF 2%	1191	1191	1191	+0,00	SA				

Comptant (sélection)										Sicav (sélection)									
VALEURS	% du nom.	% de coupes	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie Inc.
Obligations										Étrangères									
Exp.Ét. 10.50/29	—	10.82	Exp.Ét. Paris	4010	—	A.E.G. AG	530	—	Kalena Corp.	35	—	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Planoche	191.11
Exp.Ét. 9.40/20 CB	—	2.61	Exp.Ét. Région C.	571	—	A.E.G. AG	525	—	Harvard Miers	1.81	—	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 9.50/29	110.10	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn	201.91	—	Franc. Piers	135.12	—	Pierre Gosselin	191.11
Exp.Ét. 10.50/29	101.41	—	Exp.Ét. Région C.	571	—	Alcan Alumin.	135.50	115	Alcan Alumin.	135.50	115	ActiOn</							

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINUTEL		Matif (Marché à terme international de France) 27 août 1993							
Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 27/08	Cours des billets achat vente		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 27/08	36-15 OIR LE MONDE PUBLICITÉ FINANCIÈRE ☎ 62-72-57	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 225 433				CAC 40 A TERME Volume : 40 917				
Corée Unie (1 usd)	5,8645	5,8368	5,89	5,10	Or fin (à la van barres)	70003	68700		Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Août 93	Sept. 93	Oct. 93	
Ecu	6,8855	6,8445			Or fin (en lingot)	70450	69500										
Allermonia (100 dm)	348,7100	343,9500	336	359	Napoleon (en lingot)	600	465										
Belgique (100 F)	16,4020	16,4115	15,85	15,65	Pices F (10 F)	388	388										
Pays-Bas (100 fl)	310,2800	311,4400	228	319	Pices Suisse (20 fr)	402	354										
France (1000 francs)	84,6250	84,6250	8,37	8,82	Pices Livre (20 lb)	401	354										
Denmark (100 kr.)	84,8000	84,8000	8,37	8,82	Sovereigns	468	380										
Irlande (1 lepl)	81,6355	81,6355	7,80	8,55	Pices 10 dollars	2520	2520										
Gde-Bretagne (1 £)	8,1180	8,0505	8,35	9,15	Pices 10 dollars	121,250	1300										
Grèce (100 drachmes)	2,4355	2,4810	2,68		Pices 5 dollars	740	740										
Suisse (100 Sfrs)	286,3200	286,3200	382	404	Pices 5 pesos	2285	2250										
Suède (100 krs)	71,4400	71,8390	67	78	Pices 10 florins	415	425										
Norvège (100 kr.)	80,1800	80,4280	75	84													
Autriche (100 sch)	51,2620	49,7220	48	51													
Espagne (100 pes)	4,3025	4,3025	4	3,95													
Portugal (100 esc)	3,4200	3,4250	3,05	3,30													
Canada (1 \$ can.)	4,4688	4,4219	4,25	4,70													
Japon (100 Yens)	5,5843	5,5843	5,40	5,75													
					RÈGLEMENT MENSUEL (1)			ABRÉVIATIONS				SYMBOLS					
					Lundi até mardi : % de variation 31/12 - Mardi até mercredi : montant du coupon - Mercredi até jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi até vendredi : compensation - Vendredi até samedi : quittance de négociation			B = Bordeaux L = Lille Ly = Lyon M = Marseille Ny = Nancy Ns = Nantes				1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA ■ coupon détaché - ♦ droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent a = offert - d = demandé - { offre réduite - } demande réduite - # contrat d'animation					

هڪڙي امڙ لاءِ

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimé
au « Monde »
15, rue Falguière
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 51 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourme
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guille
Isabelle Tsouli
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-72-72
Téléc : 40-65-72-72
Société filiale
de la SARL Le Monde et de la SARL Régis Sargis SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tagaz LEMONDE
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à
l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 9.92 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry -
94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., U.S. and additional mailing offices. POSTPAID
TER : Send address changes to 1045 of NY Ave 10th Floor, Champlain, N.Y. 12919 - 1916.
Pour les abonnements étrangers aux USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451 - 290 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

دعوات للافان

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

EGLISE DE LA MADELEINE. Chœur et
orchestre Sinfonietta de Paris : 21 h mar.
Jo-Anne Pickens (soprano), Azzurra Eliaud
(mezzo-soprano), Dan Sperschnieder
(ténor), Thierry de Gromard (basse), Domi-
nique Fenel (direction). Requiem de Mozart.

EGLISE SAINT-AUGUSTIN. Chœur et
Orchestre Sinfonietta de Paris : 18 h dim.
Jo-Anne Pickens (soprano), Azzurra Eliaud
(mezzo-soprano), Dan Sperschnieder
(ténor), Thierry de Gromard (basse), Domi-
nique Fenel (direction). Requiem de Mozart.

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.
Ensemble instrumental Sainte-Geneviève :
21 h mar. Ryland Angel (contre-ténor),
Nels Lindblad (flûte), Dominique Vagstad
(violin), Vivid, Bach, Correll.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.
Jean-Louis Spraul, Nicolas Boyer : 21 h
mar., jeu., ven. Violoncelle, piano, Brahms,
Schumann, Beethoven Le Sinfonietta de
Paris : 21 h ven., 18 h 30 21 h sam.
Nicolas Boyer (piano), Dominique Fenel
(direction), Mozart Olivier de Mombas : 21 h
lun., mer. Violoncelle, Bach.

LE MADISON. (42-27-31-51). Pascal
Gottard : 22 h 30 mar. Piano, Chopin, Liszt
Annelise Longueville : jusqu'au 14 sep-
tembre 1993. 22 h 30 mar. Piano, Ravel,
Debussy, Liszt, Gershwin.

ORATOIRE DU LOUVRE. Chœur du Festi-
val : 21 h mar. Anne Picard (soprano),
Marie-Louise Girard-Parrot (orgue), Daniel
Schrenker (direction), Passages.

SAINT-CHAPELLE. (46-61-55-41). Les
Médiens du roy : jusqu'au 28 septembre
1993. 21 h mar., jeu., lun. Marin-Marais,
Bach, Telemann, Mozart Ensemble Ars
Antiqua de Paris : jusqu'au 6 octobre
1993. 19 h 21 h ven. Musique des trou-
badours et des troubadours, musique espagnole
du XVI^e siècle Ensemble Ars Antiqua de
Paris : jusqu'au 25 septembre 1993. 19 h
21 h sam. Musique au temps des croi-
sades, l'art de Guillaume de Machaut Les
Trompettes de Versailles : jusqu'au 23
septembre 1993. 21 h dim.; mer. Puroel,
Vivid, Telemann et Haendel.

Périphérie

**CHAUSSEY, CHATEAU DE VILLAR-
CEAUX.** La Symphonie du Marais : 18 h
dim. Georges Pludermacher (piano), Hugo
Reynaud (direction), Lully, Philidor, Schu-
bert, Chopin. Dans le cadre du Festival
d'Île-de-France.

SCEAUX, ORANGERIE. (48-00-07-79).
Ensemble de chœurs des Hauts-de-Seine :
11 h dim. Mourat, Delalande, Lully, Jave-
quin, Campra, Gervaise, Messiaen, Delerue.
Dans le cadre du Festival de l'Orangerie de
Sceaux Chœur Simon et Jacqueline Bou-
ghe-Mauvoury : 17 h 30 dim. Schubert,
Ravel, Fauré. Dans le cadre du Festival de
l'Orangerie de Sceaux.

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC DES LOMBARDS
(42-33-22-88). Xavier Richardou Quartet :
22 h 30 mar., jeu., Sam. ; 22 h 30 ven.,
sam. ; Gilles Scouarnec Trio : jusqu'au 12
septembre 1993. 22 h 30 dim. ; Eric
Schultz Nonnet : jusqu'au 13 septembre
1993. 22 h 30 lun. ; Jam Session : jus-
qu'au 21 septembre 1993. 22 h 30 mar.

BAISER SALÉ. (42-33-37-71). Sylvain
Luc, Jean-Marc Jaffet, François Lutzou :
22 h 30 jeu., ven. ; Laccorini-Lorenzini et
Laccorini's Dream : 22 h 30 sam. ;
Greenwich : 22 h 30 dim. ; Recooco :
22 h 30 lun. ; J.-M. Jaffet, S. Luc, F. Lutzou,
S. Belmondo : 22 h 30 mar. Jean-
Yves Candela, Sud Messagers.

LE BILBOQUET. (45-48-81-84). Christèle
Dobet Quartet : 22 h 45 mar., jeu., ven.,
sam. ; Turk Masno Quartet : jusqu'au 24
octobre 1993. 22 h 45 dim., lun., mar.

LE BISTROT D'EUBACHE.
(40-26-23-20). Philippe Duchemin Trio :
22 h 30 ven., sam.

CAVEAU DE LA HUCHETTE
(43-26-65-06). Maxim Saury Jazz Music :
21 h 30 mar., jeu., ven., sam., dim.

FRONT PAGE. (42-36-98-69). Indigo :
22 h 30 mar. ; Acoustic Blues Night :
22 h 30 jeu. ; Frank Ash : jusqu'au 17
septembre 1993. 22 h 30 ven. ; House
Band : jusqu'au 12 septembre 1993.
22 h 30 dim. ; Mauro Senti & Friends :
22 h 30 mar. ; Alain Barque & Blues Har-
itage : 22 h 30 sam. ; Acid Haval :
22 h 30 lun.

HIPOCAMPUS. (45-48-10-03). Trio
Jazz Middle : 21 h ven. ; Trio New
Orleans : 21 h sam.

JARDIN D'ACCLIMATATION. Philippe
Meté Quartet : 18 h dim.

JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON
(40-88-30-42). Stefan Patry : 22 h 30
mar., jeu., ven., sam. ; Golo : jus-
qu'au 19 septembre 1993. 22 h 30 lun.,
mar.

LATITUDES SAINT-GERMAIN
(42-61-53-53). David Legitim Quartet :
22 h 30 mar. ; Menu La Prince Quartet :
22 h 30 jeu. ; The Orlo Bordes Quartet :
22 h 30 ven. ; Louis Hénest : 22 h 30
sam. ; Philippe Milana Nonet : 22 h 30
mar.

LA LOUISIANE. (42-36-68-98). Boozoo's
Jazz Combo : 21 h jeu. ; Michel Mardignan
Clarinet Connection : 21 h ven. ; Philippe
de Préfasse Group : 21 h sam., mar. ;
Fabrice Euly : 21 h lun.

LE MONTANA. (45-48-93-08). Alcotest
Blues Band : 22 h 30 mar., jeu., ven.,
sam. ; Chris Henderson Band : jusqu'au 26
septembre 1993. 22 h 30 dim. ; René
Urreger Trio : jusqu'au 15 septembre
1993. 22 h 30 lun., mar.

MONTGOLFIER. (40-80-30-30). Nivo

Rahcarson : 22 h mar. ; Pierre Collaris :
22 h jeu., ven. ; Pierre Boyer : 22 h sam.,
dim., lun. ; François Gun : 22 h mar.
NEW MORNING. (45-23-61-41). Sales
Picante : 21 h sam. ; The Mission : 20 h
mar.

LE NOUVEAU CAFÉ. (43-21-65-29). Eric
Triton : 21 h jeu. ; Poker Trio : 21 h ven.,
sam.

**PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-
BERCY.** (40-02-60-02). Prince : 20 h 30
mar.

PASSAGE DU NORD-OUEST
(47-70-81-47). Les Skatistas : 22 h dim.

PETIT JOURNAL MONTPARNAISE
(43-21-56-70). Raoul Pette : 21 h mar. ;
Michel Legend Big Band : 21 h jeu. ; B and
C Unlimited Jazz Combo : 21 h ven. ; Joël
Loui Voigt, Marie-Line, Bonbon (mise en
scène) : 21 h mar.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL
(43-26-28-59). Southern Stompers :
21 h 30 ven. ; Orphéon Celeste : 21 h 30
sam. ; Alligators Jazz Band : 21 h 30 lun. ;
Claude Lutz Quartet : 21 h 30 mar.

PETIT OPPORTUN. (42-36-01-36). Syl-
vain Bauf, Bojan Zulfikarpasic : 22 h 45
mar. Saxophone, piano, Christophe Wal-
lemme (contrebasse), Stéphane Huchard
(batterie).

SLOW CLUB. (42-33-84-30). Howling
Winds : 22 h mar., jeu., ven., sam. ;
Scott : 22 h mar.

SUNSET. (40-26-46-60). Alex Migale
Quartet : 22 h 30 mar., jeu. ; Michel Gril-
ler, Alby Cufes, Simon Goubert : 22 h 30
ven., sam. ; Gilles Scouarnec Trio : jus-
qu'au 13 septembre 1993. 22 h 30 lun.,
mar. ; Art Sound Orchestra : 22 h 30 mar.

UTOPIA JAZZ CLUB. (43-22-79-66).
Blues Menage : 22 h mar. ; Style : 22 h
jeu. ; Indigo : 22 h ven. ; Layla & the Domi-
nos : 22 h sam. ; Jean-Jacques Milieu &
Friends : 22 h mar.

LA VILLA. (43-26-60-00). Ricky Ford

Quartet : 22 h 30 mar., jeu., ven., sam.,
lun., mar. Saxophone, Alain Jean-Marie
(piano), Wayne Dockery (basse), Bruce
Cox (batterie).

Périphérie

CHESSY, MANHATTAN JAZZ CLUB
(60-45-75-16). Philippe Lucas Quartet :
21 h mar. ; Jeffrey Smith Quartet : 21 h
jeu., ven., sam. ; Fabien Ruiz Quartet : jus-
qu'au 27 septembre 1993. 21 h dim.,
lun. ; Robin Kanyasta Quartet : 21 h mar.

CHANSON

AKTÉON-THÉÂTRE. (43-38-74-62). L'Ar-
de Paris : jusqu'au 11 septembre 1993.
20 h 30 mar., jeu., ven., sam., mar. Avec
Lou Voigt, Marie-Line, Bonbon (mise en
scène).

LE BERRY-ZÈBRE. (43-67-51-55). Tiers
bon : 21 h mar., jeu. Spectacle musical
de Samuel Légié.

CAVEAU DES DUBLIETTES
(43-54-84-87). Cabaret de la chanson fran-
çaise : 21 h mar., jeu., ven., sam., lun.,
mar. Chansons à la carte tous les soirs.

PARC DES EXPOSITIONS. Chaka
Dennis & Piers : 20 h sam.

PÉNICHE MÉTAMORPHOSIS
(42-61-33-70). Vous avez dit bizarrerie ?
jusqu'au 19 septembre 1993. 21 h mar.
Avec les duos Zig Zzag.

TOURTOUR. (48-87-62-48). Ashkan M. La
Groove : jusqu'au 11 septembre 1993.
22 h mar., jeu., ven., sam., mar.

Périphérie

SAVIGNY-LE-TEMPLE (PARC URBAIN)
(64-37-34-13). Chantier Yopie Trans-Sé-
nart : 14 h sam. Avec la Compagnie Luba,
les Moleques de Rue, Tattam A'Gogo, le
Lion du Fleuve Jaune, la Fanfare zéroise
Kimbanguiste, les Sweeties.

PARIS EN VISITES

MARDI 31 AOÛT

« Montmartre, une butte sacrée, un
village pittoresque et vivant »,
10 h 30, sommet du funiculaire, au
fanion Paris autrofois (L.-A. Lavigne).

« Le Père-Lachaise selon l'humour
du conférencier », 11 heures et
15 heures, porte principale, boulevard
Ménilmontant (V. de Langlade).

« L'Opéra : architecture et décor de
Charles Garnier » (fini à trente per-
sonnes), 11 h 30, dans le vestibule,
statue de Lully (Monuments histo-
riques).

« Fastes et mystères de l'Opéra-
Garnier », 14 h 30, à l'intérieur
(Connaissance de Paris).

« La mairie du neuvième arrondis-
sement (ancien hôtel d'Aigny) et le
quartier de la Grange-Batellière »
(Monuments historiques).

« Ou Champ-de-Mars au palais de
la Légation », 15 heures, au palais de
la Légation (Monuments histo-
riques).

Chaillot : évocation du terrain militaire
et des expositions universelles du
Trocadéro et de Chaillot, 16 heures,
pilier Nord de la tour Eiffel, devant le
buste de Gustave Eiffel (Monuments
historiques).

« Les passages couverts du Sentier
où se réalise la mode féminine. Exo-
tisme et dépeyement assurés »
(deuxième parcours), 16 heures,
3, rue de Palestro (Paris autrofois,
L.-A. Lavigne).

« Hôtels et jardins du sud du
Marais. Place des Voieges »,
16 heures, sortie métro Saint-Paul
(Réurrection du passé).

« Promenade dans l'île de la Cité,
berceau du vieux Paris », 16 heures,
portail central de Notre-Dame (Paris
et son histoire).

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

NUMÉRO SPÉCIAL ÉTÉ - 40 pages 30 F

LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malaise sinon de
malheur, il existe encore des lieux où l'on
peut trouver le bonheur ; à condition de
savoir le chercher... Le café ou l'atelier du
bricoleur, le stade ou la grande nature
pour la marche à pied, le club de vacances
que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on
a choisi.

Des écrivains, Kenneth White et Jacques
Lanzmann ; un sociologue, Véronique
Nahoum-Grappe ; un philosophe, Michel
Tibon-Cornillot ; un historien, Roger
Chartier, une enseignante, Andrée
Chastel, racontent leur mode d'emploi de
ces lieux de bonheur.

LA SUISSE
OU L'INDIFFÉRENCE

Il y a un mystère dans la Suisse. Voici un
pays très jaloux de sa particularité, de sa
différence qui s'expriment surtout par une
grande indifférence à l'égard du monde
qui l'entoure. La fameuse neutralité suisse
a-t-elle encore un sens au cœur d'une
Europe qui s'efforce de se rassembler et de
gommer ses dissemblances ?

QUELLE LANGUE POUR
L'EUROPE ?

Si l'Europe se fait vraiment elle devra bien
parler un langage commun. Forcément
l'anglais ? Les jeux ne sont pas faits, mais
presque, du moins pour la communication
utilitaire. Comment alors sauver la
culture européenne, qui ne peut s'exprimer
qu'à travers une langue ou des langues
européennes ?

FRANCE-ITALIE :
LES JUGES ET LES
AFFAIRES

Le Monde des débats a organisé à Paris
une rencontre entre magistrats français et
magistrats italiens spécialisés dans le
traitement des « affaires ». Ils ont
manifesté leur inquiétude face à la
criminalisation de la société.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Royal Albert Hall de Londres) : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 83, de Brahms ; Le Concerto d'une nuit d'été op. 46, de Sibelius ; Le Chœur symphonique de la BBC et l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Sillschke ; sol. : John Lill, piano, Edith Wiens, soprano, Christine Oates, mezzo-soprano.

23.00 Concert (donné le 8 mai Salle Grawert) : Ariane à Naxos, Médée, de Berlioz, par la Musica Aeterna de Bratislava, dir. Christophe Rousset ; sol. : Ophélie Teulard, Mervin Zimm, Bruno Carl Boes.

0.35 Bleu nuit. Michel Procaccia avec Andy McKee, contrebasse, et Victor Jones, batterie à Salon-de-Provence en 1988 ; Bob Florence, un grand orchestre de jazz.

Le trentième anniversaire de la marche de Martin Luther King

La lutte des Noirs américains est passée du terrain politique à l'économique

Le président Bill Clinton a appelé, samedi 28 août, les Américains à réaliser la rêve évoqué par Martin Luther King trente années auparavant, lors de la grande marche des Noirs américains sur Washington. Dapula l'île de Martha's Vineyard, dans le Massachusetts, où il terminait ses vacances, M. Clinton a estimé que « la dignité humaine commence par la capacité de subvenir économiquement à ses besoins ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Sur les escaliers du Lincoln Memorial, du haut de ce temple laïque, néo-hellénique, d'où l'on contemple toutes les institutions de la République américaine, rien, ou presque, ne manquait à la cérémonie. On célébrait le trentième anniversaire de la marche pour l'égalité des droits civiques des Noirs menée à Washington par Martin Luther King et, comme à une réunion d'anciens combattants, tous les chefs de file de ce combat étaient là : de la veuve du pasteur, Coretta King, à Jesse Jackson, en passant par nombre d'autres vétérans de la bataille des années 60.

Il y avait des orchestres, des slogans reprenant le maître-discours que Martin Luther King prononça ce 28 août 1963 - « J'ai fait un rêve » - et des haut-parleurs géants pour répéter l'écho des spirituals. Il y eut encore des discours en forme de bilan, ni optimistes, ni pessimistes, sur l'état de l'Amérique noire. Le révérend Benjamin

Chavis, nouveau patron de la NAACP (Association nationale pour le progrès des gens de couleur), organisation pivot de la lutte pour les droits civiques, a donné son évaluation : « Si nous avons fait des progrès significatifs au niveau de notre représentation politique, il n'en a pas été de même dans la vie économique ».

Il y eut des diatribes psalmodiques, à la façon des pasteurs du Sud, sur le drame des ghettos urbains, et, plus prosaïques, des discours réclamaient « des emplois, des emplois, encore des emplois » ou dénonçant le futur traité de l'ALENA (union commerciale avec le Mexique et le Canada), qui menacerait de vieilles industries où travaillent nombre de Noirs américains.

Succès relatif

Au fond, il n'a manqué qu'une chose : la foule. Quelques dizaines de milliers de personnes s'étaient déplacées : la grande marche de 1963 en avait réuni 250 000. S'il s'agissait d'une tentative de la part des dirigeants du mouvement des droits civiques (la NAACP) pour - comme l'a dit l'un d'eux - « ranimer un esprit de solidarité » (au sein de la communauté noire), ce fut, au mieux, un demi-succès. Mais, paradoxalement, ce résultat mitigé illustre le plein succès remporté par la bataille pour les droits civiques (un an après la grande marche, le président Johnson faisait voter un ensemble législatif supprimant toute discrimination légale).

A l'échelon politique, les Noirs américains (12 % de la population)

ont pleinement profité de l'égalité civique. En 1963, les Noirs comptaient 300 élus au niveau des Etats ; en 1993, il y en a 7 000. Le scrutin de novembre dernier a envoyé au Congrès fédéral un nombre sans précédent d'élus noirs : Carol Mosley Braun au Sénat, et, à la Chambre, trente-neuf représentants, cependant que quatre Noirs siègent au cabinet.

Conséquence inéluctable, le « leadership » noir - si l'expression a un sens - a, tout naturellement, changé de terrain : des associations traditionnelles de la bataille pour les droits civiques, il est passé à la NAACP ou dans quelque autre association, par exemple celle de Jesse Jackson ; il est à la Chambre des représentants, dans ce puissant groupe parlementaire noir, le « block caucus », qui a sérieusement pesé lors de la dernière bataille budgétaire.

La deuxième raison du succès relatif de la manifestation de samedi tient à l'évolution de la communauté. Parler d'une « communauté noire », qui aurait des intérêts homogènes, n'a plus grand sens. Même si nombre de prestations journalistiques semblent l'ignorer, un bon tiers des quelque trente millions de Noirs américains sont, plus ou moins solidement, arrivés à la classe moyenne ; ils ont peut-être un revenu moyen encore inférieur à celui de la *middle class* blanche mais ils n'ont, assurément, pas ou plus grand-cosé à voir avec l'Amérique des ghettos urbains. Dans le même temps, en revanche, un autre tiers reste implacablement prisonnier de ces ghettos : familles en miettes, économie de la drogue, sida, violence... Cette « sous-classe », comme on dit ici, s'est même élargie depuis la bataille pour les droits civiques.

Henry Louis Gates, président des études afro-américaines à l'université d'Harvard, explique : « Pour ceux des Noirs qui ont gagné la classe moyenne, l'avenir paraît prometteur, mais nous avons, dans le même temps, la plus vaste sous-classe noire de l'histoire du pays. Ce sont les temps à la fois les meilleurs et les plus durs ». Cette diversité économique et sociale rend les manifestations de solidarité communautaire plus problématiques que lorsqu'il s'agissait de lutter pour l'égalité des droits civiques.

ALAIN FRACHON

An Péron

M. Bustamante a été nommé premier ministre

Le président péruvien Alberto Fujimori a nommé, samedi 28 août, l'homme d'affaires Alfonso Bustamante, qui détenait le portefeuille de l'Industrie, au poste de premier ministre, après avoir accepté la démission de son prédécesseur, Oscar de la Puente. Ce dernier eut le titre de « représentant personnel du président pour les affaires internationales ». Un autre homme d'affaires, Efraim Goldenberg, a été nommé ministre des affaires étrangères. A l'issue de ce remaniement le cinquième depuis l'arrivée au pouvoir de M. Fujimori en juillet 1990, - le gouvernement péruvien se compose d'une majorité de personnalités du monde des affaires, non liées aux partis traditionnels. - (AFP, Reuters.)

COLOMBIE : treize policiers tués dans une embuscade de la guérilla. - Des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC) ont attaqué, samedi 28 août, un camion de la police à l'explosif et au pistolet-mitrailleur, tuant treize de ses quatorze occupants, près d'Usme, au sud-est de Bogotá, a indiqué la police. Le seul survivant, grièvement blessé, a sauté dans un fossé pour échapper aux balles du commando, composé d'une trentaine de personnes. - (Reuters, AFP.)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde INITIATIVES

En Somalie

Les Etats-Unis ont mené une opération hélicoptère dans Mogadiscio

Une vingtaine d'hélicoptères américains ont lancé, lundi 30 août, avant l'aube, une opération dans le secteur de l'hôpital Digfer de Mogadiscio. Les correspondants de presse sur place ont vu des commandos descendre à terre à l'aide de filins et plusieurs appareils se posant avant de repartir vers l'aéroport de la capitale. Les journalistes ont entendu des explosions, mais l'arrivée des soldats n'a pas déclenché de riposte du côté somalien. Des hélicoptères de combat Cobra survolaient l'hôpital, tandis que d'autres appareils patrouillaient à proximité.

Il s'agit de la première opération déclenchée par l'Opération des Nations unies en Somalie (UNOSOM-II) depuis l'arrivée à Mogadiscio, le samedi dernier, d'un contingent de quatre cents rangers américains, déployés en renfort par les Etats-Unis pour épauler les « casques bleus ». Les attaques se sont multipliées ces dernières semaines contre les soldats américains. Trois attentats commis à l'aide de mines télécommandées ont notamment fait quatre morts et dix blessés dans leurs rangs. C'est dans les parages de l'hôpital Digfer que se trouvent la résidence du général Mohamed Farah Aidid, recherché par les Nations unies, et le siège de son parti, le Congrès de la Somalie unifiée, qui a été bombardé par l'ONU le 12 juillet.

La semaine dernière, l'UNOSOM - II avait distribué dans Mogadiscio des tracts invitant la direction de l'hôpital à se débarrasser des armes se trouvant dans le quartier, sous peine de représailles. Le directeur de l'établissement, M. Fuji Mohamed, avait répondu qu'il n'y avait pas d'armes dans le secteur et que, de toute façon, il n'avait aucune juridiction sur celui-ci.

Selon une enquête dont les résultats ont été diffusés la semaine dernière par l'ONU, le général Aidid a « autorisé » l'attaque meurtrière du 5 juin contre des soldats pakistanais de l'ONU - dont vingt-quatre avaient été tués - et il est désormais possible de poursuivre judiciaires.

Les soldats américains déposés par les hélicoptères ont brièvement détenu huit employés du Programme de développement des Nations unies (PNUD), au cours des perquisitions qu'ils ont effectuées dans le quartier de l'hôpital. Les huit personnes, qui avaient été libérées, ont été relâchées, une fois leur identité vérifiée, a indiqué le porte-parole de l'UNOSOM-II, le major David Stockwell. - (AFP, AP, Reuters.)

Lors de leur rassemblement annuel à Dixmude (Belgique)

Des Flamands revendiquent un « Etat totalement souverain »

Da nombreux Flamands - 20 000 selon la police, 35 000 selon les organisateurs - ont répondu, dimanche 29 août, à l'appel du « comité du pèlerinage de l'Yser » qui, chaque année à la même période, commémore le sacrifice des soldats belges néerlandophones tombés au bord de cette rivière, pendant la première guerre mondiale, sous le commandement d'officiers francophones qui, de par leur origine sociale, ne parlaient pas leur langue (Le Monde daté 18-19 avril).

BRUXELLES

de notre correspondant

Le rassemblement annuel de Dixmude, en Flandre occidentale, est traditionnellement une occasion de jauger l'état d'esprit des Flamands, bien qu'il commence toujours par une messe, sous le grand monument de 83 mètres de haut, frappé des lettres AVV-VVK. Pour « Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus », « Tout pour la Flandre, la Flandre pour le Christ ». On pouvait se demander si la récente mise en place des institutions fédérales et si les sentiments d'attachement à la Belgique unitaire manifestés après le mort de Baudouin I^{er} allaient éteindre la combativité des « pèlerins ». Il n'en a rien été.

Lionel Vandenberghe, président du comité d'organisation de la manifestation, a invité l'assistance à « ne pas se laisser impressionner par les vieux unitaristes » et à ne

pas perdre de vue que la réforme de la Constitution « n'est qu'une étope vers un Etat flamand totalement souverain ». Il a dit que le prochain objectif est la scission du système de sécurité sociale entre Flamands et Wallons ainsi que l'autonomie de la fiscalité et celle de la justice dans chaque région. L'an dernier, il avait invité les francophones à « aller chez le notaire » avec les néerlandophones pour un « divorce » à l'amiable. Cette fois-ci, il a été moins aimable, évoquant une « Wallonie dont la France est la maîtresse » et prévenant que « la Flandre ne veut pas être dépendante du grand capital français », ce qui est la reprise d'une ancienne flammarigante sur « l'invasion » de la Belgique par les investisseurs de l'hexagone.

Considéré comme un « modéré » dans le mouvement flamand, M. Vandenberghe est contesté par diverses tendances radicales. C'est sans doute pour cette raison qu'il a durci son discours. Des bannières à la gloire du Vlaams Blok, le parti de l'extrême droite néerlandophone, étaient largement déployées pendant la grand-messe flammarigante de Dixmude. La réplique des nationalistes néerlandophones aux « Belgeiens » rassemblés à Bruxelles pour les funérailles du roi est esquissée dans un entretien de M. Vandenberghe accordé à la Libre Belgique : « On a sciemment abusé de l'émotion des individus ; tant la presse francophone ou flammarigante que l'Eglise et la classe politique. C'est de l'hypocrisie et de la malhonnêteté ».

JEAN DE LA GUERIVIERE

Un scrutin sans surprise

Le candidat officiel a été élu président de la République de Singapour

Candidat officiel du parti au pouvoir depuis 1959, le PAP (Parti d'action populaire), Ong Teng Cheong a été élu chef de l'Etat, samedi 28 août, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel dans l'île. Il remplacera, le 1^{er} septembre, Wee Kim Wee. M. Ong, qui est âgé de cinquante-sept ans, est un ancien dirigeant syndicaliste devenu vice-premier ministre et président du PAP. Il avait démissionné de ses fonctions peu avant le scrutin.

Depuis la réforme constitution-

nelle, le président, élu pour six ans, est doté de pouvoirs plus importants, en particulier dans le contrôle des finances de l'Etat. M. Ong a remporté 58,7 % des suffrages contre 41,3 % à Chua Kim Yeow, ancien haut fonctionnaire à la retraite.

Après la disqualification, par la commission électorale, des deux candidats de l'opposition - Joshua Jeyaratnam et Tao Soo Phuan, du Parti des travailleurs - seul M. Chua avait été autorisé à se présenter. Il avait reconnu l'avoir fait à la requête de dirigeants du PAP afin que M. Ong ne soit pas candidat unique, et avait mené une campagne discrète.

En l'absence de l'opposition, à laquelle le gouvernement semble toujours avoir du mal à s'habituer, il semble que la plupart des 41 % de voix qui se sont portées sur M. Chua peuvent être considérées comme des votes de protestation. « Ce résultat devrait inquiéter fortement le PAP. C'est un signal indiquant clairement que les gens en ont assez. J'aurais pu remporter l'élection si on m'avait laissé me présenter », a déclaré M. Jeyaratnam. - (AFP, Reuters.)

En Inde

Protéger le Taj Mahal

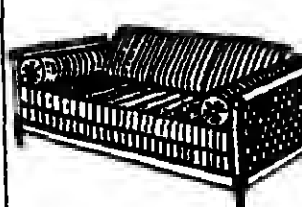
La Cour suprême indienne a ordonné, vendredi 27 août, la fermeture de 212 usines ou ateliers situés à proximité du Taj Mahal - la mausolée de marbre blanc édifié à Agra par l'empereur Shahjahan pour son épouse - afin de préserver de la pollution ce joyau de l'architecture moghole. Ces usines n'avaient pas respecté les réglementations antipollution de l'Etat d'Uttar-Pradesh. Les émissions polluantes, en particulier d'oxyde de soufre, ont jauni le marbre blanc du monument. Les contraventions ne pourront faire appel que lorsqu'elles auront installé un équipement antipollution. - (AFP.)

Des centaines de milliers de sans-abri après des inondations en Inde. - Des centaines de milliers de personnes sont sans abri après les inondations qui se sont produites dans les Etats indiens de l'Assam (à l'est du pays) et du Bihar (au nord). Proche du Népal, l'Etat du Bihar, où 250 000 hectares de terres agricoles ont été ravagées, compte environ 460 000 sinistrés. Dans l'Etat de l'Assam, proche du Bangladesh, plusieurs cours d'eau sont sortis de leur lit, inondant de vastes régions et laissant des milliers de personnes sinistrées. Depuis le mois de juin, au moins 1 200 personnes ont péri dans des inondations dues aux pluies de mousson dans quatorze des vingt-cinq Etats de l'Inde.

VENTE EXCEPTIONNELLE

Rémy

LIT DE REPOS TOUS STYLES, TOUTES DIMENSIONS



secrétaires, commodes, bureaux, bibliothèques, buffets, tables, sièges, etc.

80-82-83, fig St-Antoine, 75012 Paris
(1) 43-43-88

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Alain Badiou 2

ÉTRANGER

Les négociations sur le découpage de la Bosnie-Herzégovine 3

Algérie : Rachid Makel tarde à former le gouvernement 4

Les relations entre la Chine et les Etats-Unis traversent leur plus grave crise depuis vingt ans 6

Les négociations israélo-arabes 7

POLITIQUE

Jacques Delors appelle les partisans de l'Europe à agir ensemble 6

La direction des Verts condamne le « comportement fractionniste » des amis de M. Weecher 9

SOCIÉTÉ

Trois « pirates de la route » mis en examen 10

La sécurité routière a cessé de s'améliorer 11

SPORTS

Automobilisme : la Grand Prix de formule 1 de Belgique 14

Cyclisme : les championnats du monde sur route 14

CULTURE

Festival : à Reading, la rock entre fusion et confusion 12

Un projet d'autoroute contesté à Langois : au secours, Balzac ! 13

ÉCONOMIE

M. Alphandéry prévoit une reprise « d'ici quelques mois » 15

Air Inter aurtaxe les passagers « volumineux » 16

Via des entreprises 18

L'ÉCONOMIE

Les vacances de la crise • La multiplication des pains • Le numéro vert victime de son succès • « Fibre continentale » à Taiwan • Conjoncture 23 à 30

Services

Abonnements 20

Carnet 11

Loto, Loto aporil 13

Marchés financiers 18 et 19

Météorologie 21

Mots croisés 13

Radio-télévision 21

Spectacles 20

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folioté de 23 à 30

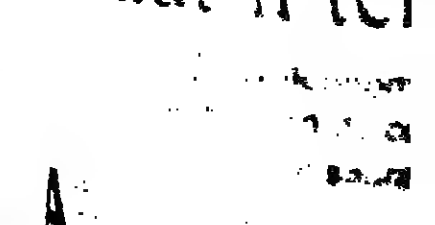
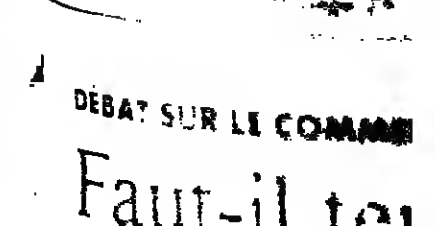
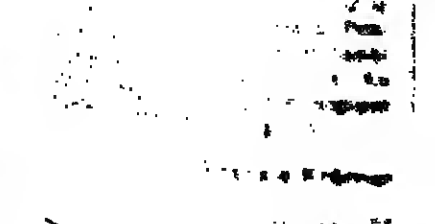
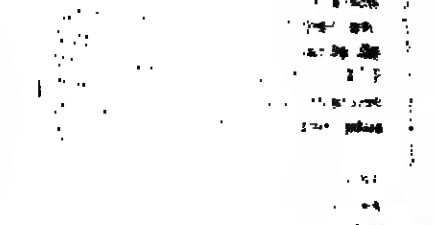
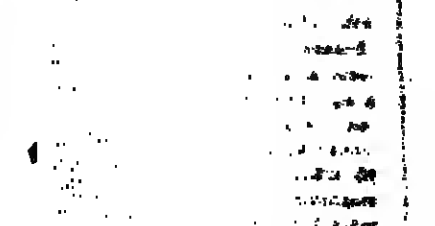
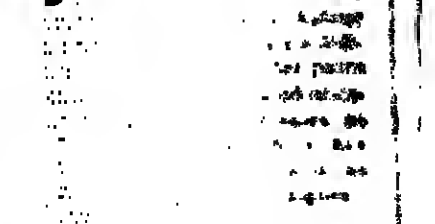
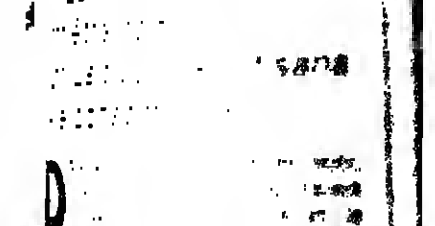
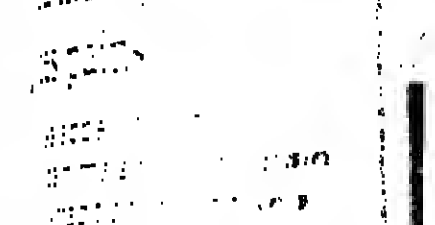
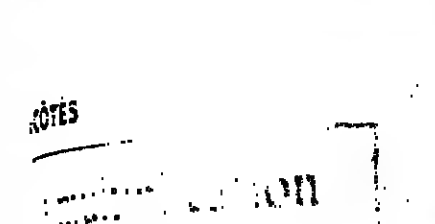
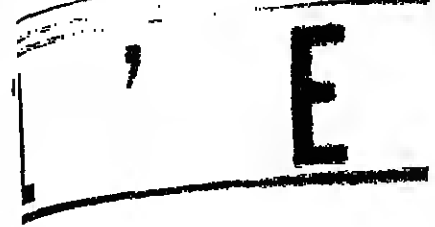
Le numéro du « Monde » daté 29-30 août 1993 a été tiré à 310 737 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » :

L'empire d'Akkad vaincu par la sécheresse

Une désertification consécutive à une éruption volcanique aurait entraîné la chute de la dynastie fondée il y a plus de 4 000 ans en Mésopotamie par le roi Sargon.



Le Monde

Le numéro vert victime de son succès



Ces numéros de téléphone gratuits sont de plus en plus utilisés par les entreprises pour dialoguer avec les consommateurs. Mais leur coût n'est pas négligeable, d'autant que les plaintes en abondent.

page 24

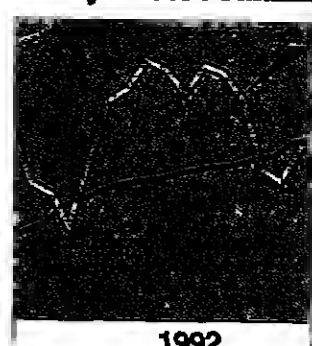
« Fièvre continentale » à Taïwan



Les relations économiques entre l'île et la Chine continentale se multiplient de plus en plus ouvertement. Entre 5 et 20 milliards de dollars, tel serait déjà le montant des investissements taïwanais.

page 25

Conjoncture : l'aluminium en berne



Le demande se maintient malgré la récession, mais l'offre a trop gonflé, surtout en provenance de l'ex-URSS. Résultat, les stocks de métal blanc s'amoncellent et les prix baissent à un rythme vertigineux.

page 30

MODE D'EMPLOI

Consommation : Le numéro vert victime de son succès. Humeur, par José Doyère : La mois le plus long. La cote des mots : Bae de l'âne. Livre : L'impôt, rigueur et psychologie, une critique de Science fiscale, le dernier livre de Maurice Lauré, inventeur de la TVA, paru aux PUF. Agenda : les principaux rendez-vous de la semaine économique.

PERSPECTIVES 25 à 29

CONJONCTURE 30

L'emploi : La dégradation s'accroît.

L'Afrique subsaharienne : Divergences de développement. Le Sénégal : Les fonctionnaires au pain sec.

L'ÉCONOMIE

À-CÔTÉS

La multiplication des pains

Les appellations « pain maison » et « pain de tradition française » vont être codifiées. Un plus pour les artisans et le consommateur

DRESSÉS dans leur panier en osier, sans fariole apparente ni raisin d'ornement, la baguette et le batard paraissent un rien austères. Autour de ces pains que l'on dit désormais « ordinaires », chez votre boulanger, des pains spéciaux dont le nombre et la sophistication vont croissant : aux six céréales, au son, au seigle, au sésame, aux noix, aux raisins, au cumin, au pavot, au soja, au lard, à l'huile, aux oignons, aux algues... ou même à la farine de coton.

« C'est très exactement au début des années 80, se souvient Gérard Delessard, président du syndicat patronal de la boulangerie de la région parisienne, qu'a débuté l'engouement pour les pains spéciaux. » Depuis, il ne s'est pas démenti, loin de là : selon la dernière enquête de l'INSEE sur la consommation alimentaire (1989), les Français consomment 3 kilos de pain spécial par personne et par an, pour une somme totale de 3 milliards de francs. Les « spéciaux », qui en 1979 représentaient 4 % de la consommation globale de pain, approchent dix ans plus tard les 10 %.

« Les déclarations des diététiciens, selon lesquels ces pains, riches en fibres, sont bons pour la santé, ont constitué le délice », poursuit Gérard Delessard. Pendant des années, on avait en effet banni le pain et recommandé la biscotte. Au début des années 80, la vague écologique et l'« effet Polléne » se conjuguent.

Pascal Krémer

Lire la suite page 25

CONSUMMATION

Les vacanciers de la crise



En vacances, les consommateurs ont emmené leurs tracas et modifié leur comportement. Ils partent moins longtemps, délaissent les hôtels pour les gîtes ruraux ou les maisons de famille, « zappent » d'un endroit à l'autre, comparent, marchandent, sautent le déjeuner et remplissent de victuailles le minibar des « trois étoiles ». Crise oblige, ils « font attention à tout ». A ces manières de fourmi, s'ajoute une transformation plus profonde qui pousse le vacancier vers l'indépendance, le tourisme vert, les sports « nature » et les activités « culturelles ». Pour les professionnels, cette saison catastrophique sonne l'heure de la reconversion : sur la Côte d'Azur comme en Bretagne, en Espagne ou en Italie, tous cherchent à s'adapter.

Lire pages 28 et 29 les articles d'Yves Arcoll, Michel Deur, Patrick Le Nen, Guy Porte et Françoise Veysse.

DÉBAT SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Faut-il tempérer le libre-échange ?

Deux économistes, l'un allemand, l'autre français, confrontent leur vision du commerce mondial. Pour le premier, le libre-échange ne saurait être qu'intégral, pour le second, aménagé

APRÈS la monnaie cet été, les relations entre Paris et Bonn vont être domoïées cet automne par les grandes questions commerciales, avec la reprise des négociations de l'Uruguay Round. Le gouvernement français vient de recevoir l'appui inespéré du chancelier allemand dans son combat jusqu'ici solitaire contre le préaccord agricole de Blair House conclu entre les États-Unis et les négociateurs européens le 19 novembre 1992. Lors de la visite d'Edouard Balladur en Allemagne, jeudi 26 août, Helmut Kohl a reconnu que « le préaccord comporte certains problèmes, même pour nous ». Ce qui n'empêche son ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, de dénoncer la « philosophie mercantiliste et protectionniste » des Français dans l'affaire du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

C'est dans ce contexte que l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* et le *Monde* ont réuni, à Hambourg pour un débat autour du libre-échange, deux économistes de renom, l'Allemand Horst Siebert, président de l'Institut d'économie mon-

diale de Kiel, et le Français Gérard Lafay, directeur adjoint du CEPII (centre d'études prospectives et d'informations internationales).

Chacun d'entre eux s'est exprimé en son nom personnel, sans prétendre représenter un point de vue national. Le débat n'en reflète pas moins des différences d'approche considérables entre Français et Allemands.

INTERDÉPENDANCE • La concurrence est-elle bonne en tout état de cause, comme le soutient Horst Siebert, ou est-elle faussée au point de mettre en danger l'emploi et l'équilibre des pays occidentaux, comme le pense Gérard Lafay ? Pour le premier, « la politique commerciale ne peut en aucun cas être un remède pour réduire le chômage » ; le second l'admet, mais souligne que la sous-évaluation des monnaies, notamment asiatiques, ôte aux producteurs européens toute chance de résister à leurs concurrents et appelle donc des mesures de protection, d'autant plus fortes que l'origine des importations est lointaine.

Gérard Lafay rappelle qu'il n'y a pas, sur le problème des échanges internationaux, une philosophie française, mais plusieurs. Ce que confirme tout à fait le point de vue que nous a adressé l'économiste François Rachline et que nous publions en contrepoint du débat franco-allemand. La crise, explique-t-il, amène même des partisans convaincus du libre-échange à se demander si « un peu » de protection ne serait pas une solution propre à soulager la situation de l'emploi : avant d'aller dans ce sens, réalisons qu'à problème mondial (et les échanges internationaux en sont un, par définition), il faut des solutions mondiales. L'interdépendance planétaire est une donnée essentielle de ce siècle, d'abord subie, puis assumée. Pour François Rachline, essayer de l'enrayer ne peut conduire qu'au déclin.

Lire pages 26 et 27 l'entretien réalisé par Thomas Hanke (*Die Zeit*) et Erik Izraelwicz (*le Monde*) ainsi que le point de vue de François Rachline.

DEUG, DUT, BTS...

VALORISEZ VOTRE FORMATION EN INTEGRANT L'ISG

- SUR DOSSIER ALPHES DE LA COMMISSION DES ADMISSIONS QUI DÉTERMINE LE PASSAGE OU LA DISPENSE DES ÉCRITS DU CONCOURS
- LES NON-DIPLOMÉS DEVONT NECESSAIREMENT PASSER LES ÉCRITS AFIN D'INTÉGRER LES CYCLES INTERNATIONAUX ET NATIONAUX DE L'ISG

ISG

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

4/6/8 RUE DE LOTA - 75116 PARIS - Téléphone : (1) 45 53 60 00

كلمة من لعل

هذه من لطف

CONSUMMATION

Le numéro vert victime de son succès

Depuis dix ans le numéro vert a réussi une belle percée. Mais son développement est entravé par la profusion des appels pirates qui gonflent indûment le coût de ce service

BANQUE, assurance, transport, informatique, grande distribution, tourisme et loisirs, etc. En dix ans d'existence, le numéro vert a réussi une percée remarquable dans les secteurs d'activité les plus variés, et compte aujourd'hui 15 500 abonnés. Mais depuis 1990 le marché semble se stabiliser. « Les entreprises françaises sous-consomment le numéro vert », estime Pascale Edmond, chef du produit à France Télécom, aux Etats-Unis le « service 800 », son équivalent américain, compte 600 000 abonnés.

Facilement identifiable puisqu'il commence systématiquement par 05, le numéro vert répond à deux usages. Au sein des entreprises, il facilite la transmission des commandes ou de toute autre information; la société offre ainsi la communication à son personnel en déplacement - commerciaux, livreurs... - ou à son réseau de revendeurs et distributeurs. A l'extérieur, le numéro vert est destiné au grand public: les services après-vente des grandes entreprises sont particulièrement friands de l'appel gratuit, qui permet de tout connaître des désirs et des réclamations des clients.

IMAGE DE MARQUE « C'est un service en plus, très important pour l'image de marque, qui stimule nos remontées vers le consommateur », explique Nathalie Doat, responsable de la communication chez Lever, filiale détentrice d'Unilever (Skip, Omo, Persil...), qui fait valoir la spontanéité des gens au téléphone par rapport au courrier. Systématiquement, les emballages des produits Lever mentionnent le numéro vert. Résultat: deux opératrices répondent à plus de cent appels quotidiens. Danièle Nicolle, chargée du numéro vert chez L'Oréal, abonde dans le même sens: « Outre qu'il fidélise les clients, l'appel gratuit permet aussi de les conseiller dans le choix d'un shampoing décolorant par exemple. Il s'agit en somme de pallier l'absence de vendeurs dans les grandes surfaces. » Ponctuellement, l'usage du numéro vert s'avère tout aussi intéressant, comme en témoigne Michel Thibout, responsable des rela-

tions presse à la Société générale: « Grâce à l'appel gratuit que nous avons installé pour placer l'emprunt Balladur, nous avons réussi à vendre d'autres produits. »

S'il est déjà possible de réserver une voiture de location par numéro vert (« Ça nous distingue de nos concurrents », assure Candide Chessa, directeur d'exploitation d'Euro Rent), force est de constater que la vente par correspondance reste



délibérément réfractaire au téléphone vert. Chez Quelle, une opératrice conseille même au consommateur soucieux de ses deniers de « passer commande entre 12 h 30 et 13 h 30 » (plage à tarif réduit de France Télécom). Or, d'après le syndicat de la VPC, La Redoute, Les Trois Suisses et les autres réalisent plus de 50 % de leur chiffre d'affaires par téléphone ou Minitel. Ceci explique-t-il cela? Autrement dit, le coût du numéro vert aurait-il dissuadé les sociétés de VPC d'éventuellement sur ce terrain?

« Le numéro vert? C'est hors de prix! » se plaint justement André Luxembourg, directeur des Coursiers de France. La facturation affichée par France Télécom paraît pourtant raisonnable: 590 francs pour l'accès au service, 422 francs d'abonnement mensuel, éventuellement 600 francs de supplément par mois si le numéro est aisément mémorisable. Mais l'utilisation du numéro vert par le grand public l'est beaucoup moins. En fait, le téléphone vert est victime de son succès: pour preuve, la profusion des « appels parasites », émanant d'enfants ou de mauvais plaisants. Chez Findus comme chez Lever, on estime que la proportion de ces « appels pirates » est de 30 %; 30 % chez Spizza 30... mais 60 % le mercredi après-midi! La palette de ces appels est très colorée puisque ça va du « gamin qui récite ses leçons de 5 à 7 » (Lever) au « désaxé qui nous appelle dix fois par jour pendant un mois! » (Picard surgelés).

AZUR • Financièrement, la plaisanterie est de si mauvais goût que plusieurs entreprises, à l'instar de Lever, en viennent à envisager de remplacer le numéro vert par le numéro... azur, moins incitatif puisqu'il coûte au client, quel que soit le lieu d'appel, le prix d'une communication locale. Reste à savoir ce qu'en penserait le consommateur: « Le problème, c'est que France Télécom n'a jamais fait de publicité sur le numéro azur », regrette Nathalie Doat. Un reproche que formule aussi Yves Ferrarini, directeur adjoint de Sida Info Service, où « une étude est en cours pour savoir s'il faut revenir sur le principe du numéro vert ».

Certes, la gratuité de l'appel répond à un impératif de santé publique. Mais Yves Ferrarini s'interroge: « Avec un budget de 25 millions de francs, Sida Info Service (1 200 appels par jour, dont en moyenne 30 % de « parasites ») peut-il continuer à payer 4 000 000 francs de facture de téléphone par an? »

Philippe Baverel

HUMEUR • par Josée Doyère

Le mois le plus long

ALORS, ça y est? Vous êtes rentrés? Enfin, le plus part d'entre vous... Et vous avez repris le chemin du bureau, de l'atelier, de l'usine, de la boutique, du magasin. Sans enthousiasme excessif. Mais sans trop traîner des pieds non plus: on est tellement content de ne pas être (pas encore!) au chômage, qu'on reprend l'ouvrage avec un peu plus de courage qu'au-

travail, pour peu qu'il ne soit pas trop embêtant, et pour peu que le « petit chef » soit vivable. Le problème, c'est tous les petits soucis quotidiens. Bien sûr, on a fait attention, on n'est vraiment parti loin que quinze jours, le reste on l'a passé chez soi, à bricoler, à faire la grosse matinée. Pour-

tant, on a dû se laisser aller inconsidérément, un pot per-ci, une soirée folklorique par-là, on a claqué plus de fric qu'on en avait. Sans compter que leur hausse du prix de l'essence, mine de rien, ça a pompé plus de liquide qu'on ne pensait. A moins que ce soit un effet de la beausé de notre pouvoir d'achat que l'INSEE reconnaît enfin... Bref, on n'a pas fait de folies, bien sûr, mais le résultat est là, douloureux, inchangeable: on est fauché. Comme les blés.

La boîte aux lettres, à l'arrivée, débordait de factures. Et il faut préparer les gamin pour la rentrée des classes. Ils ont grandi, les bougres, c'est pas croyable! Les chaussures sont trop petites, et de toute façon déjà éculées. La dou-

ne, ça peut attendre un peu, à condition qu'il ne fasse pas froid trop tôt, mais les jeans, c'est maintenant, tout de suite, sauf à envoyer les gosses à l'école en bermuda...

A l'école, une liste toujours trop longue - malgré les efforts de certains profs pour limiter les dégâts - de « fournitures » vous attend. Et il y a tout le reste. On se surprend à se demander ce qui va être à la mode, cette année, comme trousse, comme ciseaux... C'est que les fabricants ont une imagination débordante pour créer les « mœurs » dont un gosse ne veut pas se passer! Bien sûr, l'achat rationnel, le petit prix, ce devrait être la règle. Mais ça, c'est totalement théorique: on ne peut pas dire « non », toujours, pour tout. On sait qu'il faudra bien se laisser faire, pour un ou deux articles. Côté bouquins, pour le plus petit, ça va, les livres sont gratuits, mais pour les deux grands, bonjour!

Enfin, il va falloir payer les impôts. Le dernier tiers provisionnel, c'est le 15 septembre... et si on est « mensualisé », imperturbablement, votre compte sera débité, comme chaque mois, du montant habituel. On a beau le savoir, on n'y pense pas vraiment, et s'en aperçoit quand l'obligation de rigueur budgétaire plus impérative encore.

Pas très requinté, tout ça. Non? Enfin, comme disait une de mes copines: « Un mois qui ne se finit pas, ça ne s'est jamais vu! » Septembre risque pourtant d'être le mois le plus long.

LA COTE DES MOTS

Bas de laine

D'après la coutume selon laquelle les paysans cacheaient leurs économies dans cette pièce de l'habillement, on désigne par bas de laine toute cachette renfermant des économies. Par extension, l'expression s'applique également à l'épargne (« La famille compte sur le bas de laine de la grand-mère pour se renflouer »), et, aussi, à l'ensemble des petits épargnants (« Plus que les maîtres de forges, c'est le bas de laine qui a sauvé la République »). Quelle que soit l'acception, bas de laine s'écrit sans trait d'union, et il n'y a pas nécessité de mettre cette expression entre guillemets.

Au sens d'« économie », bas de laine a eu des synonymes tombés aujourd'hui au purgatoire des mots. Si boursicotage, boursicotier, boursicoteur (neuf), etc., nous sont familiers, qui emploie encore boursicot, dont il découle... Boursicot (ou boursicout), outre une petite bourse, désignait une petite somme économisée peu à peu... L'humble boursicot s'est évanoui; en revanche, le langage populaire a conservé metelas, eperu vers 1870-1880 pour qualifier non un petit pécule, mais, comme son nom l'indique, une confortable réserve formée d'une épaisse couche de billets de banque.

Nourrain, porcelet, gorat, sont employés fréquemment pour désigner de moins belle façon le tirelire en forme de petit cochon - mais non son contenu. Au contraire, grenouille, quasi-inventé de nos jours, s'entendait surtout pour parler du contenu, avec la signification particulière de « fonds communs, caisse commune, d'un groupe ou d'une société ».

Jean-Pierre Colignon

LIVRES

L'impôt, rigueur et psychologie

Le gouvernement a promis de réformer l'impôt sur le revenu. Une réforme indispensable, à lire l'ouvrage de Maurice Lauré, l'inventeur de la TVA, qui livre ici plus les Mémoires d'un fiscaliste qu'un manuel de science fiscale

SCIENCE FISCALE
de Maurice Lauré
PUF, 410 pages, 245 F.

ON se souvient peut-être de cette déclaration de Jacques Delors, lors de son arrivée au ministère des finances: « La politique économique? C'est 50 % de psychologie, 50 % d'économie! » D'aucuns diraient 100 % de psychologie, en ces temps de dépression... En attendant d'allonger les décideurs sur des divans pour leur réinsuffler la « confiance », et dans un pays à l'inconscient économique rongé par le problème fiscal, on lira le livre de Maurice Lauré. On y parle beaucoup de psychologie et d'économie.

Maurice Lauré est cet inventeur génial qui créa le plus moderne des impôts, la TVA. Edgar Faure était contre, Pierre Mendès France sceptique. Finalement, la TVA fut adoptée le 10 avril 1954, et généralisée le 6 janvier 1966. Docteur en droit, polytechnicien et inspecteur des finances, patron pendant une quinzaine d'années de la Société générale, il n'a pas vraiment le profil « psycho-littéraire ». Mais il nous convainc de ce que le fiscaliste se développe sur le terrain des « instincts », des « données psychologiques », des « égoïsmes », de « l'environnement », de la « sagesse », et autres « valeurs naturelles et humaines ».

POSTULAT • S'agit-il de science fiscale, comme le veut le titre? Plutôt d'intuitions, d'aller-retours d'un impôt à l'autre, de tableaux chiffrés et récents, de textes législatifs voisins avec des grands principes économiques, qui sont autant de réflexions profondes et personnelles. C'est un antimanuel de droit fiscal, malgré sa facture hyper-classique: « Fondements et méthodes de la science fiscale » (livre I et II); « Impôts sur le revenu et sur les patrimoines » (livre III); « TVA » (livre IV); « Impôts locaux » (livre V). Au fond, voilà les Mémoires d'un fiscaliste, surprenants, peu

ordonnés, mais certainement peu ennuyeux. Essayons de tirer le fil de cette réflexion.

« Pour gouverner la structure convenable d'un système fiscal, un postulat doit être posé », Maurice Lauré le nomme « postulat économique de la fiscalité ». Il affirme que « la structure du système fiscal ne doit pas comporter d'impôts capables de majorer de façon inégale des coûts entre lesquels l'entrepreneur établit des comparaisons ». L'un des mérites de la TVA, précisément, est de ne pas déformer les coûts élémentaires de la production. Cela, sous-entendu, en économie fermée.

En économie ouverte, les choses changent. La TVA n'est ni un impôt séable (pas d'interruption possible dans la chaîne jusqu'au consommateur), ni, surtout, localisable. L'existence et le bon fonctionnement de cet impôt exigent des frontières bien définies. C'est pourquoi « le maintien des frontières ou-delà du 31 décembre 1992 restait une nécessité. Cette nécessité continuerait d'exister même si les taux devenaient identiques entre tous les pays de la CEE ». L'exonération des marchandises exportées et la taxation des marchandises importées, sont un frein à la concurrence.

« Les négociateurs de l'Acte unique européen ont méconnu les caractéristiques du fonctionnement de la TVA », affirme Maurice Lauré qui parle de « TVA massacrée ». Il dénonce « l'incohérence de la solution dont le principe a été retenu pour le 1^{er} janvier 1997 », avec des développements un peu techniques, mais convaincants, et appuyés sur de nombreux exemples.

Un grand fiscaliste, quand bien même eût-il inventé la TVA, ne peut que favoriser la fiscalité directe: Maurice Lauré nous propose une « réhabilitation de la fiscalité directe en France ». Comment? Par la transparence et la simplicité. Il convient de proscrire absolument les taux de faveur, les exonérations et les exceptions. Il faut « une simplification drastique des barèmes de l'IRPP et l'adoption du système de recouvrement par retenue à la source ».

Suppression du quotient familial, abandon du plafond d'exonération: les modalités de mise en œuvre et les conséquences économiques sont minutieusement abordées. Voilà comment « l'impôt sur le revenu peut être la meilleure des choses: à la fois facteur de cohésion civique et ressource appréciable pour le budget ». Aujourd'hui, il est la pire, facteur de découragements et de fraude, au rendement médiocre, malgré des taux spoliateurs. « Fiscalité personnelle dévoyée », laisse tomber l'auteur.

EQUITÉ • L'impôt sur le revenu peut-il être un impôt local? Absolument, répond Maurice Lauré. Si l'autonomie des collectivités locales ne peut s'exercer sur l'assiette de l'impôt, elle peut concerner celle des taux. Plutôt que pour une « localisation » de l'impôt sur le revenu comme en Suisse, l'auteur pencherait pour l'adoption d'une taxe sur les ventes au détail, similaire à celle existant aux Etats-Unis.

Le livre passe au crible de l'efficacité et de l'équité tous les impôts: les droits d'enregistrement, les impôts sur les plus-values, sur le patrimoine... A propos des cotisations sociales patronales, Maurice Lauré reste très prudent: « pas d'option décisive, au nom du postulat économique de la fiscalité contre le très lourd système des cotisations patronales ».

On ne saurait résumer facilement cet ouvrage, d'une grande richesse intellectuelle, au ton robotique, parfois vif, et qui en appelle constamment « à la vertu civique, et à la rigueur des hommes politiques ». Qu'est-ce que la science fiscale sinon la science de l'intérêt général? Indispensables équité, transparence, simplicité du système fiscal, sans lesquelles est exclu « tout espoir que les contribuables acceptent avec civisme l'impôt comme une contribution consciente à la vie de la nation ». Est-il besoin de préciser que cet ardent défenseur de l'impôt est un libéral?

Bernard Maris

AGENDA

MARDI 31 AOUT. Centre. Réunion du comité des négociations commerciales, l'organe suprême du GATT. Ile-de-France. Entrée en vigueur du décret sur les hausses de loyer en Ile-de-France.

MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE. France. Entrée en vigueur à l'échelle des régions et des départements des mesures pour l'emploi décidées par Edouard Balladur. Bruxelles. Séminaire de réflexion de la Communauté européenne. Jacques

Delors expose les grands axes de son Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi.

JEUDI 2 SEPTEMBRE. Paris. Colloque organisé par la Caisse des dépôts et consignations sur le thème: « Dynamique des marchés financiers et prévisions » (jusqu'au 4 septembre au Grand Hôtel Opéra).

SAMEDI 4 SEPTEMBRE. Paris. Porte de Versailles. Salon international de l'habillement masculin (SIHM) (jusqu'au 6 septembre).

3ÈMES CYCLES

PROFESSIONNALISEZ VOTRE FORMATION

MANAGEMENT DE LA DISTRIBUTION
DIRECTEUR PÉDAGOGIQUE LÉON SALTO FDS DE FRANCE PRINTEMPS

GESTION ET FINANCE D'ENTREPRISE

MANAGEMENT COMMERCIAL ET MARKETING DIRECT

MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES

ADMISSION
• titulaires d'un diplôme BAC+2 ou équivalent
• médecins, pharmaciens
• professionnels justifiant d'au moins 5 ans d'expérience

L'EDC PARIS-LA DÉFENSE
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1 92400 COURBEVOIE
MÉTRO: ESPERANCE DE LA DÉFENSE
TÉL: (1) 47 73 63 41

LANGUES ET AFFAIRES

FORMATION ET DIPLOMES DE LANGUES
AFFAIRES - GESTION - COMMUNICATION

Chambres de commerce étrangères - Certificats européens de langues - TOEFL - Université de Cambridge...

Enseignements à distance toute l'année, tous niveaux
Documentation et tests gratuits à

Langues & Affaires - Service 5395, 35, rue Collonge
92303 Paris-Levallois. Tél. (1) 42 70 81 83
Fax: (1) 47 31 80 96 Minitel: 36-15 LANGAF

LES RELATIONS ENTRE LES DEUX CHINES

La « fièvre continentale » saisit Taiwan

Malgré les réticences du gouvernement, les hommes d'affaires de Taipei sont pris d'un véritable engouement pour le continent. L'idée d'une « Grande Chine » progresse...

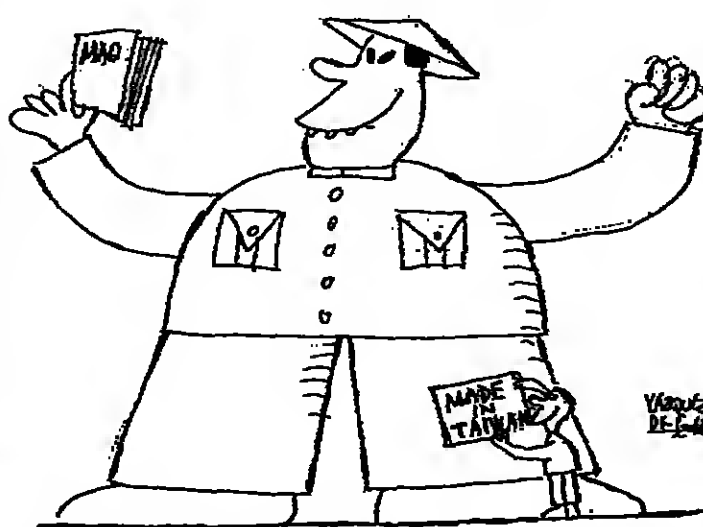
TAIPEI
de notre envoyé spécial

SUR la piste de l'aéroport domestique de Taipei, des ATR-42 achetés à la France par un groupe privé arborent sans complexe le nom de la compagnie aérienne Grande Chine. L'idée aurait autrefois révolté plus d'un cacique du Kuomintang pour ce qu'elle suppose de relations à venir avec le continent. Les avions sont là pour voler, dès que faire se pourra, vers la Chine communiste, jadis assimilée au diable.

On n'en est pas encore tout à fait là : le gouvernement s'y refuse, malgré les appels insistants de Pékin et l'appétit des hommes d'affaires locaux. Ceux-ci grognent de devoir être encore obligés de transiter par Hongkong, comme leurs exportations, en route vers le continent. Perte de temps et d'argent, mais, plaident non sans bon sens les responsables politiques, les intérêts de la classe d'affaires doivent rester assujettis à ceux de la sécurité de l'île. « Du pays », insiste-t-on de plus en plus souvent, maintenant que l'identité nationale taïwanaise est pratiquement inscrite dans les tablettes du régime.

Cependant, l'idée d'une « Grande Chine », d'un monde ébénisé politiquement multi-polaire où Taiwan conserverait son intégrité tout en s'intégrant économiquement à un ensemble comprenant également Hongkong et Macao, a de toute évidence effectué des progrès marqués si l'on en juge par les flux financiers. En quelques années, les investissements de Taiwan sur le continent ont à tel point explosé que les autorités ne parviennent plus à en déterminer le montant. Le chiffre officiel est de 5 milliards de dollars (1), mais, reconnaît-on au conseil des affaires du continent, un organe ayant rang de ministère, le chiffre véritable pourrait se situer dans la fourchette estimée par des économistes d'universités : entre 10 et 20 milliards de dollars.

RACINES • Jason Hu, directeur du service gouvernemental d'information, admet qu'il y a là sinon un problème, en tout cas un risque d'affaiblissement pour l'économie de Taiwan. « Nous devons nous méfier. D'un sens, il y a tellement d'argent ici que nous sommes dans une bulle, l'argent alimente la spéculation en bourse.



D'un autre sens, il serait déraisonnable et impraticable d'empêcher les flux d'argent. L'argent va où il peut faire de l'argent. Impuissance qu'un autre responsable gouvernemental résume par une formule simple : « Les hommes d'affaires sont plus malins que nous ! »

Autrefois assez dirigiste, le gouvernement a dû composer à un

point qu'il n'imaginait pas, à l'aube de sa politique d'assouplissement vis-à-vis du continent. Depuis quelques temps, il est possible d'effectuer depuis Taipei un paiement à l'étranger d'un montant de 5 millions de dollars sans la moindre déclaration sur sa nature. Jason Hu assure que les investissements sur le continent ne dépassent pas l'ensemble des

investissements de Taiwan dans les pays d'Asie du Sud-Est, mais, visiblement, le flux des capitaux continuera de croître en direction de la Chine continentale.

Le porte-parole du gouvernement estime qu'il n'y a guère d'autre choix pour le régime que de tenter de canaliser l'engouement. « Nous devons avoir une politique de guidage et de conseil, et tenter de conserver un certain contrôle de cette évolution », dit-il. « Nous ne cessons de dire aux industriels : gardez vos racines à Taiwan ».

Ce phénomène explique la déception du gouvernement de Taiwan qui n'est pas parvenu à engager avec Pékin - lors de la réunion de Singapour en avril entre représentants officiels des deux régimes - un dialogue concret sur les mesures pouvant permettre de gérer ces flux d'argent. Car la « fièvre continentale » ne donne en rien l'impression de devoir se calmer.

Quatre millions de Taïwanais avaient visité le continent entre 1987 et 1991, et ils étaient, pour la seule année 1992, un million et demi à avoir pris leur billet pour la Chine communiste. Parmi eux figurent des personnes au profil aussi visible que le fils du défunt

président Chiang Ching-kuo, premier membre de la famille de feu Tehiang Kai-shek à se rendre en République populaire depuis 1949; un fils d'un premier ministre alors en exercice; et, dans l'autre sens peut-être bientôt, le fils paraplégique de Deng Xiaoping. Deng Pufang, invité ici en principe dans un échange entre association d'handicapés.

Le gouvernement de Taipei est parvenu à maintenir à moins de 50 000 le nombre de visiteurs continentaux venus à Taiwan depuis qu'il n'est plus exigé d'eux qu'ils se déclarent non-communistes. Mais les risques d'une immigration illégale massive ne sont pas ignorés. En cinq ans, Taiwan a renvoyé en Chine continentale 22 300 clandestins, mais les plus pessimistes estiment que peut-être autant d'immigrants illégaux ont échappé à la police. Une raison supplémentaire, reconnaît Jason Hu, pour recourir à cette arme à double tranchant qu'est le dialogue avec Pékin, afin de forger les outils de gestion légale des échanges.

Francis Deron

(1) Un dollar vaut 5,85 francs.

La multiplication des pains

Suite de la page 23

Lioel Poilâne, célèbre boulanger de la rue du Cherche-Midi à Paris, sort un livre, aboutissement de deux années d'enquête, qui recense quelque 80 pains régionaux français. Après des années de baguette bise banchée, affadie par un pétrissage intensif de la pâte, on se remet à parler du bon goût des pains traditionnels.

« De plus, la libération des prix du pain, en 1978, a stimulé l'imaginaire des boulangers, qui ont pu se lancer dans des pains à plus haute valeur ajoutée », ajoute Lioel Poilâne. Jamais on n'avait trouvé une offre aussi diversifiée chez les boulangers, chez qui un pain en a toujours remplacé un autre. Artisan boulanger réputé lui aussi (installé dans le 7^e arrondissement de Paris), Jean-Luc Poujauran souligne certains excès : « Avec un petit ingrédient en plus, on peut vendre beaucoup plus cher. Du coup, on trouve des

pains à tout et n'importe quoi. Le « look » prime : une miche dodue, gonflée à la levure, avec un peu de farine dessus, dans une bouillotte à l'ancienne, peut se vendre 35 francs le kilo, contre 18 francs le kilo de campagne chez moi. »

LUXE • Un luxe, le pain spécial ? Oui, mais à la portée de tout le monde, font unanimement valoir les boulangers. Et de souligner que, contrairement à la baguette, on ne gâche pas le pain spécial : plus chers au kilo, les « spéciaux », qui se conservent bien, ne sont pas ruinés si l'on prend ce compte la consommation réelle.

Certaines chaînes de boulangeries, jouant la diversification de l'offre de pains spéciaux, ont tiré profit de cette vogue. À l'instar du Fournil de Pierre (racheté en 1990 par le groupe Le Duff, qui détient également la chaîne de viennoiseries la Briocherie dorée), dont le chiffre d'affaires 1992, en progression de 20 % par rapport à 1991, a

atteint 60 millions de francs. Créé en 1980 par Pierre Desnos, l'ancien patron d'Europ Assistance, le Fournil emploie maintenant 160 personnes.

« Au départ, la demande était tellement forte que nous avions du mal à suivre », explique Jacques Mathy, le directeur. Depuis, 24 magasins ont ouvert à Paris, approuvés par des camions en provenance d'une usine installée à Saint-Denis. « Ce n'est jamais très bon de transporter le pain, mais nous aurions du mal à trouver des boulangers très qualifiés pour chacune de nos boutiques », convient Jacques Mathy. Après avoir favorisé l'installation de boutiques franchisées, à la décoration fort étudiée - ambiance chaodée grâce au pin vernis, couleurs beiges « rassurantes et naturelles », - la direction du Fournil fait marche arrière, pour développer ses propres boutiques : « Les franchises ont une fâcheuse tendance à garder les pains inventés d'un jour sur l'autre. »

INDUSTRIE • Les 81 boulangeries Paul de France sont, elles, détenues par la famille fondatrice, les Holder. Bertrand Debatte, le directeur marketing, jure ses grands dieux que les pains spéciaux sont fabriqués dans chaque boutique de la manière la plus traditionnelle qui soit, en

neuf heures en tout : un pétrissage à vitesse réduite, une pâte qui fermente longuement, avec le moins possible de levure, pas d'additifs, et une cuisson lente. « Notre développement est beaucoup moins rapide de cette façon que si nous avions une unité de production centralisée, mais nous préférons éviter l'industrialisme déguisé en artisanal », lance, à bon entendeur, Bertrand Debatte.

Le pâtisseries-traiteur Lendôme a vendu en 1992 pour 8 millions de francs de pains spéciaux, fabriqués en 13 ou 18 heures avec de la farine écraie à la meule de pierre et du levain naturel issu d'une macération de raisins de Smyrne. Avec ses pains biologiques, « sans résidus de pesticides », La Vie Claire réalise quant à elle 13,5 millions de chiffre d'affaires. Et une nouvelle usine vient d'ouvrir à Pontault-Combault (Seine-et-Marne), pour accroître encore la capacité de production boulangère du groupe.

« Plus encore que les chaînes spécialisées, les vrais bénéficiaires du boom des pains spéciaux ont été les hypermarchés et les grosses boulangeries artisanales », précise Gérard Delessard. En tête de ces derniers, Poilâne bien sûr, qui, avec ses cent salariés, sa manufacture de Bievres, ses deux boutiques parisiennes et ses 600 points de vente en France, réalise un chiffre d'affaires de 75 millions de

francs. Ses énormes miebes de pain à l'ancienne sont livrées jusqu'aux États-Unis. Selon Gérard Delessard, plusieurs autres grosses boulangeries traditionnelles atteignent les 10 millions de francs de chiffre d'affaires.

TERMINAUX • Pour les plus petits, en revanche, tenter de freiner grâce aux « spéciaux » la baisse de la consommation de pain (84 kilos par personne et par an en 1965, 51 en 1979, 44 en 1989) se révèle une stratégie peu payante. Car c'est de plus en plus en super ou hypermarché que les consommateurs achètent leur pain spécial du week-end. « Les artisans sont menacés par les boulangeries intégrées des hypermarchés, regrette Lioel Poilâne, ainsi que par les terminaux de cuisson des pains surgelés fabriqués en boulangerie industrielle ». Comme chez Sofrapain, grosse boulangerie industrielle, dont l'activité croît fortement depuis quatre ou cinq ans grâce à sa gamme de soixante-dix pains spéciaux livrés frais ou surgelés aux grandes surfaces.

À l'INSEE, on est formel : alors que le pain ordinaire est vendu à 80 % en boulangerie, les pains spéciaux sont vendus à parts égales en boulangerie (45,6 %) et

en hyper et supermarchés (45,3 %). Ainsi, les « spéciaux » se vendent comme des petits pains chez Carrefour : leur part dans le chiffre d'affaires de la boulangerie est passée ces quatre dernières années de 40 % à 45 %, « et devrait bientôt atteindre 50 % », prévoit Jean-Pierre Jouan, l'un des responsables du secteur frais. « Nous devrions encore grignoter la part de marché des artisans-boulangers, car nous offrons un choix immense et car les pains sont bien mis en valeur dans les linéaires. » L'évolution des modes de consommation tend à privilégier les produits élaborés, où l'industrie peut, à terme, proposer le meilleur rapport qualité/prix, confirme, dans un rapport sur le secteur de la boulangerie, l'Institut d'analyse financière Eurostat. C'est sur le créneau le plus banal (pain ordinaire) que les artisans se maintiennent le mieux. Les consommateurs achètent leur pain en grande surface à l'occasion des autres achats, mais ne s'y déplacent pas pour une simple baguette. Une « simple baguette » qui, dès lors qu'elle est de qualité - et bientôt labellisée, - assurera donc davantage la survie des 36 000 artisans boulangers que les pains plus sophistiqués.

Pascale Krémer

PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUES MONDIALES

Dans cette nouvelle étude, l'Agence Internationale de l'Énergie examine l'évolution des marchés mondiaux de l'énergie d'ici à l'an 2010.

Elle présente des hypothèses sur les prix de l'énergie et la production d'électricité, des hypothèses macro-économiques, et des estimations les plus plausibles de la consommation d'énergie dans toutes les grandes régions du monde.

Les perspectives concernant la demande d'énergie portent sur le pétrole et notamment sur l'offre et la demande de pétrole, le gaz naturel, le charbon et autres combustibles solides ainsi que sur l'électricité à partir d'énergies nucléaires et hydrauliques.

Dans un chapitre consacré à l'environnement, l'ouvrage

présente les perspectives concernant les émissions de carbone liées à l'énergie, étudie la sensibilité des émissions de carbone à la croissance économique et à la baisse des prix de l'énergie, l'efficacité des taxes sur le carbone et examine une politique fondée sur l'amélioration du rendement.

(61 93 09 2) ISBN 92-64-23904-9, 84 p. Prix : FF 120 + FF 15 pour frais d'envoi (France). FF 160 (Autres pays. Frais d'envoi avion/service économique compris) : ... ex.

Catalogue gratuit : ... ex.

Publication en vente à la librairie de l'OCDE, 33 rue Octave-Faure, 75016 Paris (du lundi au vendredi, de 9 h. à 18 h.), ou par correspondance, en envoyant cette annonce accompagnée de votre titre de paiement ou :

Service des publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 Paris cedex 16.

EDC
SECONDE SESSION
CONCOURS D'ENTRÉE
EN 1^{RE} ET 2^{DE} ANNÉES
10 ET 11 SEPTEMBRE 1993
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS AU 47 73 63 41
UN DIPLOME BAC + 4
MISE EN VERTU DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DOUANT L'ÉQUIVALENCE DE LA MAÎTRISE
ET L'ACCÈS AUX DEA ET DES
PLUS DE 10 000 EMPLOIS
L'ÉCOLE DES ENTREPRISES
POUR EN SAVOIR PLUS : 3615 EDC
ÉCOLES DES CADRES
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1
92400 COURBEVOIE
Tél. : (1) 47 73 63 41 - MINTEL : 3615 EDC
MÉTRO : PARIS - LA DÉFENSE ESPLANADE
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

orientations
SERVICE
Filières, débouchés, métiers :
des écoles vous informent.

M. Mlle
Adresse
Code postal / Ville
Niveau d'études 92-93
Âge
désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion, Commercial en Partenariat
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Histoire, Management, Administration
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Assistant de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Logistique Distribution
<input type="checkbox"/> Communication par le Volume	<input type="checkbox"/> Océanographie
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Délégué Médical	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur
minitel **3615 code ORIENTATIG**

مكتبة

دعوات للنهضة

PERSPECTIVES

DÉBAT SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Faut-il tempérer le libre-échange

Entre la France et l'Allemagne, les analyses divergent. L'économiste d'outre-Rhin Horst Siebert tandis que le Français Gérard Lafay juge indispensables des aménagements

« L'Europe compte plus de dix-sept millions de chômeurs. Faut-il protéger le marché européen de certaines importations notamment asiatiques pour défendre l'emploi ? »

Horst Siebert. — Non. Absolument pas. La politique commerciale ne peut en aucun cas être un remède pour réduire le chômage. Le protectionnisme ne permet jamais de favoriser la création d'emplois durables et compétitifs. Le chômage est, en Europe, un problème lié aux salaires et aux règles institutionnelles de fonctionnement du marché du travail.

Gérard Lafay. — Le chômage, c'est vrai, ne pourra pas être résolu par de simples mesures commerciales. Mais je crois que la situation actuelle des échanges internationaux n'est pas satisfaisante et que certaines protections peuvent être nécessaires.

» Prenons la concurrence asiatique, celle des nouveaux pays en développement par exemple, comme la Chine. Que ces pays nous concurrencent dans des activités de main-d'œuvre et que cela contribue à leur propre développement, c'est normal. Mais avec un niveau de salaires six fois inférieur aux nôtres et un niveau des prix cinq fois plus bas, les salaires de ces pays exprimés en monnaie internationale sont trente fois plus faibles que ceux en vigueur en Europe. La sous-évaluation de leurs monnaies fausse les conditions de la concurrence.

H. S. — Je ne comprends pas ce type de philosophie. La théorie de la division internationale du travail enseigne que les pays ont intérêt à se spécialiser dans les activités pour lesquelles ils ont un avantage comparatif. La Chine le trouve dans une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché, l'Europe dans la haute productivité de son travail.

» L'avantage du libre-échange, ce n'est pas qu'il facilite les exportations, comme le croient souvent les Français dans une vision très mercantiliste des choses, mais qu'il rend possible l'importation de produits à bas prix. C'est un avantage pour les consommateurs, cela n'a rien à voir avec les taux de change.

G. L. — Il y a un malentendu. Je suis parfaitement d'accord avec vous à propos de la spécialisation internationale, qui est avantageuse pour les consommateurs. Je suis, comme vous, opposé à la fermeture des frontières. Encore faut-il que les Européens puissent acheter les produits importés et qu'ils ne perdent pas leurs emplois. Je ne peux pas accepter l'analyse très théorique qui consiste à séparer l'économie réelle de l'économie monétaire, à affirmer que le commerce et les taux de change n'ont aucun rapport. L'échange international se fait en fonction des conditions de compétitivité de chacun. Mais ce qui permet aux nations de pratiquer l'échange, ce sont les taux de change entre leurs monnaies, expression des coûts et des prix relatifs.

— Vous préconisez donc une dévaluation massive des monnaies des pays asiatiques en développement ?

G. L. — La remise à un niveau correct de leurs monnaies serait effectivement la meilleure solution. Mais comme on dispose de peu de moyens de pression pour cela, je préconise plutôt que l'on applique à l'égard de ces pays des droits de douane sur leurs ventes en Europe. On restituera ensuite les montants collectés aux pays exportateurs. Ce serait là un moyen indirect de corriger les taux de change et de rétablir des conditions normales de concurrence.

H. S. — Il me semble qu'il y a vraiment entre les économistes français et allemands des paradigmes complètement différents sur toutes ces questions. Les taux de change nominaux dont vous parlez sont un phénomène monétaire. Ils dépendent de la quantité de monnaie en circulation. Les parités se fixent sur les marchés des changes en fonction des mouvements de biens et de capitaux. Il n'y a en tout cas aucune preuve

d'une sous-évaluation des monnaies des pays asiatiques en développement. Cette question des taux de change est une véritable fixation chez les Français !

G. L. — Les monnaies des pays asiatiques, comme celle de la Chine, ne relèvent pas d'une logique de marché. Il s'agit de monnaies inconvertibles, dont les cours sont souvent fixés administrativement. Même d'ailleurs pour les pays développés, la théorie affirme que les monnaies devraient tendre vers leur parité de pouvoir d'achat. Dans la réalité, on observe des fluctuations de grande ampleur qui amènent les monnaies à s'écarter considérablement de ces parités. En tout état de cause, on ne peut en faire abstraction. Les négociations internationales sur le commerce — celles du GATT par exemple — devraient dans le même temps traiter des questions monétaires.

H. S. — Ce qui m'inquiète dans votre approche, c'est cette conception totalement statique des échanges internationaux : il n'y a pas de croissance, il n'y a pas de sortie du sous-développement pour des pays comme la Chine. Vous sous-estimez la dynamique du commerce et de la compétition internationale.

» Permettez-moi de vous rappeler les effets catastrophiques des politiques protectionnistes prati-

quées pendant quarante ans en Amérique latine ou en Europe de l'Est. Ces régions ne se sont pas développées, contrairement à l'Asie qui, très tôt, avait adopté des politiques d'ouverture. Je crains que les protections que vous demandez ne nous amènent à constater, dans dix ou vingt ans, que l'Europe s'est endormie.

H. S. — Je n'accepte pas cette idée d'un dosage du libre-échange. Pourquoi devrait-on n'accepter que la concurrence de nos seuls voisins alors qu'il y a en Chine un gigantesque marché ? Je crains que ce dosage ne conduise à la formation de blocs régionaux et n'entraîne une détérioration du système multilatéral des échanges. Il faut toujours se souvenir des années 30 : le volume des échanges internationaux s'était brutalement contracté de 30 %.

G. L. — La régionalisation est déjà largement engagée. Elle me paraît inévitable. Elle peut évoluer de deux façons différentes. Soit on a trois grands ensembles ouverts (en Amérique, en Asie et en Europe) qui pratiquent entre eux une concurrence loyale, et cela est positif. Soit chaque bloc cherche à s'isoler, et alors je partage votre inquiétude sur les risques d'une guerre commerciale.



Gérard Lafay

— Si, après le textile, l'acier et l'automobile, les activités de services partent aussi en Asie, que restera-t-il à l'Europe ?

H. S. — Il ne faut pas dramatiser. L'électronique n'est pas la seule branche d'avenir. D'ailleurs,

nous intégrons nous-mêmes en Europe dans notre production des éléments de cette industrie. En fait, c'est aux entreprises de jouer. C'est leur devoir que d'entreprendre et d'être compétitifs.

» Cela étant, je comprends qu'il soit difficile pour l'opinion publique de comprendre que l'industrie continue de perdre de son importance. On peut comparer sa situation actuelle avec celle de l'agriculture : comment auraient réagi les Français, il y a trois cents ans, si on leur avait dit que l'agriculture ne représenterait plus, un jour, que 5 % ou 7 % de la production nationale ? La concurrence est un procédé de découverte qui ne doit pas être contrarié... et dont naturellement les résultats ne sont a priori pas connus à l'avance. Il est difficile d'imaginer ce que seront les activités de demain. C'est dans cette perspective que l'on doit voir le processus d'adaptation industrielle.

G. L. — Ce parallèle entre l'agriculture d'hier et l'industrie d'aujourd'hui conduit à la thèse,

ancienne, du passage à la société post-industrielle qui me semble profondément fautive. Les activités de services viendraient se substituer à l'industrie. En apparence, le poids des services dans l'emploi et dans la valeur de la production intérieure brute augmente effectivement. Mais c'est une impression statistique. La cause en est simple : les gains de productivité sont plus faibles dans les services que dans l'industrie. Prenons l'exemple de l'électronique. Les gains de productivité y sont très forts, les prix baissent. La part de l'électronique dans l'emploi comme dans la valeur ajoutée à prix courants n'augmente pas, en dépit d'une croissance rapide en volume. Il n'en reste pas moins que les produits électroniques jouent un rôle essentiel dans les mutations technologiques.

» Toutes les spécialisations ne sont pas équivalentes. Les pays qui se spécialisent dans les activités à forte croissance sont mieux placés que ceux qui se positionnent sur les produits en déclin. La croissance économique part de



Tant que la Terre tournera, on tournera les pages d'un Larousse.

Notre monde change chaque

P E R S P E C T I V E S

le libre-échange ?

est partisan d'une ouverture totale des marchés, pour réduire les distorsions de la concurrence

l'industrie. Les services sont une activité nécessaire, mais ils n'ont pas un rôle moteur. Vous pouvez noter que les Américains eux-mêmes reviennent sur cette idée.

— *L'agriculture est au centre du conflit entre la France et l'Allemagne. Un compromis est-il possible ?*

H. S. — C'est une question difficile. Que l'on se place dans une perspective européenne ou mondiale, il faut reconnaître que l'Europe pratique des prix de dumping. Sa production représente 130 % de ses besoins. Les 30 % d'excédents sont bradés sur le marché mondial et se retrouvent par exemple sur les étalages de Varsovie, empêchant ainsi l'agriculture polonaise de se développer. La politique agricole commune doit être repensée par rapport à cette ouverture vers l'Est.

« Cela étant, je ne comprends pas la France. Comme l'Allemagne, elle a intérêt à un renforcement du GATT, à une réussite des négociations de l'Uruguay Round. N'exporte-t-elle pas près du tiers de sa production ? Elle a

besoin d'un cadre institutionnel stable qui doit lui permettre d'augmenter ses exportations et de créer des emplois.

G. L. — La France souhaite un accord au GATT, mais pas à n'importe quel prix. A propos de l'agriculture, il y a des intérêts politiques très importants qui sont en jeu, un attachement des Français à une certaine vision du monde rural. Il est évident que la politique agricole commune menait à une impasse. Mais l'Europe s'est mise dans une position de faiblesse en réformant la politique agricole commune avant la fin des négociations du GATT.

— *L'éclatement du SME, début août, est-il le signe d'un recul de l'intégration européenne ?*

H. S. — En signant le traité de Maastricht et en acceptant la perspective de l'union économique et monétaire, l'Allemagne avait montré qu'après la réunification, elle était toujours prête à s'ancrer plus fermement à l'Europe en termes institutionnels. L'union monétaire était motivée par des facteurs



Horst Siebert

politiques. Les conditions économiques n'ont pas été suffisamment prises en compte. La volonté politique et la rationalité économique se trouvaient en conflit. Cela démontre une nouvelle fois qu'il est urgent de trouver les

moyens pour dépolitiser ces questions économiques.

G. L. — Je partage votre point de vue. Il me semble que la crise était inévitable. Le plan Delors à l'origine du projet de l'union économique et monétaire date d'avril 1989, alors que la croissance était forte, avant la chute du mur de Berlin et la réunification allemande. Aujourd'hui, la situation est bien différente. L'Allemagne doit gérer sa réunification. Les autres pays européens traversent une forte récession ou vivent, comme en France, une déflation. Je vois mal comment on peut maintenir des parités fixes entre les monnaies de pays qui ont des situations économiques aussi différentes. Le maintien de la parité franco-deutsche mark n'est pas possible.

H. S. — Il est effectivement préférable d'avoir, dans ces conditions, un système plus flexible. »

Propos recueillis par Thomas Hanks (Die Zeit) et Erik Izrailewicz (Le Monde)

DÉBAT SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Résister au protectionnisme

L'interdépendance à l'échelon planétaire est l'un des phénomènes essentiels du XX^e siècle. La crise actuelle ne doit pas nous faire oublier cette tendance de fond : les solutions ne peuvent venir que de la concertation mondiale.

par FRANÇOIS RACHLINE (*)

CÉLIBATAIRE depuis l'effondrement du bloc soviétique, le capitalisme s'interroge aujourd'hui sur les bienfaits du libre-échange. L'idée qui a permis une circulation des richesses unique dans l'histoire devient maintenant suspecte. Au nom de la défense de l'emploi, des libéraux convaincus et sincères pensent qu'il vaut mieux un peu de protection pour évaluer le malade que beaucoup de libre-échange qui finirait de l'achever.

Puisque les pays à bas salaires et à réglementation sociale basse remettent en cause notre suprématie, ne faut-il pas se défendre ? Respectez le fair-play, disent les pays riches, sinon, il nous faudra refuser la compétition. A quoi les pays en développement rétorquent : vous êtes riches, admettez que nous la devienions aussi.

La crise est donc d'emblée posée au niveau planétaire. Face aux États-Unis, au Japon, à l'Europe, ce qu'on appelle hier encore le tiers monde revendique sa part de vie et de consommation. La production à bas prix de biens standardisés, leur exportation massive vers les marchés occidentaux, la victoire économique progressive d'anciennes colonies, tout annonce une recomposition des règles du jeu international.

Réponses locales

Mais si tout le monde affirme que le problème est mondial, on semble préconiser des réponses essentiellement locales. Face à la récession, au chômage, faut-il se replier sur soi, limiter les relations avec le reste du monde, sous prétexte que celui-ci remet en cause nos acquis ?

N'oublions jamais que ce sont les grandes firmes occidentales qui s'implantent dans les zones du monde les plus favorables à leur développement. Quand une entreprise européenne construit une usine au Mexique, la première réaction consiste à lui reprocher de ne pas défendre d'abord celle qui existe à Lyon. Le choix est pourtant plus nuancé : si on ne s'implante pas à Mexico afin d'augmenter les quantités vendues, pourra-t-on conserver à terme le site de Lyon ? La vente sur grande échelle implique l'ouverture aux marchés les plus lointains. La concurrence pour la capture des clients impose souvent la « délocalisation ».

Surtout, les flux de personnes, de marchandises et de services, de capitaux, d'informations, n'ont cessé de s'accroître à la surface du globe depuis une centaine d'années. L'interdépendance est devenue l'une des données fondamentales du XX^e siècle. Elle a été vécue suivant trois modes successifs.

D'abord, on la subit. De la fin du XIX^e siècle à la seconde guerre mondiale, le développement économique ne se contentait pas de multiplier des connexions de tout ordre, il tissait des liens étroits entre les protagonistes. L'ouverture commerciale, l'accroissement des échanges, l'internationalisation des productions formaient un maillage économique complexe, mais mal géré sur le plan politique. L'échec de la Société des Nations (SDN) en témoigne. On tenta le dialogue, mais le retard du politique sur l'économique conduisit à l'isolement pour les États-Unis, à l'eutarcie pour l'Allemagne, au protectionnisme pour tous, et finalement au conflit majeur du second millénaire.

Ensuite, l'interdépendance est acceptée. Après 1945, dans la foulée des accords de Yalta, la communauté des nations tenta de s'organiser pour éviter à l'avenir les drames qui venaient de décimer des millions d'êtres. A la

différence de la période de l'entre-deux-guerres, la communauté internationale ne se contenta pas de fonder l'Organisation des Nations unies (ONU), mais se dota aussi d'instruments économiques nouveaux, et censés lui fournir les moyens d'intervenir dans l'intérêt du développement économique et financier global : la Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Du point de vue politique, la coexistence, heureusement pacifique, illustra ce deuxième régime de l'interdépendance.

Enfin, l'interdépendance est vécue sur la mode de la construction volontaire. Puisque les intérêts se mêlent, que les grandes entreprises s'implantent partout dans le monde, que l'information se diffuse à la vitesse de la lumière, annulant les distances et créant une géographie zéro, que les frontières étatiques, poreuses, n'arrêtent plus les flux migratoires, que le soleil ne se couche plus sur les mouvements de capitaux, que les télécommunications interdisent tout isolement durable, et qu'enfin la conscience de la « écosystème » envahit les esprits, la concertation paraît progressivement plus avantageuse que la mépris ou l'ignorance des autres. Cette tendance s'est affirmée avec la naissance de l'Europe dans les années 60, économique d'abord, monétaire ensuite, politique enfin. Cette Communauté démontre que, au-delà des difficultés inhérentes à sa construction, l'interdépendance représente moins un poids pour elle qu'une véritable chance.

Il faut s'entendre sur la notion d'interdépendance. Elle signifie que l'intérêt de l'autre est aussi le mien, et que je dois défendre les deux avec la même conviction. Il est par exemple dans l'intérêt de la France que l'Allemagne soit forte, parce que nous effectuons la majorité de nos échanges avec elle. De même, il est dans l'intérêt des États-Unis que l'Europe soit forte, puisqu'elle constituerait un allié de poids dans les règlements politiques des conflits du monde, en même temps qu'un partenaire économique susceptible d'élimer la croissance avec eux. La réciprocité est vraie. C'est ce qu'avait compris le général Marshall après la seconde guerre mondiale : pas d'Amérique forte et sûre avec une Europe faible et incapable de se défendre. Le même raisonnement vaut pour les relations entre Nord et Sud aujourd'hui : il faut que les pays sous-développés deviennent riches et il faut que nous le devenions.

Urgences

L'interdépendance sans concertation conduit à des situations qui s'éloignent, et de l'optimum individuel et de l'optimum collectif. Par exemple, deux alpinistes accablés, en difficulté, n'ont que trois solutions : s'entretuer ; tirer chacun dans son sens ; avancer de concert. Telle est aussi notre aort. Puisque la crise est mondiale, plaçons la solution au même niveau. Oublions les lignes Maginot, toujours contournées ou condamnées à pourrir, et comprenons bien nos intérêts. Plus nous bâtirons de forteresses, plus elles s'effondreront de l'intérieur. Plus nous refuserons la compétition avec les pays à bas salaires, et moins nous stimulerons de nouvelles activités à haute valeur ajoutée. Plus nous élèverons de barrières, plus se multiplieront les passages en force...

Il est urgent de redéfinir les conditions du commerce international et de nouvelles règles du jeu. Pas en ranonçant à l'action commune, mais en la renforçant. Comment ? Par la mise en œuvre, à l'échelle mondiale — si au moyen d'institutions internationales dont la Banque mondiale et le FMI constitueraient les bases — d'une balance économique globale qu'une inflation concertée pourrait servir.

Utopie, en ces temps de doute ? Non, car tourner le dos à la concertation mondiale reviendrait à accélérer notre déclin.

(*) Economiste.

Petit Larousse renaît tous les ans.

LAROUSSE

(1) 15.55.02.2

هكنا من لاروس

PERSPECTIVES



LES VACANCIERS DE LA CRISE

Les cigales ne chantent plus

C'est la fin de l'insouciance. Parti en vacances malgré la crise, moins longtemps, souvent en famille ou chez des amis, le consommateur garde l'œil rivé à son porte-monnaie

«**L** fait attention : la phrase revient comme un leitmotiv dans la bouche de tous les professionnels du tourisme pour qualifier l'attitude du consommateur en vacances. Ces Français que l'on a si longtemps accusés de « hronzer idiots » ne peuvent plus, en pleine crise économique, oublier leur banquier, même en prenant leur bain de soleil sur leur serviette de plage.

Car le consommateur-touriste de cet été 1993 dépense moins. Il délaisse les hôtels pour les gîtes et chambres chez l'habitant, se détourne du littoral pour l'arrière-pays ou la France profonde, petit déjeuner et dîner copieusement afin de sauter un repas à midi et fait ses courses dans les hypers plutôt que sur les petits marchés... Ajoutez à cela une météo capricieuse et un calendrier scolaire qui raccourcit la pleine saison : vous comprendrez pourquoi hôteliers, restaurateurs, agents immobiliers et marchands de souvenirs sont unanimes à faire la grimace.

BILAN • Il est trop tôt encore pour faire les comptes de l'été. Mais les tendances se dessinent... et les premiers cris d'alarme fusent. Dans un communiqué publié à la fin du mois de juillet, hôteliers et restaurateurs déplorent déjà ce qu'ils nomment pudiquement une « baisse de fréquentation ». « Dans la plupart des départements, les hôtels affichent un taux d'occupation de 40 % à 50 %, en baisse de 10 % à 30 % par rapport à l'année dernière », indiquent-ils, ajoutant que les restaurateurs n'hésitent pas à qualifier de « catastrophique » leur début de saison.

Un mois plus tard, leur bilan n'était pas plus rose : précisant leur impression initiale, ils utilisaient le même adjectif pour stigmatiser juin et la première quinzaine

de juillet. Laconiques, ils ajoutaient que les deux dernières semaines de juillet et les quinze premiers jours d'août « n'ont pas réussi à combler le déficit ». « Globalement, les baisses se situent entre 10 % et 40 % par rapport à la même période de 1992. »

Pourtant, si l'on en croit Jacques Thé, président de la FNHI (Fédération nationale de l'industrie hôtelière), le constat est plus subtil. Selon lui, juillet, gâché par le temps, écourté par les calendriers scolaires en France et en Allemagne, est effectivement mauvais. Mais en août, « il y a eu beaucoup de monde. Peut-être plus que d'habitude ». Or, explique-t-il, le chiffre d'affaires est en baisse, d'au moins 8 % par rapport à l'an dernier, selon un sondage effectué auprès de 102 hôtels.

Car les professionnels ont dû consentir des sacrifices sur les prix : les restaurants, frappés depuis un an par la crise, ont été les premiers à le faire dès cet hiver. Les hôtels ont suivi : « Malgré une demande plus importante sur une période plus courte, on n'a senti qu'il y avait des seuils qu'il ne fallait pas dépasser », explique Jacques Thé. D'autant que les tours-opérateurs, inquiets eux aussi de ne pas faire le plein, finit jouer la concurrence.

RISTOURNE • Les agents immobiliers spécialistes des locations saisonnières sont moins catastrophés, même si Max Audouard, responsable du département tourisme et loisirs à la FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers), reconnaît qu'il s'agit de la plus mauvaise saison depuis au moins

trente ans, surtout sur le littoral. Les clients, explique-t-il, sont très attentifs à ce qu'un leur propose, au prix d'abord, à la qualité ensuite. Là aussi, ils sont de plus en plus nombreux à essayer de négocier les prix demandés, avec un certain succès s'ils se présentent au dernier moment : propriétaires et agents immobiliers préfèrent une ristourne à une location vide.

Si les locations ont affiché « complet » pendant la première quinzaine d'août, le taux d'occupation pourtant est en baisse avant et après cette période, notamment pendant la première quinzaine de juillet. Quant à la durée des séjours, elle se raccourcit, tournant autour de deux semaines mais se succédant souvent à la cadence de huit jours.

Plus précisément, il ne semble

pas y avoir de difficultés pour les locations les moins onéreuses ni pour celles très haut de gamme ou très bien situées. « C'est entre les deux que c'est plus difficile », note M. Audouard. C'est peut-être la raison pour laquelle il note également un accroissement des désistements pour raisons professionnelles (chômage ou obligation) chez les clients ayant souscrit une assurance les protégeant contre ce genre de problème.

FOURNIS • « Les clients ont un budget fixe à dépenser pour leurs grandes vacances. Ils ne peuvent le dépasser », explique Jacques Thé. Les raisons qu'il avance sont multiples :

- économiques, d'abord : frappés par la crise, leur pouvoir d'achat est restreint ;
- psychologiques : ils sont inquiets de l'avenir, et modèrent leurs dépenses ;
- structurelles, enfin : l'émiettement des vacances sur l'année et les week-ends prolongés gonflent les dépenses annuelles consacrées au transport au sein d'un budget loisir fixe. Il reste moins d'argent à dépenser pour l'hébergement, l'alimentation, le sport ou les souvenirs, et plus généralement, pour la période estivale. En juillet, la consommation de carburant automobile — toutes essences confondues — a baissé de 4,4 % par rapport au même mois de l'année précédente. Le nombre de voyageurs transportés par la SNCF sur les grandes lignes et le réseau régional a chuté pour sa part de 18,3 %.

les recettes du même mois tombant de 14,8 % malgré la hausse des tarifs (+ 2,8 %) intervenue en février dernier.

Les hôteliers restaurateurs en arrivent donc à la même conclusion que tous les autres commerçants : les touristes « de cigales se sont fait fournis », ce qui leur fait

rechercher les vacances les moins chères possibles. D'où le succès des gîtes (50 000 lits seulement), des chambres d'hôtes moins chères... et le nouvel attrait des vacances en famille ou chez des amis. Ils souffrent du « syndrome de manie », comme le dit Jacques Thé, président de l'industrie hôtelière.

Ce renouveau des vacances « non marchandes » — en famille ou chez des amis — et l'engouement pour le « tourisme vert » resteront sans doute les deux grands traits marquants de cet été. Le premier phénomène est particulièrement difficile à mesurer, car les Français, se détournant des structures d'accueil professionnelles, on assiste à une évaporation de chiffre d'affaires. Le fait n'est pas nouveau — la France détient le record européen des résidences secondaires — mais il s'accroît en temps de crise.

Le second est plus discuté : les Français n'aiment-ils vraiment plus le littoral ? « Mon œil ! », s'exclame Jacques Thé. Pour Christian Mantel, directeur du marketing chez Maisons de la France, « on ne peut pas dire qu'il y a un boom du tourisme vert mais une évolution lente ». Recherche d'un certain art de vivre, souci de se ressourcer ?

Ce qui frappe de nombreux professionnels, c'est le goût de l'indépendance manifesté par les vacanciers : c'est lui qui les fera hésiter à réserver locations ou hôtels plusieurs mois à l'avance, c'est lui qui les incite à changer de région si le temps est mauvais, c'est encore lui qui les transforme en « touristes zappeurs » passant une semaine ou deux à la campagne, une autre à la mer, et éventuellement à la montagne. La France est si belle qu'elle se prête merveilleusement à ce genre de vagabondage.

Françoise Vayssé

Le ciel, le soleil et la mer

Qu'eiment avant tout les Français pour leurs vacances ? Le ciel, le soleil et la mer. L'étude menée en début d'année par le CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) pour le compte du ministère du tourisme bat en brèche les idées selon lesquelles nos concitoyens ne jurent plus que par le tourisme vert.

La mer restait, ces deux dernières années, leur lieu de prédilection : 77 % des vacanciers y étaient partis au moins une fois en 1991 et 1992, 40 % se rendent à la montagne et 30 % à la campagne. Ce sont les « patitis partants » qui vont le plus souvent sur le littoral, les « grands partants » accordent une part importante à tous les autres types de

séjours, notamment les circuits touristiques et le camping.

Non contents de partir à la mer, ils en redemandent : si on les questionne sur la destination qu'ils choisissent prioritairement pour leurs principales vacances à venir, c'est encore elle qui est citée en première réponse (41 % des voix), devant le montage (27,5 %), les circuits touristiques (14,6 %) et le camping (11,4 %). Les jeunes et les habitants des grandes villes sont les plus attirés par le littoral, les personnes âgées optent, plutôt pour la campagne et les diplômés pour des vacances itinérantes. Le climat représente, pour 28 % de nos compatriotes, le principal critère de choix (sur-

tout pour les jeunes, les employés et les ouvriers, moins pour les retraités), la famille ne venant qu'en deuxième position (21,8 %). Cadres supérieurs et professions libérales privilégient, pour leur part, la possibilité de pratiquer des activités.

Une information qui mettra du baume au cœur des hôteliers : l'hôtel vient en tête des modes d'hébergement idéaux de nos compatriotes (31 %), loin devant la location (17 %), le ferme et les ems (14,5 %). Enfin, le Méditerranéen (y compris la Corse) tient le tête du hit-parade des régions, devant la Bretagne, la Vendée et les Pays de la Loire.

F. V.

L'Espagne baisse ses prix

Après les folies de 1992, les professionnels ont dû réduire leurs tarifs pour retenir une clientèle de plus en plus difficile

L'ANNÉE 1992, avec l'Exposition universelle de Séville et les Jeux olympiques de Barcelone, a marqué sans conteste un tournant dans l'évaluation du tourisme espagnol, toujours dominé par le modèle populaire « sol y playa », soleil et plage, si prisé par les châtiers du nord de l'Europe.

Les professionnels du tourisme espagnol se sont réveillés avec la « gueule de bois », fin 1992. Les prix prohibitifs des hôtels de Séville et de Barcelone ont fondu, tandis que les autorités cherchent à moderniser le secteur et diversifier l'offre.

Le touriste français, obligé l'an dernier de déboursier plus de 20 000 pesetas (environ 1 000 francs) pour une nuit dans un hôtel quatre étoiles de la Barcelone olympique n'en reviendrait pas aujourd'hui : non seulement certains établissements ont baissé leurs prix jusqu'à 50 %, mais beaucoup renoucent à leur cinquième, voire quatrième étoile. En fait, en pesant de cinq à quatre étoiles, l'IVA (la TVA espagnole) descend de 15 % à 6 %. Avec la crise du secteur, sur les dix-sept palcos cinq étoiles que comptait le Catalogne en 1992, il n'en reste plus que sept à l'été 1993 !

FORFAITS • Le très luxueux hôtel Claris, un cinq étoiles au cœur de Barcelone, dirigé par le Français Pierre Bouisset, a tenu à garder sa catégorie et sa clientèle haut de gamme exigeant un service personnalisé. Il s'en tire tout juste dans son créneau, reconnaît la direction. Mais désormais, les nombreux quatre étoiles vivent en encerclement très rude. La guerre des prix fait rage dans toute l'Espagne. Les offres promotionnelles, faites de client privilégié, associées de nombreux rabais, se multiplient.

Soulagement passager pour le tourisme : entre septembre 1992 et avril 1993, la peseta a été dévaluée trois fois, perdant 20 % face au mark ou au franc. Les destinations espagnoles sont redevenues un peu plus compétitives. Durant le premier semestre 1993, l'Espagne a accueilli 21,6 millions de visiteurs, soit 3 % de mieux que durant la même période de 1992.

Mais cette progression « conjoncturelle » ne peut masquer la crise structurelle du tourisme au sud des Pyrénées. L'Espagne ne retrouve pas son avantage de prix d'il y a dix ans. Les autorités entendent donc jouer désormais l'amélioration de la qualité de l'accueil, la diversification des services et aussi la protection de l'environnement. Le littoral méditerranéen de l'Espagne a suffisamment souffert du développement sauvage du tourisme, comme en témoignent certaines régions telles que Majorque ou la Costa del Sol.

« Même les Allemands viennent moins longtemps, avec moins de marks », affirme un hôtelier de l'Escal, une station balnéaire de la Costa Brava. Il reconnaît aussi que le tourisme de masse représente toujours 70 % du secteur et qu'il a encore de beaux jours devant lui.

Dans de nombreuses régions, les tours-opérateurs, notamment britanniques et allemands, font loi en remplissant les hôtels par des forfaits ou rhabais. Ils obligent à comprimer les marges et à sacrifier la qualité du service et la modernisation des établissements. Les professionnels reconnaissent cependant que l'Espagne a trop souvent délaissé les produits et services nouveaux en se bornant à « importer des touristes ».

Pourtant, dans une étude récente pour le compte du quotidien espagnol *El Mundo*, Rafael Esteve, professeur à l'université de Malaga et spécialiste du tourisme, affirme que l'année 1992 aura marqué « la fin du tourisme à bon marché en Espagne ». Il est vrai que le plan de « compétitivité » du tourisme, lancé en 1991 par le gouvernement espagnol, commence à obtenir ses premiers résultats.

Délaissant le « farniente » sur les plages bondées des bords de mer bétonnés, le visiteur nord-européen aspire à un tourisme plus intelligent, itinérant, culturel et respectueux de la nature.

EXPERIENCES • Les premières expériences en Andalousie, Estremadure et Catalogne sont encourageantes. De leur côté, les hôteliers des Baléares et des Canaries, épaulés par les autorités régionales et Madrid, investissent dans l'amélioration de l'accueil et la diversification des activités telles que sports nautiques et terrains de golf à la carte.

Au sud des Baléares, Ibiza et sa petite sœur, Formentera, ont voulu se démarquer de Majorque et de son tourisme de masse. La célèbre KU, énorme et bruyante discothèque de plein air, a fermé ses portes à Ibiza et les hôtels se détournent peu à peu des charters britanniques pour proposer des séjours familiaux éliant tranquillité et balades en vélo, loin des perrons et des pédalos. Les Français, qui formaient les gros bataillons de la période hippie des années 60-70 avant de fuir l'île, commencent à revenir peu à peu, affirment les professionnels de la région.

Yves Arcoll

La Tunisie revient en grâce

Malgré la crise, le tourisme tunisien reste au beau fixe. Effrayés par la guerre du Golfe, les Français sont revenus

TUNIS
de notre correspondant

«**N**ous savons bien qu'il y a une récession en Europe et donc moins de vacanciers qui partent à l'étranger mais force est de constater que le nombre de touristes européens, et notamment les Français, a nettement augmenté cette année », déclare le ministre du tourisme et de l'artisanat, Mohamed Jegham. Selon le ministre, durant les sept premiers mois de 1993, le nombre de touristes européens a progressé de 14,8 % par rapport à 1992 et il y a tout lieu de penser qu'après le mois d'août — excellent — ce chiffre sera dépassé. Parmi eux les Français se taillent la part du lion avec une augmentation de 24,7 %, même si la clientèle allemande, qui stagne quelque peu, demeure la plus importante.

La satisfaction des Tunisiens est d'autant plus grande qu'il y a deux ans, après la guerre du Golfe, le chute spectaculaire du « marché » français avait provoqué de graves inquiétudes : de 458 000 en 1990 le nombre des visiteurs était tombé à 211 000 en 1991. La reprise s'était déjà dessinée en 1992 et cette année les responsables du tourisme tablent sur quatre cent mille visiteurs français : « L'onde de la guerre du Golfe s'est quasiment estompée, mais il est encore regrettable qu'en France on amalgame trop souvent intègrisme et Maghreb alors qu'ici le danger est éradiqué », remarquent-ils.

Si la situation tendue qui prévaut en Egypte n'a aucun impact positif sur le tourisme local, ils expliquent cette reprise du marché par le climat de sécurité existant, l'amélioration de l'image du pays, l'important effort de promotion et au « retour en masse » des familles juives sépharades venant passer leurs vacances dans leur pays d'origine.

Dans la rue Jemaa-Ezzitouna,

l'ertère principale des souks, grouillant de touristes venus par cars des principales stations balnéaires pour quelques heures, les commerçants sont, eux, plutôt moroses. Marchands de chéchias d'un autre temps et de chameaux en peluche, vendeurs de cendriers, de plateaux en cuivre ciselé ou de djellabas multicolores parlent ouvertement de « crise ».

Les Français n'ont jamais été leurs meilleurs clients mais, assurent-ils, les Allemands, les Italiens, les Scandinaves et les Anglais « sont devenus regardants et hésitent à dépenser plus de quelques dinars (1) chez nous d'autant plus que des boutiques de souvenirs ont été ouvertes dans la plupart de leurs hôtels ».

CONNAISSEURS • En revanche, le principal antichambre de la rue, qui affiche pourtant des prix élevés, se réjouit. Les groupes de touristes qui débambulent devant ses vitrines l'intéressent peu. « Mais il y a des connaisseurs qui ont les moyens, particulièrement des Français qui s'abstiennent de venir aux heures de pointe, dit-il. Cette année surtout les juifs tunisiens sont très nombreux. Ils attendent la fin de l'après-midi lorsque la cohue s'est dissipée pour venir de la banlieue nord où ils sont installés. Ils trouvent ce qu'ils veulent, marchant pour le plaisir — c'est le jeu — et n'achètent. » Plus haut, à l'ombre de la grande mosquée dans les minuscules échoppes où l'on vend des extraits de parfums, on a plaisir aussi à retrouver ces « enfants du pays » : « Ils connaissent et achètent. » Pourtant, là aussi, les prix sont élevés, tout comme dans les magasins de tapis.

Les touristes français meilleurs clients ? Diplomate, Mounir Ben Milad, président de la fédération tunisienne de l'hôtellerie, le laisse entendre. « Malgré les difficultés qu'ils peuvent connaître chez eux, précise-t-il, ils demeurent

d'excellents clients, pas particulièrement exigeants, à condition toutefois qu'ils trouvent ce qu'un leur a promis. Ce sont eux qui dépensent le plus en extras, vins de table, apéritifs, digestifs, suppléments divers et qui laissent les meilleurs pourboires au personnel. »

Plus individualistes que les autres visiteurs, les Français viennent certes pour le soleil et la mer, mais ils ne se contentent pas, comme les Allemands, les Anglais et les Scandinaves sur les plages de leurs hôtels. Ils n'hésitent pas à louer des voitures pour circuler dans le pays jusque dans les oasis du Sud. Cette année nombre d'entre eux ont été attirés par les golf qui se sont multipliés dans toutes les zones touristiques ; les plaisanciers aussi s'habituent de plus en plus à prendre le chemin des ports tunisiens. En juillet et août, deux régates Marseille-Tobarka et Toulon-Bizerte ont été des succès.

Le séjour moyen du touriste français pendant la période estivale est d'une semaine (2). Mounir Ben Milad veut croire qu'en 1994 le chiffre record de 458 000 visiteurs français enregistré en 1990 sera au moins égalé grâce à un développement du tourisme d'arrière-saison encore trop faible à son gré. « La confiance des tours-opérateurs en France à notre égard étant demeurée intacte, les voyages organisés peuvent être plus nombreux et d'autre part nos structures hôtelières permettent l'organisation de diverses rencontres comme des séminaires d'entreprise qui se justifient étant donnée l'intensité du brassage des affaires entre nos deux pays », estime-t-il.

Michel Dauré

(1) Le dinar tunisien vaut un peu moins de six francs.

(2) Un séjour d'une semaine en pension complète coûte entre 3 000 et 4 000 francs, voyage aller-retour entre la France et la Tunisie compris.

LES VACANCIERS DE LA CRISE

Côte d'Azur : l'été des fauchés

Volage, exigeant, marchandeur, économe et resquilleur, épris de nature, de culture et d'indépendance, le nouveau vacancier désole les professionnels de la Côte

CANNES
de notre correspondant régional

Le ton a été donné, dès le début de la saison, par la spectaculaire « opération soleil » du syndicat des hôteliers d'Antibes : 350 chambres mises sur le marché, à demi-tarif, début juillet (le Monde du 30 juin). Résultat : excellent sur le plan médiatique, plus mitigé commercialement (2 300 nuitées vendues sur 3 500 sans marge bénéficiaire). Le début d'année avait été décevant et l'été s'annonçait tout aussi languissant. Revers de la médaille : l'opération a souvent été interprétée par la clientèle comme le signal d'une braderie généralisée. Elle était, en fait, révélatrice.

Dans les hôtels, on avait déjà constaté un raccourcissement des séjours et une tendance à la non-réservation ou à des réservations de plus en plus tardives. Ce double phénomène s'est systématisé. « Le client n'est plus qu'un oiseau de passage », constate Serge Amar, président du syndicat des hôteliers d'Antibes. La durée des séjours est tombée, en moyenne annuelle, à 2,4 nuitées. Quant aux réservations, le navais, au début du mois d'août, que 5 ou 6 chambres retenues sur 30. La galère.

Autre tendance de plus en plus courante : le non-respect de la durée des réservations. « Les gens sont devenus volages », témoigne Jean-Pierre Thomas (hôtel Savoy à Antibes). Cet été, 40 % de la clientèle est partie avant le terme prévu de son séjour, invoquant, généralement, des problèmes familiaux peu crédibles.

EXIGENCES • Mais le comportement des enfants de la récession est surtout dominé par un souci permanent d'économie, parallèlement à des exigences accrues. Leur

régle : tout marchander. Même dans les palaces qui ont pourtant réalisé une bonne saison (tout comme le commerce de luxe). « De moins en moins de clients, reconnaît Gérard Ivois, directeur de l'Hôtel Majestic, à Cannes, paient le prix normal officiel. Soit que l'on rajoute des prestations ou que l'on pratique le surclassement (procédé consistant à offrir, à un prix inférieur, une chambre de meilleure qualité). Soit, encore, que l'on consente des remises sur les plus longs séjours. »

« On a aussi vu », indique Serge Amar, certains vacanciers fuir le tour des hôtels avant de donner la préférence au « moins disant » pour une économie insignifiante. La roublardise est également de mise. « Certains », explique Claude Guille, vice-président du syndicat des hôteliers de Cannes, obtiennent un forfait intéressant pour un séjour d'une semaine. Mais ils annoncent leur départ au bout de trois jours tout en prétendant bénéficier des conditions de prix initiales. »

RECHAUDS • Quand les affaires vont mal - la fréquentation touristique a diminué, selon les lieux et les secteurs d'activité de 5 % à 30 % - le rapport de forces s'inverse, forcément, au profit du client... « On n'avait jamais vu cela », s'étonne André Guérin, président du syndicat des industries hôtelières de la presqu'île de Saint-Tropez. Des confrères m'ont téléphoné, affolés, après avoir constaté que certains de leurs clients introduisaient des réchauds dans les chambres pour faire leur cuisine... Dans des trois étoiles !... On a trouvé, aussi, des mini-bars vidés de leur contenu pour faire place à des victuailles, jambon, saucisson, etc. »

Sur ce chapitre, les témoignages abondent. « Près de la moi-

tié de la clientèle, raconte Jean-Pierre Thomas, ne prend plus le petit déjeuner. Et quand elle le prend, elle me demande du pain en

dépensent rien, en dehors du forfait conclu avec les tours-opérateurs de leurs pays d'origine, explique Roy Dickinson, directeur de l'immense

Karaoke et disco-plage

Les nuits sur la Côte d'Azur ont, elles aussi, changé. La crise, l'évolution des goûts, l'usage des formules, une génération qui chassa l'autre : un tournant a été pris. « La discothèque », explique Georges Truc, secrétaire général de la délégation de la SACEM, à Nice, est, en partie, délaissée au profit des bars d'ambiance musicale. Les jeunes ne dansent plus. Ou moins. Ils se contentent d'écouter de la musique en sirotant un verre. Ce qui plaît : le karaoké, inventé par Pioneer, au Japon. Principe : un synthétiseur diffuse des airs de musique, tandis que, sur un écran, on projette un clip vidéo, avec les paroles incrustées. Les clients se relaient pour chanter.

À Nice, quelques bars d'ambiance musicale ont adopté le karaoké. Mais l'introduction de la formule sur la

Côte d'Azur, en mai 1991, est Paul Pacini, l'homme qui a lancé les célèbres Whisky à gogo. En octobre 1992, il a créé, à Cannes, la Brasserie des artistes. Un lieu inclassable combinant la restauration, le karaoké et la danse. Prix très modérés, ambiance conviviale et succès fou, toutes générations confondues.

À Cannes, toujours, une nouvelle formule est née dans l'été : le disco-plage, dont l'initiative revient au Carlton, associé à une discothèque de la ville. Un autre palace de la Croisette, le Majestic, a suivi. Trois soirées qui ont réuni, à chaque fois, malgré un prix élevé (200 francs par personne) à deux à quatre mille participants. Les plages de la Croisette n'avaient jamais connu cette animation nocturne.

G. P.

plus pour se confectionner des sandwiches à midi ! Sur certaines plages privées de Nice ou d'Antibes, on a également vu fleurir, pour la première fois, des écrivains « pique-nique interdits ». « Ce qui n'a pas été entièrement dissuadé », précise Robert Malacarne, président du syndicat des plages de Nice. On arrive avec sa bouteille d'eau minérale, son sac « Mac Do » et on s'installe. On doit, de plus, veiller à la resquille. On prend un café sur la terrasse et un quart d'heure plus tard, on « squatte » un matelas. Robert Malacarne admet, pourtant, que certains collègues, dans le passé, « ont peut-être exagéré ». Léo Ducroix, plagiste sur la Croisette, à Cannes, se félicite, d'ailleurs, de « la vigilance de la clientèle. Ce qui compte, souligne-t-il, c'est le rapport qualité-prix. »

EN-CAS • Quoi qu'il en soit, le pli est pris de sauter le repas de midi. En partie par économie, car le poste nourriture est le premier sur lequel on rogne. Mais aussi parce que le déjeuner paraît passé de mode. Jean-Louis Ferrero, qui exploite une boulangerie-pâtisserie-traiteur à Juan-les-Pins, en sait quelque chose. « J'ouvre, désormais, mon magasin entre 13 et 14 heures pour servir la clientèle qui remonte de la plage. On m'achète une pizza, une pissaladière ou une viennoiserie qui tiennent lieu de repas à la mi-journée. »

La restauration classique a subi de plein fouet les conséquences de ce régime du « cachet-verre d'eau », comme le qualifie, par dérision, Paul Spinelli, président du syndicat patronal des restaurateurs-caféiers-limonadiers de Nice.

« Certains de mes confrères », déplore-t-il, ont dû se résoudre à fermer leur établissement à midi pour diminuer leurs charges. Comme les hôtels, il est vrai, nous souffrons d'une surcapacité à laquelle s'ajoute la concurrence du parcomercialisme (kiosques, marchands forains, etc.). Les prix sont, pourtant, de plus en plus tirés. On trouve, même, sur la promenade des Anglais, un restaurant de palace qui propose la salade niçoise à 30 francs...

L'arrivée des touristes des pays de l'Est (jusqu'à 10 % de la clientèle étrangère dans certains lieux de vacances) ne contribue pas à améliorer la situation. Fréquentant, de préférence, les campings - quant ils ne couchent pas sur la plage - ils débarquent, pour une semaine, à bord de vieux autos. « Ils apportent toutes leurs provisions avec eux et ne

camping caravanning des Prairies de la mer (1 300 places) à Grimaud (Var). Mais, estime-t-il, c'est certainement une clientèle d'avenir à ne pas négliger. » Autre phénomène significatif de cet « été des fauchés » : le Var a été envahi par les campeurs « sauvages » qui se sont posés un peu partout, en bordure de plage, sur les bas-côtés des routes, les parkings...

Bretagne : la bataille des gîtes

Au cœur d'une saison « catastrophique » les hôteliers bretons s'en sont pris aux gîtes, accusés de concurrence déloyale

SAINT-BRIEUC
de notre correspondant

La météo a joué un sale tour à la Bretagne cette année. Mais plus que le climat, c'est la situation économique générale qui a trahi le tourisme breton. En servant leur budget vacances, les touristes français et étrangers ont sensiblement modifié leurs habitudes. Ils ont plus souvent opté pour le sandwich que pour le plateau de fruits de mer et nettement préféré le gîte ou la chambre d'hôte au traditionnel hôtel de la plage.

Les hôteliers-restaurateurs des Côtes d'Armor ont réagi à leur façon et, au cœur d'une saison qu'ils qualifient de « catastrophique » - ils annoncent une chute de chiffres d'affaires allant de 20 % à 40 % -, les professionnels affiliés à la FNHI (Fédération nationale de l'industrie hôtelière) ont voulu dénoncer « la concurrence déloyale » que leur livrent les loueurs de chambres et de gîtes en menant une opération coup de poing.

Dans la nuit du 10 août ils ont arraché six cents panneaux indiquant ces types d'hébergement sur le bord des routes du département, pour aller les déposer devant la Préfecture à Saint-Brieuc, le mardi 10 août. À la place des pancartes arrachées les hôteliers ont laissé un message aux propriétaires des chambres et gîtes campagnards leur disant : « Par votre publicité vous faites un acte commercial bien que vous ne subissiez ni la réglementation des hôtels, ni ne supportiez nos impôts, taxes et charges. »

CONTRÔLE • S'ils ne réclament pas la disparition de ces hébergements à la campagne qui connaissent à l'heure actuelle un engouement croissant, les hôteliers souhaitent « qu'ils soient soumis à des règles précises en matière de

signalisation, d'hygiène et de capacité d'accueil. »

« Il faudrait aussi que ces gîtes et chambres soient affiliés à un organisme de contrôle », a demandé Yann Bothorel, président des hôteliers des Côtes d'Armor, précisant que « les enseignes des établissements affiliés aux organismes reconnus (Gîtes de France, Gîtes d'Armor...) avaient été épargnées ». Dans le département les hôteliers ont dénombré 800 gîtes et 250 chambres d'hôtes officiels. Leur « cueillette » nocturne démontre qu'il en existe presque autant de sauvages.

« Au départ, l'ouverture de ces gîtes devait contribuer à la protection du patrimoine. On les aménageait dans des maisons de caractère, dans des sites remarquables. Aujourd'hui, crise oblige, ces chambres et gîtes sont installés n'importe où, jusque dans des caves de loissements », remarque Jean-Jacques Liscouët, vice-président du FNHI en Côtes-d'Armor. « C'est sans doute moins cher pour le client mais cela n'a plus rien à voir avec l'esprit du tourisme vert, un temps encouragé. »

« Laisser se développer de façon anarchique ces hébergements qui ne sont que des activités d'appoint pour la plupart des loueurs c'est porter atteinte à l'outil économique que constitue l'hôtellerie et ses emplois », insiste Yann Bothorel, le président des hôteliers. En Côtes-d'Armor on compte 434 hôteliers ou hôtels-restaurants qui offrent 5 200 emplois permanents et 3 500 emplois saisonniers.

Du côté des « gîtes officiels », on dénonce la manière forte employée par les hôteliers, mais sur le fond, la Fédération départementale des gîtes de France par la voix de son directeur Thierry Le Goff admet « qu'il y a urgence à mettre de l'ordre dans le monde des locations. Il est évident qu'il faut labelliser les gîtes. Pour notre part, nous en avons 330 dans le département qui respectent une charte portant sur l'accueil et la qualité. Face aux 8 000 chambres des 430 hôtels, c'est un chiffre très raisonnable », estime-t-il.

Mais ceux qui s'appellent les « chambrières » ont su se regrouper après le coup de force des hôteliers. Dans une violente réponse, ils n'hésitent pas à qualifier l'action des hôteliers d'« opération de commando d'inspiration fasciste », et ont même déposé des plaintes auprès des gendarmes.

ACCUEIL • Ces loueurs, à l'image de Denise Guernin d'Yffiniac, réfutent catégoriquement l'argument « revenus d'appoint » avancé par les hôteliers. « Mon mari, ancien artisan-maçon, est invalide à 100 % depuis quelques années, et si je loue des chambres, ce n'est pas pour le plaisir mais avant tout pour faire bouillir la marmite, dit-elle, ne sachant pas qu'au fil des années a pris un certain plaisir à jouer les « hôtes au vert ». « J'ai de nombreuses lettres de vacanciers qui me remercient pour mon accueil. Je pourrais les montrer aux hôteliers pour qu'ils réfléchissent un peu au sujet », lance-t-elle perfidement.

Plusieurs agriculteurs inuents par la crise ont également choisi le tourisme comme voie de reconversion. Du côté du ministère du tourisme, on a entendu l'appel des professionnels et, au lendemain de la manifestation, on a délégué un représentant en Côtes-d'Armor. Il a reçu le message : respect de la réglementation existante.

Au-delà de ce coup de sang, les professionnels de l'hôtellerie devront sans doute réfléchir à de nouveaux produits adaptés aux coûts mais aussi aux moyens des vacanciers.

Patrick Le Nen

L'Italie s'inquiète

La dévaluation n'a pas ramené les touristes et l'on craint pour les emplois

ROME
de notre correspondant

MALGRÉ la dévaluation de la lire, la saison touristique s'annonce mauvaise en Italie. Une diminution d'un quart à un tiers du nombre d'étrangers a déjà été enregistrée. Les prix élevés, mais aussi les équipements défectueux, la maigre qualité de l'accueil, le privilège donné au tourisme de masse, la saleté des plages ont dissuadé les visiteurs. Un phénomène qui touche également cités d'art, balnéaires, thermales ou de montagne. Et, renversement de tendance, même l'agritourisme subit la crise (-10 % en Toscane).

« La made in Italy s'écroule. Asses des vacances Luna Park ! » titre le quotidien indépendant *Il Giornale*, qui se demande, considérant la côte romagnole (Rimini, Riccione...), l'une des plus fortes concentrations touristiques en Europe s'il n'y a pas aussi une lassitude « des superfollies » et de la « transgression » bruyante tant évoquée pour les stations dans le vent. Selon l'institut d'études économiques et sociales CENSIS, « les touristes ont choisi de récompenser ceux qui avaient suivi leurs changements de goût ». Vers un tourisme plus tranquille, même s'il est plus bref, faute de moyens.

COÛTS • Or, dit le président du Touring-Club, Giancarlo Lunati, l'offre n'a souvent pas su répondre à la demande. « L'image touristique est vieillie et démodée, nous n'avons pas de marketing adapté : il faudrait plus de services, de transports, une gestion professionnelle. »

A tous ces facteurs s'ajoutent des coûts exorbitants. Bien que les prix, sur le conseil de l'Association des hôteliers, aient généralement été bloqués de 1992 à 1993, une chambre double dans un hôtel de

bon standing se paye encore nettement plus cher qu'en Grande-Bretagne. Les restaurants ont subi de plein fouet la crise. Selon l'Osservatorio turistico, de l'association Confesercenti, 60 000 restaurants auront perdu entre juin et septembre quelque 1 500 milliards de lire (1). Chute des consommations allant jusqu'à 50 % dans les grands centres artistiques et en moyenne de 25 %. À Florence, ce sont surtout les hôtels de luxe qui font le plein. Pour les bourses moyennes, la ville est trop chère.

Pourquoi, par exemple, les Allemands amoureux de soleil, ont-ils boudé l'Italie, avec une baisse de leur présence de 3,3 % ? Selon le président de l'institut du tourisme ENIT, Marino Corona, « la responsabilité revient aux structures publiques, qui se désintéressent complètement du tourisme. Si nous avons enregistré cette année, avec le flux d'Américains et de Japonais, des visites moins nombreuses d'Allemands, cela ne s'explique pas seulement par la crise. En Allemagne on ne trouve pas le chaos et la pollution », assure-t-il d'entre en revanche si les attentats des derniers mois - Florence, Rome et Milan - ont eu des effets.

L'adoption d'horaires plus longs dans les grands musées, l'embauche de personnels temporaires pour assister les visiteurs - mesures voulues par le dynamique ministre des biens culturels, Alberto Ronchey - ont certainement accru le nombre des entrées en grande partie d'étrangers. Seules Venise, Assise et quelques îles se sauvent du naufrage. À la fin de la saison, des milliers d'emplois seront perdus, a déjà prévenu la Confindustria (patronat), et selon l'Osservatorio turistico, 20 000 entreprises de la branche risquent de fermer. (Interim.)

(1) 1 000 lire valent 3,67 francs.



CONJONCTURE

INDICATEUR • L'emploi

La dégradation s'accélère

ENTRE juin 1992 et juin 1993, le taux de chômage de la Communauté européenne s'est accru de plus d'un point, de 9,4 % à 10,6 %. Les pertes d'emplois, encore modérées jusqu'à la fin de l'an dernier, se sont brutalement accélérées au cours des six premiers mois de 1993.

En Allemagne occidentale, les effectifs ont été réduits de 323 000 personnes durant cette même période, soit une moyenne de près de 54 000 emplois par mois. Ces pertes proviennent presque exclusivement des activités manufacturières, la construction et le tertiaire ayant été épargnés.

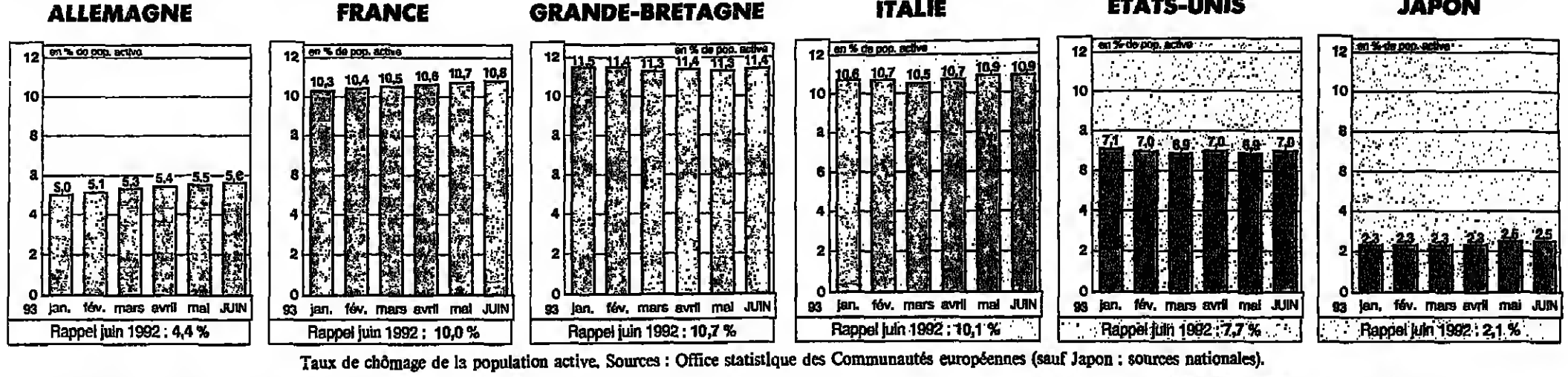
En France, près de 175 000 emplois ont disparu au cours des six premiers mois de l'année, soit environ 29 000 par mois en moyenne. Les pertes y sont moins concentrées qu'en Allemagne. Elles affectent l'industrie

dans une moindre mesure qu'outre-Rhin (110 000 pertes, soit -3,8 % l'an au lieu de -6,4 % en Allemagne) mais se sont en revanche propagées aux activités tertiaires (-31 000) et aux secteurs du bâtiment, des travaux publics et du génie civil et agricole (-33 000).

Les situations de l'Espagne et de l'Italie sont plus difficiles à appré-

hender; la seule lecture du taux de chômage révèle cependant deux conjonctures différentes du marché du travail. L'Italie, qui bénéficie d'un taux de chômage très proche de la moyenne communautaire, semble profiter d'une situation moins défavorable que celle de ses principaux partenaires : le taux de chômage s'y est accru de 0,3 point seulement depuis le début de l'année, ce qui laisse supposer que les réductions d'effectifs y ont été moins importantes qu'ailleurs.

L'Espagne, en revanche, qui pâtit d'un taux de chômage deux fois plus élevé que celui de la moyenne des Douze (21,5 %), a enregistré une telle hausse du nombre de ses chômeurs que sans doute bon nombre de ses activités y ont participé.



Taux de chômage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

RÉGION • L'Afrique subsaharienne

Divergences de développement

ON dispose aujourd'hui d'un recul suffisant pour évaluer les programmes d'ajustement lancés au début des années quatre-vingts par un grand nombre de pays en développement sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. L'INSEE vient de publier (1) un article qui compare les performances respectives de neuf pays d'Afrique subsaharienne et de trois pays d'Asie du Sud-Est ayant adopté de telles politiques. Le bilan est décevant pour les pays africains, à l'exception de l'île Maurice et du Zimbabwe.

L'*ultima ratio* d'un programme d'ajustement pour un pays en développement, c'est la croissance économique. De ce point de vue, la décennie d'ajustement n'a guère été favorable à l'Afrique : les taux de croissance globaux - Maurice mis à part - s'inscrivent entre 0 et 4 % (contre 5 à 7 % en Asie du Sud-Est), tandis que le PNB par habitant baisse dans six des neuf pays africains de l'étude (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Ghana, Kenya, Madagascar, île Maurice, Nigéria, Sénégal, Zimbabwe). Les déficits budgétaires et des balances des paiements courants subsistent presque partout, tandis que l'encours des crédits FMI et Banque mondiale représentent jusqu'à 45 % du produit intérieur brut dans des pays comme le Ghana, le Kenya ou Madagascar. Résultat, l'endettement global s'alourdit inexorablement.

Le grand mérite de l'analyse de l'INSEE, c'est qu'elle affine l'explication de ce qu'il faut bien se résoudre à appeler un échec. Tant d'abord, les pays d'Asie et les pays d'Afrique étudiés ne partaient pas du même point. Par exemple, le taux d'alphabétisation des adultes dépassait 60 % chez les premiers alors qu'il se situait plutôt entre 10 et 30 % chez les seconds. Les infrastructures (routes, adduction d'eau, électricité, téléphone) étaient nettement plus faibles en Afrique : selon la Banque mondiale, les appels téléphoniques n'y aboutissent que dans moins de 20 % des cas.

Les choix effectués après l'indépendance pèsent encore sur les pays africains. La plupart ont opté pour des politiques de substitution aux importations qui ont rapidement produit des effets pervers : « coûts de production élevés et stagnation de la productivité du fait des protections douanières et de la présence fréquente de monopoles, concurrence des importations frauduleuses, étroitesse des marchés nationaux et dépendance en importations de biens intermédiaires et d'équipement à l'origine de goulets d'étranglement ». Les pays d'Asie avaient adopté le même type de politique; ayant rencontré les mêmes problèmes, ils ont réorienté leurs industries naissantes vers l'exportation, ce que n'ont pas su faire la plupart des pays africains.

En outre, la « révolution verte » a permis en Asie un certain enrichissement des campagnes qui a eu des effets d'entraînement sur toute l'économie, en stimulant la création d'infrastructures et en suscitant l'émergence d'une petite industrie rurale. Cette « révolution verte » n'a joué, en Afrique noire, qu'au Kenya et au Zimbabwe, où elle a permis de développer la culture du maïs. En Afrique, agriculture et industrie sont restées très cloisonnées : les États ont pris l'habitude de ponctionner le surplus agricole (obtenu sur les exportations de produits primaires dont les cours sont depuis plusieurs années orientés à la baisse) sans réinvestir dans le développement de l'agriculture.

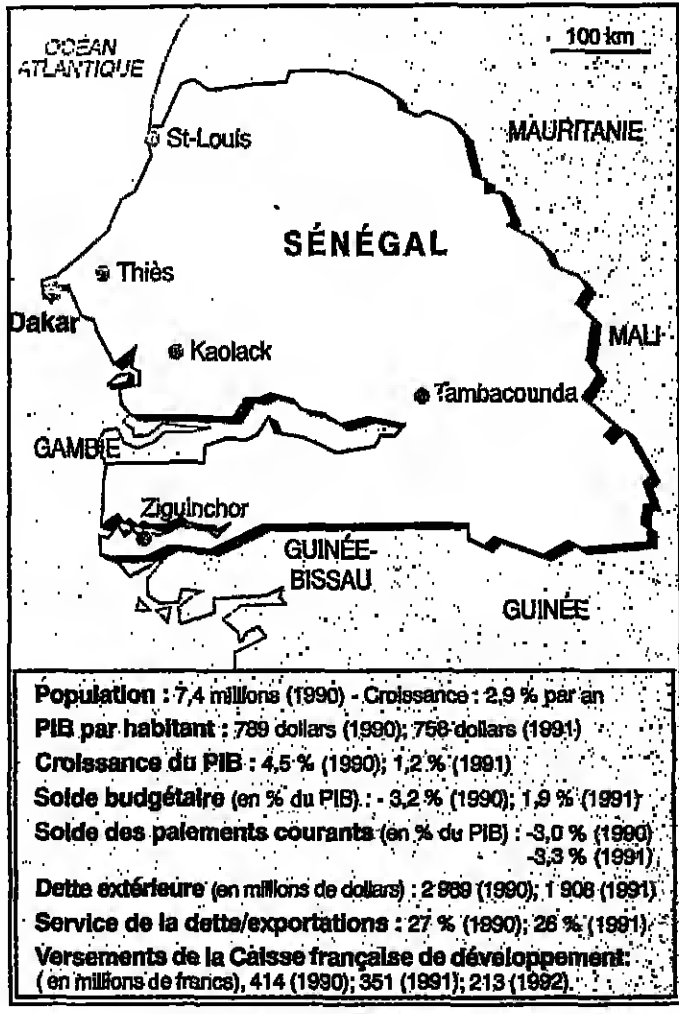
Ces caractéristiques expliquent pour une large part l'inefficacité des plans d'ajustement structurel en Afrique. Par exemple, le FMI préconise en général la dévaluation pour permettre une réduction de la demande intérieure et une réorientation des ressources vers l'exportation, l'objectif recherché étant le rééquilibrage de la balance des paiements. Mais, en Afrique, cela n'a pas marché, pour une simple raison : à la différence des produits manufacturés, les produits de base, agricoles ou minéraux (qui constituent l'essentiel des exportations des pays d'Afrique), subissent le prix du marché mondial et ne deviennent pas plus compétitifs après une dévaluation.

Autre « raté » des programmes d'ajustement : la relâche des prix versés aux producteurs de cultures d'exportation, jugé indispensable, s'est heurté dans le cas de l'Afrique à plusieurs obstacles (faiblesse des cours mondiaux, intermédiaires trop gourmands et surtout déficits budgétaires). La stagnation en termes réels des prix versés aux paysans pendant toute la décennie 80 explique le manque de dynamisme agricole et l'échec de la plupart des projets de la Banque mondiale dans ce secteur en Afrique.

Enfin, l'étude de l'INSEE souligne le rôle de l'investissement étranger dans l'évolution divergente des pays asiatiques et africains. Même des pays « exemplaires » dans leur effort d'ajustement, comme le Ghana, ne parviennent pas à attirer les investissements productifs. Tant il est vrai que l'instabilité politique réelle ou redoutée, les administrations tatillonnes et inefficaces, l'absence de droit des affaires, s'ajoutent aux carences de l'infrastructure pour entraver le décollage économique de beaucoup de pays africains.

Sophie Gherardi

(1) « Pourquoi les politiques d'ajustement ont-elles généralement mieux réussi en Asie du Sud-Est qu'en Afrique? », par Jérôme Trotignon, *Economie et Statistique* numéro 264, 1993-4.



PAYS • Le Sénégal

Les fonctionnaires au pain sec

LE Sénégal, en état de cessation de paiement, a pris une série de mesures d'austérité impopulaires, induisant, pour la première fois, une réduction de 15 % du salaire des 66 000 fonctionnaires. Depuis le mois de juin, le Sénégal n'est plus en mesure de payer ses fonctionnaires. Selon Pape Ousmane Sakho, le ministre de l'économie, des finances et du plan, l'Etat enregistre, chaque mois, un déficit de 40 millions de francs français. Adopté par l'Assemblée nationale le 24 août, grâce aux députés du Parti socialiste (PS, au pouvoir), ce plan destiné à assainir les finances publiques n'est pas de nature, selon les bailleurs de fonds internationaux, à relancer l'économie sénégalaise, ce qui est l'objectif affiché du gouvernement.

Les mesures d'austérité, imposées par les bailleurs de fonds et rejetées par l'opposition et les syndicats, permettront de réaliser une économie de 120 millions de francs sur les quatre derniers mois de 1993. Pour l'ensemble de l'année, le déficit budgétaire devrait être de 1,4 milliard de francs. La masse salariale de la fonction publique, qui s'élève à 2,6 milliards de francs par an, représente 64 % du budget de l'Etat. Les bailleurs de fonds exigent qu'elle soit ramenée à 35 %.

Le président Abdou Diouf a estimé que la seule alternative à une baisse des salaires aurait été, soit la suppression de 13 200 emplois dans la fonction publique, soit une dévaluation de

50 % du franc CFA. Parmi les autres mesures adoptées par l'Assemblée nationale figurent la généralisation de la TVA, la suppression des exonérations douanières, la hausse des prix des carburants et la création de nouvelles taxes à l'importation.

Les mesures d'austérité seront maintenues en 1994 et 1995. Les salariés du secteur privé seront touchés par le prélèvement d'une journée de salaire par mois. L'Etat a voulu montrer l'exemple : le salaire et les « fonds politiques » à la disposition du président de la République sont diminués de 50 %, ceux des ministres, des députés et des présidents des conseils d'administration des sociétés publiques, de 25 %.

Avec ce « plan d'urgence », le Sénégal espère obtenir, en septembre, au Club de Paris, un rééchelonnement de sa dette extérieure estimée à 3,2 milliards de dollars en 1992. Avec 120 dollars par an et par habitant, il est l'un des pays d'Afrique qui reçoit la plus forte aide extérieure.

Les principaux secteurs productifs du pays, à l'exception de la pêche, sont dans le rouge : la filière de l'arachide, le textile, les phosphates et le tourisme accusent un déficit chronique depuis deux ans, en raison de la baisse des cours, de la mauvaise qualité des produits et du coût excessif de la main-d'œuvre, notent les experts internationaux.

Bernard Degicanni (AFP)

SECTEUR • L'aluminium

Le casse-tête des stocks

DES signes encourageants? Les producteurs d'aluminium ont beau tourner et retourner les courbes, la conjoncture aluminium reste désespérément mauvaise. Les prix? La tonne de métal blanc, qui valait ses 3 000 dollars en juin 1988 - un pic, il est vrai exceptionnel - s'est négociée autour de 1 180 dollars en moyenne au cours des six premiers mois de 1993. A 1 296 dollars la tonne, la première moitié de l'année 1992 était déjà considérée comme mauvaise. Que dire alors du début d'année 1993 et de ses 90 dollars de moins?

Pour le moment, la demande se tient. L'an passé, dans un environnement économique plutôt atone, la consommation mondiale d'aluminium, mesurée en tonnages, avait progressé d'un peu plus de 2 %. Les analystes n'espèrent rien de mieux pour 1993. Certains d'entre eux sont carrément - exagérément? - pessimistes. Les Etats-Unis avaient joué un rôle moteur incontestable en 1992. Après avoir reculé deux années durant, la demande américaine s'était reprise, terminant l'année en hausse de plus de 10 %. Cet effet de rattrapage sera moins sensible en 1993, sans que les deux autres grandes régions de consommation, le Japon et l'Europe ne puissent prendre le relais.

L'offre, en tout cas, excède toujours très largement les possibilités d'absorption du marché. Le problème des stocks est loin d'être réglé. Leur niveau au London Metal Exchange a dépassé au cours de l'été les 1 900 000 tonnes, 700 000 de plus que l'an passé, et l'équivalent de cinquante jours de consommation. S'y ajoutent bien entendu les stocks des différentes usines du monde. Au total, pas loin de 3,5 millions de tonnes à résorber.

Les producteurs occidentaux montrent du doigt les importations en provenance de Russie, dont les tonnages ne cessent d'augmenter depuis deux ans. Cet afflux de métal blanc russe est intervenu alors même que des capacités s'ouvraient un peu partout dans le monde. La conjon-

tion des deux effets a complètement déstabilisé le marché.

Commentant la situation, il y a quelques mois, David Morton, le PDG du groupe canadien Alcan, l'un des tout premiers producteurs mondiaux de métal blanc, avait sa perplexité. Annonçant une perte de 112 millions de dollars pour 1992 (620 millions de francs), il indiquait que ces mauvais résultats ne reflétaient « ni la vigueur de la demande », ses livraisons atteignant un niveau record en Amérique du Nord, ni « les efforts soutenus et fructueux de réduction des coûts ».

L'autre grand ténor nord-américain, le groupe Alcoa, a décidé, début juillet, d'engager des mesures spectaculaires : nouveau train de suppressions d'emplois (750 postes seront supprimés, en sus des 400 déjà prévus dans la région de Pittsburgh), et surtout réductions de capacités de production avec des fermetures temporaires d'usines. La nouvelle a d'ailleurs été accueillie favorablement dans le monde de l'aluminium, et notamment chez les producteurs européens, qui estimaient être les seuls à faire des sacrifices pour tenter d'assainir le marché.

Chez Pechiney, la question de l'aluminium gouverne, en tout cas plus que jamais, la réflexion stratégique du groupe. Le niveau de prix actuel déclasse l'usine de Dunkerque, une unité flamboyante, censée être la plus compétitive du monde, au moment où celle-ci doit supporter des frais de capital extrêmement élevés, car elle est en pleine période d'amortissement des investissements. Plus généralement, la situation rend extrêmement délicate une opération de privatisation que Pechiney appelle pourtant de tous ses vœux. Dès lors, le groupe de Jean Gandois n'a plus qu'une idée en tête : réduire la part relative du métal blanc dans son activité, grâce à des « opérations stratégiques majeures ». L'actualité de l'aluminium promet d'être chargée.

Caroline Monnot

